

Chambre des Représentants

Kamer der Volksvertegenwoordigers

23 DÉCEMBRE 1947.

23 DECEMBER 1947.

PROJET DE LOI

maintenant certaines dispositions légales en vigueur
nonobstant la remise de l'armée sur pied de paix.

WETSONTWERP

waarbij sommige wettelijke bepalingen gehandhaafd
worden niettegenstaande het leger op vredesvoet
werd teruggebracht.

RAPPORT

FAIT AU NOM DE LA COMMISSION
DE LA JUSTICE (1)

PAR M. du BUS de WARNAFFE.

VERSLAG

NAMENS DE COMMISSIE
VOOR DE JUSTITIE (1) UITGEBRACHT

DOOR DE HEER du BUS de WARNAFFE.

MESDAMES, MESSIEURS,

MEVROUWEN, MIJNE HEREN,

CHAPITRE PREMIER.

EERSTE HOOFDSTUK.

Considérations générales.

Algemene beschouwingen.

Au regard des lois de pouvoirs extraordinaires votées
depuis septembre 1939, la remise de l'armée sur pied de
paix devrait avoir normalement un double effet :

Ten opzichte van de buitengewone machten die se-
dert September 1939 werden gestemd, zou het terugbre-
ngen van het leger op vredesvoet normaal gesproken een
tweevoudig gevolg moeten hebben :

1° Mettre fin à l'exercice du pouvoir que le Roi s'était
vu accorder, en raison des circonstances, pour prendre, par
arrêtés délibérés en conseil des ministres, des dispositions

1° Een einde maken aan de uitoefening van de macht
die aan de Koning wegens de omstandigheden, werd ver-
leend om, bij in Ministerraad overlegde besluiten, maat-

(1) Composition de la Commission de la Justice : MM. Joris, pré-
sident; Carton de Wiart, Charloteaux, Charpentier, De Gryse, De
Riemaecker-Legot (M^{me}), du Bus de Warnaffe, Héger, Lambotte,
Maes, Oblin, Philippart. — Bohy, Collard, Craeybeekx, Gruselin,
Hossey, Somerhausen, Soudan, Vranckx. — Demany, Terfve. —
Janssens (Charles), Van Glabbeke.

Voir :

442 : Projet de loi.

(1) Samenstelling van de Commissie voor de Justitie : de heren
Joris, voorzitter; Carton de Wiart, Charloteaux, Charpentier, De
Gryse, De Riemaecker-Legot (Mevr.), du Bus de Warnaffe, Héger,
Lambotte, Maes, Oblin, Philippart. — Bohy, Collard, Craeybeekx,
Gruselin, Hossey, Somerhausen, Soudan, Vranckx. — Demany,
Terfve. — Janssens (Charles), Van Glabbeke.

Zie :

442 : Wetsontwerp.

ayant force de loi. (Loi du 7 septembre 1939, complétée par celle du 14 décembre 1944).

L'article premier de la loi du 7 septembre 1939 porte en effet : « *Jusqu'au jour fixé par arrêté royal pour la remise de l'armée sur pied de paix*, le Roi peut, dans les cas de nécessité et d'urgence, prendre, par arrêtés délibérés en conseil des ministres, des dispositions ayant force de loi pour, etc... »

Le Parlement, libre d'octroyer des pouvoirs extraordinaires à l'Exécutif, l'était aussi de fixer un terme dans le temps à l'extension de l'attribution de compétence qu'il lui accordait. En septembre 1939 et décembre 1944 il avait fixé et confirmé ce terme à la date de la remise de l'armée sur pied de paix. Mais le « temps de guerre » ayant été prolongé au delà de ce que l'on avait escompté en 1939 et en 1944, le Parlement a anticipé sur le terme qu'il avait originairement prévu et, par la loi du 10 mars 1947, il a mis fin à la date du 28 février 1947, au pouvoir qu'il avait conféré au Roi de prendre des dispositions par voie d'arrêtés-lois.

Notons toutefois que tous les arrêtés-lois pris en vertu de la loi des 7 septembre 1939 et 14 décembre 1944 — et à moins qu'ils n'en disposent eux-mêmes autrement — demeurent dans l'arsenal législatif et restent applicables jusqu'à leur abrogation éventuelle.

2° Enlever toute efficacité pour l'avenir aux arrêtés-lois pris en application de la loi du 20 mars 1945.

Le mécanisme et la portée de cette dernière loi étaient différents de ceux de la loi des 7 septembre 1939 et 14 décembre 1944.

Les pouvoirs prévus par la loi du 20 mars 1945 étaient d'une durée limitée : six mois. Ils cessaient le 24 septembre 1945.

Au cours de ces six mois l'Exécutif pouvait prendre par voie d'arrêtés-lois des dispositions *valables jusqu'au jour de la remise de l'armée sur pied de paix*. Mais ce jour-là les arrêtés-lois pris entre le 24 mars et le 24 septembre 1945 en vertu de la loi du 20 mars 1945, cesseront d'être d'application et seront virtuellement abrogés, bien que leurs effets acquis restent maintenus.

Prenons un exemple concret. Aux termes de la loi du 20 mars 1945, le Roi pouvait prendre, par voie d'arrêté-loi, des dispositions en matière d'épuration civique. Il l'a fait par l'arrêté-loi du 19 septembre 1945, par lequel les manquements au civisme ont été définis, des sanctions prévues, des procédures organisées. Sur base de cet arrêté-loi, les auditeurs militaires inscrivent certains citoyens sur leurs listes; ces citoyens peuvent faire opposition à cette inscription; les tribunaux et les Cours jugent les différends qui par le fait de ces oppositions leur sont déferés.

regelen te nemen die kracht van wet hebben (Wet van 7 September 1939, aangevuld door deze van 14 December 1944).

Artikel 1 der wet van 7 September 1939 bepaalt, inderdaad : « *De Koning kan, tot op de dag die bij Koninklijk besluit zal worden bepaald voor het terugbrengen van het leger op voet van vrede*, in noodzakelijke en dringende gevallen, bij in Ministerraad overlegde besluiten, maatregelen treffen die kracht van wet hebben om, enz... »

Het stond het Parlement, dat vrij is buitengewone machten aan de Uitvoerende Macht te verlenen, eveneens vrij een termijn vast te stellen voor de uitbreiding van de bevoegdheid die het verleende. In September 1939 en in December 1944, had het die termijn vastgesteld en bekrachtigd op de datum van het terugbrengen van het leger op vredesvoet. De « oorlogstijd » duurde echter langer dan men in 1939 voorzien had en, in 1944, is het Parlement vooruit gelopen op de oorspronkelijk bepaalde termijn en maakte het, bij de wet van 10 Maart 1947, op 28 Februari 1947 een einde aan de macht die het aan de Koning had verleend om door middel van besluitwetten maatregelen te nemen.

Laten wij echter opmerken, dat alle krachtens de wet van 7 September 1939 en van 14 December 1944 genomen besluitwetten — tenzij zij zelf anders beschikken — in het wetgevende arsenaal blijven en van toepassing blijven tot hun eventuele intrekking.

2° Voor de toekomst iedere doeltreffendheid ontnemen aan de bij toepassing van de wet van 20 Maart 1945 genomen besluitwetten.

Het mechanisme en de draagwijdte van laatstgenoemde wet waren verschillend van deze van de wet van 7 September 1939 en van 14 December 1944.

De door de wet van 20 Maart 1945 bepaalde machten waren van beperkte duur : zes maanden. Zij vervielen op 24 September 1945.

In de loop van die zes maanden, kon de Uitvoerende Macht door middel van besluitwetten maatregelen nemen die geldig waren tot op de dag van het terugbrengen van het leger op vredesvoet. Van die dag af, echter, zullen de besluitwetten die tussen 24 Maart en 24 September 1945, krachtens de wet van 20 Maart 1945, werden genomen, niet meer van toepassing en feitelijk ingetrokken zijn, alhoewel de verkregen uitwerkselen er van gehandhaafd blijven.

Laten we een concreet voorbeeld nemen. Luidens de wet van 20 Maart 1945 kan de Koning, door middel van Koninklijke besluiten, maatregelen nemen betreffende de epuratie in zake burgertrouw. Hij heeft dit gedaan door de besluitwet van 19 September 1945, waarbij de tekortkomingen aan de burgertrouw werden bepaald, sancties voorzien en rechtsplegingen ingericht. Op grond van die besluitwet, schrijven de krigsauditeurs sommige burgers in op hun lijsten; deze burgers mogen tegen die inschrijving verzet aantekenen; de rechtbanken en Hoven berechten de geschillen die door het feit van dit verzet er naar worden verwezen.

Le jour où l'armée serait remise sur pied de paix sans que l'arrêté-loi du 19 septembre 1945 ait vu sa validité prorogée par le législateur jusqu'à une date postérieure à celle de la remise de l'armée sur pied de paix, cet arrêté-loi verrait automatiquement cesser ses effets à cette dernière date. En conséquence, à partir de ce moment, plus aucune inscription sur les listes d'inciviques ne pourrait se faire, les pouvoirs des auditeurs militaires à cet égard ayant cessé en même temps que seraient tombés les critères de l'incivisme et les classifications de sa sanction.

A défaut d'une loi nouvelle, et sous peine de ne point pouvoir parachever une œuvre en voie de nécessaire achèvement, il faut donc qu'une décision du législateur intervienne pour proroger la validité de l'arrêté-loi en question, et cela au delà de la date où l'armée sera remise sur pied de paix.

Cela à titre exemplatif.

C'est ce qui explique et justifie, dans ce cas et dans les cas analogues, la nécessité de permettre qu'au jour — espéré proche — où l'armée sera remise sur pied de paix, toutes les dispositions légales soient prises pour la prorogation de certains arrêtés-lois du régime du 20 mars 1945, et cela dans la mesure et pour les délais nouveaux reconnus indispensables.

Cette dernière condition nous amène à rappeler que les lois de pouvoirs extraordinaires, et notamment celle du 20 mars 1945, ont été proposées et votées en raison de circonstances exceptionnelles, et que dès lors tout ce qui ressortit au caractère exceptionnel de la guerre — (car la Belgique n'était pas seulement en « état de guerre », mais encore effectivement « en guerre » en mars 1945) — doit disparaître de la législation, quelle que soit la propension de l'Exécutif à vouloir maintenir en application certains arrêtés-lois dont raisonnablement la prorogation ne se justifie plus.

Signalons pour mémoire que l'opération à laquelle est invité le Parlement est très différente de celle à laquelle il eut à procéder en exécution de la loi de pouvoirs spéciaux du 1^{er} mai 1939.

Aux termes et après le délai d'expiration de celle-ci (six mois) il s'agissait de ratifier des arrêtés royaux pris en exécution de cette loi, et de leur conférer un caractère légal par un vote des Chambres.

Par contre il s'agit maintenant de décider quels arrêtés — ayant déjà force de loi, mais dont la validité est sur le point d'expirer — devront être prorogés.

Faisons observer également que le projet actuel ne se borne pas seulement à proposer la prorogation de validité

Op de dag dat het leger op vredesvoet zou worden teruggebracht zou, zonder dat de geldigheid van de besluitwet van 19 September 1945 door de wetgever zou verlengd zijn tot een datum na deze waarop het leger op vredesvoet werd teruggebracht, die besluitwet op die laatste datum automatisch niet meer van kracht zijn. Derhalve, zou van dat ogenblik af geen enkele inschrijving op de lijsten van incivieken meer mogelijk zijn, vermits de machten van de krijgsauditeurs te dien opzichte vervallen en meteen de criteria van het incivisme en de indeling van de beteugeling er van verdwenen zouden zijn.

Bij gebreke van een nieuwe wet en op gevaar af een werk, dat op het punt staat zijn noodzakelijk beslag te krijgen, niet te kunnen voltooien; dient de wetgever derhalve een beslissing te nemen om de geldigheid van bedoelde besluitwet te verlengen en wel tot na de datum waarop het leger op vredesvoet wordt teruggebracht.

Dit geldt als voorbeeld.

Het verklaart en rechtvaardigt, in dit en in gelijkaardige gevallen, de noodzaak om toe te laten dat tot de dag — die naar wij hopen niet ver meer af is — waarop het leger op vredesvoet zal worden teruggebracht, alle wettelijke maatregelen zouden worden genomen tot verlenging van sommige besluitwetten van het stelsel van 20 Maart 1945, en dit voor zover en voor de nieuwe termijnen die als onontbeerlijk worden erkend.

Die laatste voorwaarde brengt ons er toe te herinneren aan het feit, dat de wetten op de buitengewone machten en o.m. deze van 20 Maart 1945 wegens uitzonderlijke omstandigheden werden voorgesteld en aangenomen en dat, derhalve, alles wat tot het uitzonderlijk karakter van de oorlog behoorde (want België was in Maart 1945 niet alleen in « staat van oorlog » maar nog werkelijk « in oorlog ») uit de wetgeving moet verdwijnen, welke ook de neiging van de Uitvoerende Macht weze sommige besluitwetten te handhaven waarvan de verlenging redelijkerwijze niet meer te rechtvaardigen is.

Wijzen wij er, pro memorie, op dat de verrichting waartoe het Parlement wordt uitgenodigd, zeer verschillend is van die waartoe het diende over te gaan in uitvoering van de wet op de bijzondere machten van 1 Mei 1939.

Luidens die wet ging het er om, na haar vervalltermijn (zes maanden), Koninklijke besluiten genomen ter uitvoering van die wet te bekrachtigen, en door een stemming van de Kamers een wettelijk kenmerk er aan te verlenen.

Nu, daarentegen, gaat het er om uit te maken welke besluiten — die reeds kracht van wet hebben maar waarvan de geldigheid op het punt staat te vervallen — dienen verlengd.

Merken wij eveneens op, dat het huidig ontwerp er zich niet alleen toe beperkt de verlenging van de geldig-

d'arrêtés-lois pris en vertu de la loi du 20 mars 1945, mais qu'il tend également à proroger la validité d'autres dispositions légales (lois ou arrêtés-loi) dont la remise de l'armée sur pied de paix doit faire cesser l'applicabilité. (Ex. : la loi du 5 mars 1935 concernant les devoirs des fonctionnaires en temps de guerre — article 11 ; la loi du 7 septembre 1939 sur la suppléance des notaires en temps de guerre (article 14, etc.)

**

Notons également que le projet ne se limite pas uniquement, suivant son intitulé, à « *maintenir* certaines dispositions légales en vigueur nonobstant la remise de l'armée sur pied de paix », mais qu'il aboutit aussi à apporter des modifications aux dispositions d'arrêtés-lois du régime du 20 mars 1945 que le Gouvernement propose de proroger (Ex. : art. 20 à 22), ou à des dispositions légales en vigueur antérieurement à la loi du 20 mars 1945 (ex. : art 8 et 9.)

Seules les dispositions relevant de la compétence des Ministres des Communications et des Finances se confinent à la proposition de prorogation d'arrêtés-lois pris en exécution de la loi du 20 mars 1945.

On se rend compte, par ces simples observations, du caractère complexe du projet déposé par le Gouvernement, dont certaines dispositions sortent nettement du cadre de son intitulé.

**

L'ensemble du projet n° 442 contient des propositions de prorogation émanant de douze ministres et portant sur 101 lois, arrêtés-lois, articles de lois ou d'arrêtés-lois, dont environ 80 arrêtés-lois ou articles d'arrêtés-lois pris en vertu de la loi du 20 mars 1945.

La durée des prorogations proposées est éminemment variable; elle oscille entre une date actuellement déjà expirée (la fantaisie ne doit pas être exclue d'un projet de loi) et environ 70 dates « indéterminées », en passant par une dizaine de dates à fixer par arrêté royal, et quelques-unes directement ou indirectement déterminées mais encore inconnues.

Une première préoccupation a animé votre commission.

On se plaint à juste titre du nombre croissant de lois, qui alourdissent nos codes et contribuent à faire du domaine législatif une forêt de plus en plus embroussaillée dans laquelle les praticiens du droit n'osent plus s'aventurer que sous le coup de la constante appréhension de se perdre.

Votre commission estime qu'il devient vraiment d'intérêt général que la législation soit dépouillée de tous les textes qui ne s'avèrent pas d'une nécessité indiscutable.

heid voor te stellen van besluitwetten genomen krachtens de wet van 20 Maart 1945, maar eveneens ten doel heeft de geldigheid te verlengen van andere wettelijke schikkingen (wetten of besluitwetten), aan de toepasselijkheid waarvan het terugbrengen van het leger op vredesvoet een einde moet maken. (Voorbeeld: de wet van 5 Maart 1935 betreffende de plichten der ambtenaren in oorlogstijd — artikel 11; de wet van 7 September 1939 betreffende de plaatsvervangende van notarissen in oorlogstijd — artikel 14, enz.)

**

Merken wij nog op, dat het ontwerp er zich niet toe beperkt, zoals in zijn titel wordt gezegd, « sommige wettelijke bepalingen te *handhaven* niettegenstaande het leger op vredesvoet werd teruggebracht », maar dat het er ook toe leidt wijzigingen te brengen aan de beschikkingen van de besluitwetten van het stelsel van 20 Maart 1945, die de Regering voorstelt te verlengen (Vb. art. 20 tot 22), of aan wettelijke bepalingen welke vóór de wet van 20 Maart 1945 van kracht waren (Vb. art. 8 en 9).

Alleen de bepalingen die behoren tot de bevoegdheid van de Ministers van Verkeerswezen en van Financiën, beperken zich tot het voorstel van verlenging van de besluitwetten genomen ter uitvoering van de wet van 20 Maart 1945.

Reeds door die eenvoudige opmerkingen geeft men zich rekenschap van de ingewikkelde aard van het door de Regering ingediend ontwerp, waarvan sommige bepalingen helemaal buiten het kader van zijn titel vallen.

**

Het ontwerp n° 442 in zijn geheel bevat voorstellen tot verlenging uitgaande van twaalf ministers en betrekking hebbende op 101 wetten, besluitwetten, artikelen van wetten of van besluitwetten, waaronder ongeveer 80 besluitwetten of artikelen van besluitwetten genomen op grond van de wet van 20 Maart 1945.

De duur van de voorgestelde verlengingen is in de grootste mate veranderlijk; hij schommelt tussen een thans reeds verstreken datum (er mag ook wat fantasie in een wetsontwerp zijn) en ongeveer 70 « onbepaalde » data, gaande over een tiental bij Koninklijk besluit vast te stellen data en enkele rechtstreeks of onrechtstreeks vastgestelde maar nog niet bekende data.

Uw Commissie heeft zich eerst en vooral door volgende gedachte laten leiden.

Men klaagt terecht over het steeds groeiend aantal wetten, waardoor onze wetboeken overladen worden, en die er toe bijdragen van ons wetgevend gebied een steeds meer en meer verward bos te maken waarin onze rechtsgeleerden zich slechts nog durven wagen met een voortdurende vrees er in te verdwalen.

Uw Commissie is van oordeel, dat het werkelijk van algemeen belang wordt de wetgeving te ontdoen van alle teksten die niet volstrekt noodzakelijk blijken te zijn.

Les lois de circonstance doivent disparaître lorsque d'autres circonstances les ont incontestablement submergées; il est contre-indiqué de maintenir à l'administration des pouvoirs que le temps de guerre a pu justifier, mais dont le retrait s'impose au retour du temps de paix. En d'autres mots, votre commission est partie du principe que le projet n° 442 ne constituait de la part du Gouvernement que des propositions de prorogation, mais qu'elle avait le droit et le devoir de vérifier avec soin le bien fondé de ces propositions et d'écarter toutes celles qui ne lui paraissaient point indiscutablement justifiées.

Votre rapporteur avait été chargé à cet égard d'un travail de prospection préalable. Il a écrit de multiples lettres à de nombreux Ministres à qui il a posé une impressionnante série de questions, de manière à permettre à votre commission de se faire une opinion éclairée sur chacune des propositions soumises à son examen.

Nous vous soumettons le résultat de ce long travail, se clôturant par l'adoption de 70 dispositions, l'amendement de 11 et la disparition de 20.

**

CHAPITRE PREMIER.

Dispositions relevant de la compétence du Ministère de la Justice.

ART. 1, 1°.

Arrêté-loi du 25 mai 1945 précisant l'application de l'alinéa 4 de l'article 115 du Code Pénal en cas d'occupation ennemie.

Sans observations.

ARTICLE PREMIER, 2°.

*L'arrêté-loi du 20 juin 1945
sur la déchéance de la nationalité belge.*

L'arrêté-loi du 20 juin 1945 (*Moniteur* du 24 juin 1945) a suscité ces derniers temps de vives récriminations, tant dans son principe que dans son application.

Votre rapporteur, à l'époque Ministre de la Justice, est le signataire de cet arrêté. Cela lui facilite la tâche qu'il assume en disant ce qu'il en pense de mal.

Il est inutile de revenir ni d'insister sur la situation toute particulière qui fut réservée pendant la guerre aux cantons de l'Est et à une dizaine de communes belges qui y furent assimilées par l'ennemi. Si dans l'ensemble du pays, assez

De gelegenheidswetten dienen te verdwijnen wanneer zij door andere omstandigheden ontegenzeggelijk voorbijgestreefd zijn; het is niet aan te nemen, dat de administratie zou blijven beschikken over machten welke in oorlogstijd misschien gerechtvaardigd waren, maar waarvan met de terugkeer van de vreedstijd de intrekking zich opdringt. Met andere woorden, uw Commissie is uitgegaan van het beginsel, dat het ontwerp n° 442 vanwege de Regering slechts een reeks voorstellen tot verlenging bevat, maar dat de Commissie het recht en de plicht had zorgvuldig de gegrondheid van die voorstellen te onderzoeken en diegene te verwijderen welke haar niet volkomen verantwoord leken.

In dit verband, had men uw verslaggever met een voorafgaand onderzoek belast. Hij heeft talrijke brieven geschreven aan verschillende Ministers aan wie hij een indrukwekkende reeks vragen heeft gesteld, zodat uw Commissie de gelegenheid krijgt zich een duidelijk oordeel te vormen over elk van de haar voorgelegde voorstellen.

Wij leggen U het resultaat van dit lang werk voor, dat werd afgesloten met de goedkeuring van 70 bepalingen, de wijziging van 11 en de weglating van 20.

**

EERSTE HOOFDSTUK.

Bepalingen die tot de bevoegdheid van het Ministerie van Justitie behoren.

ART. 1, 1°.

Besluitwet van 25 Mei 1945 waarbij de toepassing van de 4° alinea van artikel 115 van het Wetboek van Strafrecht in het geval van vijandelijke bezetting, nader wordt bepaald.

Zonder opmerkingen.

EERSTE ARTIKEL, 2°.

*Besluitwet van 20 Juni 1945
betreffende het verval van de Belgische nationaliteit.*

De besluitwet van 20 Juni 1945 (*Staatsblad* van 24 Juni 1945) heeft de laatste tijd scherpe klachten uitgelokt, zowel betreffende het beginsel als aangaande de toepassing er van.

Uw verslaggever, destijds Minister van Justitie, heeft dit besluit ondertekend. Dit vergemakkelijkt zijn taak te zeggen wat hij er verkeerd in vindt.

Het is onnodig terug te komen of nadruk te leggen op de zeer bijzondere toestand, waarin de Oostkantons tijdens de oorlog verkeerden, en een tiental Belgische gemeenten die er mede door de vijand werden gelijkgesteld

souvent, on ne se rend pas suffisamment compte du sort tragique de ces cantons et communes, ceux-là qui ont été mêlés de près à la vie et aux souffrances de leurs populations savent quelle différence essentielle il faut faire entre le régime d'occupation qui fut celui de la Belgique en général, et celui d'annexion qui fut celui des cantons de l'Est et de ces dix communes en exclusivité.

Ce qui caractérisa le régime d'annexion, aussi bien à l'Est chez nous, que dans le Grand-Duché de Luxembourg et en Alsace-Lorraine, c'est que ces territoires et leur population furent intégralement soumis au régime politique, économique, administratif, juridique et militaire du III^e Reich dont ils constituèrent momentanément partie intégrante, avec cette circonstance aggravante que Berlin y avait affaire avec des ressortissants dont l'immense majorité avait, entre les deux guerres, témoigné son loyalisme envers l'Etat qui régissait leurs destins.

Au lendemain de la libération (qui pour les cantons de l'Est ne fut en fait que la seconde libération du 15 février 1945), il importait donc de faire face à une situation particulière, essentiellement différente de celle qui s'était présentée dans le reste du pays. Cette situation spéciale exigeait d'une part que dans le sens de la compréhension on tienne compte de la pression directe et brutale dont les habitants des cantons de l'Est avaient été l'objet, et d'autre part, dans le sens exemplatif, de la juste sévérité qu'il fallait manifester à l'égard des habitants des cantons de l'Est qui avaient prouvé que l'annexion à l'Allemagne avait été pour eux l'occasion de se restituer, corps et âme, aux ennemis de la Patrie.

Le Ministre de la Justice de l'époque eut, à ce sujet, des entretiens avec les autorités administratives des régions intéressées, tant sur le plan arrondissemental que communal. Il résulta de ces échanges d'informations et de vues qu'en ce qui concernait les ressortissants de la seconde catégorie il importait d'agir énergiquement et rapidement; que les cas flagrants avaient été repérés; que leur règlement pourrait être expéditif, et qu'il s'agissait en dernière analyse de priver d'une nationalité dont ils s'étaient avérés indignes — et que plusieurs avaient répudiée — quatre à cinq cents individus intégralement compromis dans la collaboration la plus grave avec l'ennemi.

C'est dans cet esprit et dans ces conditions que fut pris l'arrêté-loi du 20 juin 1945 dont le rapport au Régent, reflétant les considérations rappelées ci-dessous, portait: « Une action aussi énergique que rapide s'impose, et pour atteindre pleinement le but visé, elle doit être immédiate. »

En vertu de quoi il fut prévu que serait déchu de la nationalité belge celui qui aurait, dans les territoires annexés, soit exercé des fonctions dirigeantes dans les organismes politiques créés par l'ennemi, soit fait une propagande active pour ce dernier.

Alhoewel men zich in het gehele land vrij dikwijls niet genoeg rekenschap geeft van het tragisch lot van die kantons en gemeenten, weten zij die het leven en het lijden van hun bevolking van nabij hebben gevolgd welk essentieel onderscheid er dient gemaakt tussen het stelsel van de bezetting toegepast in België, in het algemeen, en dat van de inlijving, dat uitsluitend ten deel viel aan de Oostkantons en aan die tien gemeenten.

Het stelsel van de inlijving wordt, zowel bij ons in het Oosten als in het Groothertogdom Luxemburg en in Elzas-Lotharingen, gekenmerkt door het feit dat die gebieden en hun bevolking volledig werden onderworpen aan het politiek, economisch, administratief, juridisch en militair regime van het III^e Rijk, waarvan zij tijdelijk een integrerend deel uitmaakten, met deze bezwarende omstandigheid, dat Berlijn er af te rekenen had met onderhorigen waarvan de grote meerderheid, tussen beide oorlogen, haar loyaliteit had betuigd jegens de Staat die over haar lot beschikte.

Onmiddellijk na de bevrijding (die voor de Oostkantons, in feite, slechts de tweede bevrijding van 15 Februari 1945 was) stond men dus voor een bijzondere toestand, die wezenlijk verschilde van deze die zich in de rest van het land had voorgedaan. Die bijzondere toestand eiste, enerzijds, dat men begrip aan de dag zou leggen voor de rechtstreekse en brutale druk die op de inwoners uit de Oostkantons werd geoefend en, anderzijds, dat men, bij wijze van voorbeeld, streng maar rechtvaardig zou optreden tegen de inwoners uit de Oostkantons die hadden bewezen, dat de inlijving bij Duitsland voor hen een gelegenheid was om zich met lichaam en ziel over te geven aan de vijanden van het Vaderland.

De toenmalige Minister van Justitie voerde, dienaangaande, besprekingen met de bestuurlijke overheden uit de belanghebbende gebieden, zowel op het arrondissementeel als op het gemeentelijk plan. Uit die uitwisseling van inlichtingen en zienswijzen bleek dat men, wat de onderhorigen van de tweede categorie betrof, krachtadig en snel diende te handelen; dat de ernstige gevallen werden opgespoord; dat de regeling er van snel zou kunnen gebeuren en dat het er in laatste instantie om ging vier- à vijfhonderd personen, die zich volledig hadden gecompromitteerd in de ernstigste collaboratie met de vijand, te beroven van een nationaliteit waarvan zij zich onwaardig hadden getoond er waarvan velen afstand hadden gedaan.

Het is in die geest en onder die voorwaarden, dat de besluitwet van 20 Juni 1945 werd genomen, en waarvan het verslag aan de Regent, aan de hierboven weergegeven overwegingen herinnerend, zeide: « Krachtadig en tevens snel moet worden opgetreden en, zo men het beoogde doel ten volle wil bereiken, moet er onmiddellijk worden ingegrepen ».

Het is om die reden, dat werd bepaald, dat van rechtswege zou worden vervallen verklaard van de Belgische nationaliteit, hij die, in de ingelijfde gebieden, hetzij leidende functies in de door de vijand opgerichte politieke organismen mocht waargenomen hebben, hetzij een actieve propaganda voor hem mocht hebben gevoerd.

La liste des quatre à cinq cents individus ainsi visés devait être immédiatement dressée par les administrations communales sous le contrôle du Procureur du Roi de Verviers et du Gouverneur de la province de Liège.

Elle devait être publiée au *Moniteur*. Cette publication ouvrait, pour les intéressés, le droit à un recours à exercer dans les trois mois auprès du Procureur du Roi de Verviers. Le tribunal de première instance de Verviers devait statuer sur ce recours; sa décision était susceptible d'appel dans les quinze jours de la notification du jugement.

Pour être complet ajoutons que, le statut du mari déterminant celui de l'épouse et la nationalité du père conditionnant celle des enfants mineurs, l'arrêté du 20 juin 1945 prévoit que dans les six mois de la déchéance de nationalité du mari ou père, la femme et les enfants belges par filiation peuvent recouvrer leur nationalité d'origine par déclaration d'option soumise à l'agrément de l'autorité judiciaire.

Tel est le régime de la déchéance de nationalité aux termes de l'arrêté-loi du 20 juin 1945.

D'aucuns soutiennent qu'il viole le principe de l'égalité des Belges devant la loi et qu'il instaure une « justice géographique », du fait que pour les cantons et communes de l'Est qu'il vise, il édicte une mesure qui n'est pas prise pour les autres citoyens du royaume.

C'est là, nous semble-t-il, oublier deux choses. La première, c'est qu'au cours de la guerre la situation de fait et le statut juridique des Belges n'ont pas été égaux et que c'est cette différence même qui est à la base de la discrimination critiquée.

La seconde, c'est qu'il y a méprise lorsqu'on donne une extension indéfinie au principe constitutionnel de l'égalité des Belges devant la loi (art. 6). Pour clarifier certaines idées, rappelons avec Thonissen (*La Constitution belge*, N° 25) que l'égalité devant la loi se produit principalement de quatre manières: par l'absence de toute distinction d'ordres; — par l'admissibilité de tous les citoyens aux emplois civils et militaires; — par l'absence de tout privilège en matière de juridiction; — par l'inexistence légale de tout privilège en matière d'impositions publiques.

Par ailleurs, le caractère de généralité d'une loi ne résulte pas nécessairement de ce qu'elle s'applique à tous les citoyens, mais bien de ce qu'elle est applicable à tous les citoyens remplissant des conditions déterminées identiques. Il est bien vrai, depuis le *Digeste*, que « *jura non in singulas personas, sed generaliter constituuntur* ». Mais ne voit-on pas, en matière de nationalité précisément, le législateur accorder la nationalité belge par un acte solennel et particulier qui n'a trait pourtant qu'à l'intérêt privé de l'étranger qui obtient la qualité de belge? Pourquoi la

De lijst van de vier- à vijfhonderd aldus beoogde personen moest onmiddellijk door de gemeentebesturen worden opgemaakt, onder de contrôle van de Procureur des Konings te Verviers en van de Gouverneur van de provincie Luik.

Zij moest in het *Staatsblad* worden bekendgemaakt. Die bekendmaking opende, voor de belanghebbenden, het recht op het instellen, binnen drie maanden, van beroep bij de Procureur des Konings te Verviers. De rechtbank van eerste aanleg te Verviers diende over dit beroep uitspraak te doen; haar beslissing was vatbaar voor beroep binnen vijftien dagen na de betekening van het vonnis.

Voegen wij er, om volledig te zijn, aan toe dat, daar het statuut van de man dit van de vrouw bepaalt en de nationaliteit van de vader deze van de minderjarige kinderen bedingt, het besluit van 20 Juni 1945 bepaalt dat, binnen zes maanden na het verval der nationaliteit van de man of vader, de vrouw of kinderen, Belg door afstamming, hun nationaliteit van herkomst kunnen verkrijgen door een verklaring van nationaliteitskeuze die aan de rechterlijke overheid ter goedkeuring moest worden onderworpen.

Dit is, volgens de besluitwet van 20 Juni 1945, het stelsel van de vervallenverklaring van nationaliteit.

Sommigen beweren, dat dit stelsel het beginsel schendt van de gelijkheid van de Belgen voor de wet en dat het een « geographische gerechtigheid » instelt door het feit dat het voor de Oostkantons en gemeenten, welke bedoeld worden, een maatregel uitvaardigt die niet voor de overige burgers van het rijk wordt genomen.

Daarbij worden, naar onze mening, twee zaken vergeten. De eerste, dat tijdens de oorlog de feitelijke toestand en het juridisch statuut van de Belgen niet gelijk geweest zijn, en dat het dit verschil zelf is dat ten grondslag ligt aan het gewraakte onderscheid.

De tweede, dat men een vergissing begaat wanneer men het grondwettelijk beginsel van de gelijkheid van de Belgen voor de wet (art. 6) op onbeperkte wijze uitbreidt. Om meer klaarheid te brengen in sommige begrippen, herinneren wij er met Thonissen aan (*La Constitution Belge*, n° 25) dat de gelijkheid voor de wet zich hoofdzakelijk op vier manieren voordoet: door de afwezigheid van elk onderscheid van standen; door de toelaatbaarheid van al de burgers tot de burgerlijke en militaire bedieningen; — door de afwezigheid van elk voorrecht inzake rechtsmacht; — door het wettelijk niet-bestaan van elk voorrecht inzake belastingen.

Overigens, het kenmerk van algemeenheid van een wet vloeit niet noodzakelijk voort uit het feit, dat zij toegepast wordt op al de burgers, maar wel uit het feit, dat zij toepasselijk is op al de burgers die zich in bepaalde gelijke voorwaarden bevinden. Sedert de *Pandecten* is het wel waar dat *jura non in singulas personas, sed generaliter constituuntur*. Maar stelt men niet vast, juist inzake nationaliteit, dat de wetgever de Belgische nationaliteit verleent door een plechtige en bijzondere handeling, die nochtans slechts betrekking heeft op het privaat be-

Constitution a-t-elle exigé que la naturalisation soit accordée par le pouvoir législatif (art. 5) ? Sinon parce que le constituant a estimé que le statut personnel, tout en représentant d'abord un intérêt privé, touchait par un de ses aspects à l'intérêt général.

Moins discutable encore est la position dans le cas qui nous occupe. Loin de légiférer pour un seul citoyen ou pour quelques citoyens déterminés pris individuellement, le législateur a porté des dispositions constituant la règle commune pour tous les citoyens « placés dans les mêmes conditions », c'est-à-dire en l'occurrence ayant eu tel comportement dans telles conditions et circonstances que le législateur précise.

Il existe d'autres cas, dans notre législation, où malgré le principe de l'égalité des Belges devant la loi, des discriminations — même géographiques — ont été établies par le législateur.

Commentant l'article 6 de la Constitution, Orban professe (*Le droit constitutionnel de la Belgique*, T. III, N° 71) :

« Aucun privilège ne peut exister en matière de justice pénale. En conséquence les mêmes faits doivent être érigés en délits pour tout le monde; les mêmes peines doivent être prononcées et comminées. »

Mais Orban ajoute en note :

« Bien entendu *mutatis mutandis*, c'est-à-dire en tenant compte de la différence de situation, même des circonstances de position pouvant aggraver les faits. » Il cite des articles du code pénal punissant de peines plus sévères certaines personnes pour les mêmes faits.

Veut-on des exemples de discrimination « géographique » ? En voici un qui date d'une époque — il y a un siècle — où le législateur manifestait à coup sûr un respect incontesté pour la Constitution, encore toute proche de lui. Or en 1843 (loi du 6 avril) il a consacré le principe d'une législation spéciale pour la zone frontalière (les rayons réservés), et n'a pas craint de prévoir un sort particulier pour les habitants de cette zone et du territoire intérieur immédiatement limitrophe, en autorisant les douaniers à pratiquer des saisies à l'intérieur en cas de suite ininterrompue des marchandises fraudées depuis le territoire réservé, — et même en reconnaissant aux douaniers, dans ce cas, le droit de pénétrer sans autorisation ou assistance dans le domicile — ailleurs inviolable — où est introduite la marchandise poursuivie.

Un autre exemple. En vertu du principe de la liberté commerciale, les Belges peuvent tous ouvrir ou agrandir un magasin. Néanmoins la loi du 13 janvier 1937 interdit l'ouverture ou l'agrandissement d'un magasin où sont ven-

lang van de vreemdeling die de staat van Belg bekomt ? Waarom heeft de Grondwet geëist, dat de naturalisatie door de wetgevende macht zou worden verleend (art. 5) ? Zo niet omdat de grondwetgever geoordeeld heeft, dat het persoonlijk statuut, hoewel het eerst en vooral een privaat belang vertegenwoordigt, door een van zijn aspecten ook het algemeen belang raakte.

Nog minder betwistbaar is de toestand, in onderhavig geval. Verre van wetten uit te vaardigen voor een enkel burger, of voor enkele bepaalde burgers, individueel genomen, heeft de wetgever een regeling getroffen welke de gemene regel uitmaakt voor al de burgers « die in dezelfde voorwaarden geplaatst zijn », dit wil in onderhavig geval zeggen, die een bepaalde houding hebben gehad in door de wetgever nader omschreven voorwaarden en omstandigheden.

Er bestaan in onze wetgeving andere gevallen waarin, niettegenstaande de gelijkheid van alle Belgen voor de wet, onderscheidingen — zelfs geografische — door de wetgever werden ingesteld.

In zijn commentaar op artikel 6 der Grondwet, zegt Orban (*Le Droit constitutionnel de la Belgique*, D III, n° 71) :

« Geen enkel voorrecht mag op strafrechtelijk gebied bestaan. Derhalve moeten dezelfde feiten voor een ieder als wanbedrijven worden beschouwd; dezelfde straffen moeten worden uitgesproken en gesteld. »

Orban voegt er echter in een noot aan toe :

« Natuurlijk, *mutatis mutandis*, d.w.z. met inachtname van het verschil van plaats en zelfs van de omstandigheden van de positie die de feiten kunnen verzwaren. » Hij haalt dan artikelen van het Wetboek van Strafrecht aan waardoor sommige personen, voor dezelfde handelingen, zwaarder worden gestraft.

Wil men voorbeelden van « geografisch » onderscheid ? Ziehier een voorbeeld dat dagtekent uit een tijd — een eeuw geleden — toen de wetgever ongetwijfeld een onweersproken eerbied aan de dag legde voor de Grondwet, die toen nog van zeer jonge datum was. Welnu, in 1843, (wet van 6 April) heeft hij het beginsel van een bijzondere wetgeving voor de grensstreek bekrachtigd (de voorbehouden gebieden), en is er niet voor teruggeschrikt een bijzondere behandeling te voorzien voor de bewoners van die zone en van het onmiddellijk aanpalende binnenlands gebied, door aan de douanebeambten toe te laten in het binnenland tot inbeslagnemingen over te gaan, in geval van ononderbroken smokkelarij van waren uit het voorbehouden gebied, — en zelfs door aan de douanebeambten, in dat geval, het recht toe te kennen om zonder machtiging of bijstand in een — elders onschendbare — woonplaats binnen te dringen waar de vervolgte waar werd ondergebracht.

Een ander voorbeeld. Krachtens het beginsel van de handelsvrijheid, mogen alle Belgen een winkel openen of uitbreiden. Niettemin, verbiedt de wet van 13 Januari 1937 de opening of de uitbreiding van een winkel waarin arti-

des des articles ne dépendant pas normalement de la même branche de commerce, lorsqu'il compte un certain nombre d'employés variable suivant le *chiffre de population des localités*.

Voilà deux exemples de législation « géographique » qui n'ont soulevé aucune objection d'ordre constitutionnel sur base du principe de l'égalité des Belges devant la loi.

Nous pouvons donc conclure que l'arrêté-loi du 20 juin 1945 est vraiment une loi car il a une portée générale; et ce n'est que par méconnaissance de la véritable portée du principe qu'on peut prétendre qu'il viole l'égalité des Belges devant la loi.

**

Une seconde critique a été formulée à l'encontre d'un principe inscrit dans l'arrêté-loi du 20 juin 1945, et aux termes duquel :

« Art. 4. — La déchéance de nationalité étend ses effets à la femme du déchu, ainsi qu'aux enfants mineurs placés légalement sous sa garde, à l'exception des enfants mineurs émancipés par le mariage.

» Dans les six mois de la déchéance de nationalité, la femme peut, si elle est d'origine belge par filiation, recouvrer cette nationalité par une déclaration d'option, etc...

» La même faculté est réservée aux enfants du déchu, s'ils étaient belges par filiation. La déclaration d'option doit être souscrite etc... »

Ceux qui combattent cette disposition se basent sur le fait que la déchéance de nationalité constitue une peine, et qu'à ce titre elle doit avoir un caractère personnel, sans s'étendre à la famille du déchu.

En droit pénal, la peine est le moyen de répression établi par la loi pour le châtement des crimes, délits ou infractions.

Reconnaissons immédiatement que la notion de peine se meut, dans notre législation d'après-guerre, en des zones où l'on éprouve pas mal de difficultés à retrouver des frontières. C'est ainsi qu'en lui déniait le caractère de peine, on a infligé, par exemple, la destitution de grades, fonctions, emplois et offices publics à une série de citoyens non condamnés par la justice, alors que normalement cette destitution est une peine accessoire attachée à certains crimes, et destinée à remplacer en partie la dégradation civique effacée de notre législation pénale.

Ceux qui soutiennent que la déchéance de nationalisation n'est pas une peine, en concluent qu'elle n'a pas le caractère personnel propre à une peine et qu'elle peut donc

kelen verkocht worden die normaal niet afhangen van dezelfde handelstak, wanneer hij een zeker aantal bedienden telt dat verschilt volgens het *bevolkingscijfer der localiteiten*.

Ziedaar twee voorbeelden van « geographische » wetgeving die geen enkele opwerping van grondwetgevende aard hebben uitgelokt op grond van het beginsel van de gelijkheid der Belgen voor de wet.

Wij mogen dus besluiten, dat de besluitwet van 20 Juni 1945 werkelijk een wet is, want zij heeft een algemene draagwijdte; en het is slechts door de miskenning van de werkelijke betekenis van het beginsel, dat men kan beweren dat zij de gelijkheid van de Belgen voor de wet schendt.

**

Op de tweede plaats werd critiek uitgebracht tegen het beginsel vastgelegd in de besluitwet van 20 Juni 1945, en dat luidt als volgt :

« Art. 4. — Het verval van de nationaliteit breidt zijn uitwerking uit tot de vrouw van de vervallenverklarde, alsmede tot de wettelijk onder zijn bewaking gestelde minderjarige kinderen, met uitzondering van de door het huwelijk ontvoogde minderjarige kinderen.

» Binnen zes maanden na het verval der nationaliteit kan de vrouw, indien zij door afstamming van Belgische herkomst is, de staat van Belg herkrijgen door een verklaring van nationaliteitskeuze, enz...

» Hetzelfde recht wordt aan de kinderen van de vervallenverklarde voorbehouden, indien zij Belg door afstamming waren. De verklaring van nationaliteitskeuze moet binnen zes maanden na hun meerderjarigheid, enz... »

Zij die deze bepaling bestrijden, gaan uit van het feit, dat de vervallenverklaring van nationaliteit een straf is, en dat zij als zodanig een persoonlijk kenmerk moet hebben, zonder zich uit te breiden tot het gezin van de vervallenverklarde.

In strafrecht, is de straf het door de wet vastgestelde beteugelingsmiddel voor de bestraffing van de misdaden, wanbedrijven of misdrijven.

Erkennen wij onmiddellijk, dat het begrip van straf zich, in onze wetgeving na de oorlog, beweegt in gebieden waar men nogal moeilijkheden ondervindt om grenzen terug te vinden. Aldus heeft men, bij voorbeeld, terwijl men haar het kenmerk van straf ontnam, de ontzetting uit graden, uit ambten, functies en openbare bedieningen uitgesproken tegen een reeks burgers die niet door het gerecht werden veroordeeld, terwijl normaal die ontzetting een bijkomende straf is welke voor sommige misdrijven geldt en bestemd is om de burgerlijke degradatie welke uit onze strafrechtwetgeving verdwenen is, gedeeltelijk te vervangen.

Zij die beweren, dat de vervallenverklaring van nationaliteit geen straf is, leiden daaruit af dat zij niet het persoonlijk kenmerk heeft, eigen aan een straf, en dat zij

s'étendre à la famille; que par surcroît la nationalité est une institution de droit public et non de droit civil, et que la déchéance de nationalité constitue, dans le chef de l'Etat, une mesure de sauvegarde et de défense qui s'étend logiquement au foyer du déchu.

On se rend compte de la controverse juridique qui peut s'ouvrir sur toutes ces questions, et du choix que l'on peut faire entre les thèses en présence.

Votre commission estime que si vraiment la nationalité du mari détermine en principe celle de la femme et des enfants, c'est dans le cas où la femme épouse un mari d'une nationalité déterminée et par là choisit sa nationalité si elle n'entend pas conserver la sienne propre; comme dans le cas aussi où au cours du mariage la femme suit librement son mari dans le choix d'une autre nationalité.

Mais en l'occurrence il s'agit de tout autre chose. La femme a épousé un mari de nationalité belge, et cette dernière est enlevée à l'époux par suite d'une déchéance légale et pour une cause à laquelle la femme peut être totalement étrangère, ou qu'elle a même combattue.

Nous croyons qu'à fortiori il faut appliquer dans ce cas un principe sagement rappelé pour le cas où en cours de mariage le mari change de nationalité :

« On estime que lorsque le mari devient belge par naturalisation, rien n'a pu faire prévoir ce fait, au moment du mariage. La femme n'est pas censée avoir accepté d'avance ce changement de nationalité. Il n'est, dès lors, pas admissible, qu'à une époque où l'on tend de plus en plus au respect de l'individualité juridique de la femme, le mari puisse, par une décision qui n'émane que de lui-même, imposer à son épouse un changement de nationalité que peut-être elle ne désire pas, et qu'elle n'a pas pu prévoir.

» Toutefois, il est loisible à la femme du naturalisé d'acquiescer la nationalité de son mari en souscrivant, endéans les six mois du jour où l'acte de naturalisation a été transcrit dans les registres de l'état civil, une déclaration d'intention, etc... » (R. Standaert, *La nationalité belge*. N° 242).

Dans le système de l'arrêté-loi du 20 juin 1945, il semble bien que ce soit une présomption de culpabilité de la femme qui entraîne sa déchéance de nationalité à la suite de celle de son mari, puisque le rapport au Régent précise que « si la femme entraînée dans la déchéance s'est conduite dignement, n'a pas participé à l'activité du mari et n'en a surtout pas bénéficié, elle pourra, si elle est belge par filiation, souscrire une déclaration d'option, etc... »

« dus mag worden uitgebreid tot het gezin; dat de nationaliteit, bovendien, een publiekrechtelijke instelling is en niet een van burgerlijk recht, en dat de vervallenverklaring van nationaliteit, in hoofde van de Staat, een vrijwarings- en verdedigingsmaatregel uitmaakt, die zich logisch uitstrekt tot het gezin van de vervallen verklaarde persoon.

Men geeft zich rekenschap van de juridische controverse waartoe al die kwesties aanleiding kunnen geven, en van de keuze die onder de voorhanden zijnde stellingen kan worden gedaan.

Uw Commissie is van oordeel, dat indien de nationaliteit van de man, in beginsel werkelijk die van de vrouw en van de kinderen bepaalt, dan is dit in het geval waarin de vrouw een man van een bepaalde nationaliteit huwt en daardoor zijn nationaliteit kiest wanneer zij haar eigen nationaliteit niet wil behouden; ook is dit het geval wanneer, in de loop van het huwelijk, de vrouw vrijelijk de man volgt bij de keuze van een andere nationaliteit.

Doch hier geldt het een volkomen andere zaak. De vrouw heeft een man gehuwd die de Belgische nationaliteit bezat, en deze laatste werd aan de echtgenoot ontnomen ten gevolge van een wettelijke vervallenverklaring en om een reden waaraan de vrouw volkomen vreemd kan zijn of die zij zelfs heeft bestreden.

A fortiori menen wij, dat in dit geval toepassing dient gedaan van een beginsel dat met reden wordt ingeroepen voor het geval waarin, gedurende het huwelijk, de echtgenoot een andere nationaliteit aanneemt :

« Men is van oordeel, dat wanneer de man Belg wordt door naturalisatie, niets dit feit kon laten voorzien, op het ogenblik van het huwelijk. De vrouw wordt niet geacht vooraf die verandering van nationaliteit te hebben aanvaard. Derhalve, is het niet aannemelijk dat, in een tijd waarin hoe langer hoe meer wordt gestreefd naar de eerbiediging van de juridische individualiteit van de vrouw, de man, door een beslissing die slechts van hemzelf uitgaat, aan zijn echtgenote een verandering van nationaliteit zou kunnen opleggen die zij wellicht niet wenst en die zij niet heeft kunnen voorzien.

» Evenwel, staat het de vrouw van de genaturaliseerde vrij, de nationaliteit van haar man te verkrijgen door, binnen zes maanden te rekenen van de overschrijving van de naturalisatie in de registers van de burgerlijke stand, een verklaring te doen dat zij het inzicht heeft, enz... » (R. Standaert, *La nationalité belge*, n° 242.)

De besluitwet van 20 juni 1945 lijkt te steunen op de vermoedelijke schuld van de vrouw die haar verval van nationaliteit ten gevolge heeft, ten gevolge van die van haar man, aangezien in het verslag van de Regent nader wordt bepaald dat « indien de vrouw die mede van haar nationaliteit werd vervallen verklaard zich waardig heeft gedragen, aan de bedrijvigheid van haar echtgenoot geen deel heeft genomen en vooral daaruit geen voordeel heeft getrokken, bijaldien Belg door afstamming, ... een verklaring van nationaliteitskeuze kan ondertekenen ».

Mais un principe de droit veut qu'on soit présumé innocent aussi longtemps qu'on n'est pas reconnu coupable.

Votre commission estime par conséquent que s'il y avait lieu de déchoir la femme du déchu et ses enfants mineurs non émancipés par mariage, c'était à la condition que personnellement ils aient failli aussi gravement que le mari et père ayant encouru la déchéance; en d'autres termes que la nationalité belge devait leur être maintenue sauf s'ils tombaient eux-mêmes dans l'un des cas visés à l'article 1^{er} de l'arrêté-loi du 20 juin 1945, ou que suivant le système de la loi du 30 juillet 1934, la femme et les enfants déclinent la nationalité belge après la déchéance définitive de leur époux et père.

Néanmoins, les déchéances étant encourues et les déclarations d'option souscrites, on se trouve actuellement devant une situation qu'il paraît d'autant plus contre-indiqué de bouleverser que des amendements proposés par M. Parisi et admis par M. le Ministre de la Justice ajouteraient une complication nouvelle à une éventuelle suppression de l'article 4 de l'arrêté-loi du 20 juin 1945.

..

De vives critiques ont été formulées surtout, semble-t-il, en ce qui concerne l'application de l'arrêté-loi du 20 juin 1945: le nombre de déchéances, la lenteur des décisions rendues sur recours, non moins que l'attribution de la nationalité allemande à ceux que l'arrêté-loi du 20 juin 1945 n'a entendu que déchoir de la nationalité belge.

Pour nous rendre compte de la pertinence de ces critiques, nous avons posé les questions suivantes à M. le ministre de la Justice, qui a bien voulu donner les réponses par lesquelles nous les complétons (18 novembre 1947).

1° Quand a été publiée au *Moniteur* la première liste de déchus prévue par l'article 2 de l'arrêté-loi du 20 juin 1945?

Réponse. — *Moniteur* des 13-14 mai 1946.

2° Combien de listes ont été publiées depuis, et à quelles dates?

Réponse. — Six autres listes ont paru au *Moniteur*, les:

9 juin 1946,
28-29 octobre 1946,
12 décembre 1946,
13-14 janvier 1947,
2 août 1947,
27 août 1947.

Doch een rechtsbeginsel schrijft voor, dat men wordt vermoed onschuldig te zijn, zolang men niet schuldig wordt verklaard.

Derhalve, is uw Commissie van oordeel, dat indien het nodig was de vervallenverklaring uit te spreken van de vrouw van de vervallenverklaarde en van diens niet door huwelijk ontvoogde kinderen, dan was dit op voorwaarde dat zij persoonlijk, zo erg als de man en vader die de vervallenverklaring opliep, waren tekortgekomen aan hun plicht; met andere woorden, dat zij de Belgische nationaliteit moesten behouden behalve wanneer zij zelf onder toepassing vallen van een der in het eerste artikel van de besluitwet van 20 Juni 1945 bepaalde gevallen, of wanneer, volgens de regeling bepaald door de wet van 30 Juli 1934, de vrouw en de kinderen de Belgische nationaliteit verzaken na de definitieve vervallenverklaring van hun echtgenoot en vader.

Niettemin, daar de vervallenverklaringen werden opgelopen en de verklaringen van keuze getekend, staat men thans voor een toestand die men des te minder in de war mag brengen daar amendementen voorgesteld door de heer Parisi, die door de Minister van Justitie werden aanvaard, een nieuwe verwikkeling zouden toevoegen aan een eventuele weglating van artikel 4 van de Besluitwet van 20 Juni 1945.

..

Scherpe kritiek werd uitgebracht, vooral, naar het lijkt, wat de toepassing betreft van de besluitwet van 20 Juni 1945: het aantal vervallenverklaringen, de traagheid van de op beroep gevelde beslissingen, en niet minder de toekenning van de Duitse nationaliteit aan diegenen die de besluitwet van 20 Juni 1945 slechts heeft willen vervallen verklaren van de Belgische nationaliteit.

Om ons rekenschap te kunnen geven van de gegrondheid van die kritieken, hebben wij de volgende vragen gesteld aan de heer Minister van Justitie, die ons de antwoorden heeft willen bezorgen die ons toelaten ze aan te vullen (18 November 1947).

1° Wanneer verscheen in het *Staatsblad* de eerste lijst vervallen verklaarde personen bepaald bij artikel 2 der besluit-wet van 20 Juni 1945?

Antwoord. — Zie *Staatsblad* van 13-14 Mei 1946.

2° Hoeveel lijsten werden sindsdien bekendgemaakt, en op welke data?

Antwoord. — Zes andere lijsten verschenen in het *Staatsblad* op:

9 Juni 1946,
28-29 October 1946,
12 December 1946,
13-14 Januari 1947,
2 Augustus 1947,
27 Augustus 1947.

3° Combien de noms ont figuré au total sur l'ensemble de ces listes ?

Réponse. — 1.325 noms, y compris un certain nombre de noms de personnes disparues, mais dont le décès antérieur a été établi depuis lors.

4° Combien, sur recours ou appel des intéressés, ont été :

a) prononcés de jugements par le tribunal de Verviers ?

Réponse. — A notre connaissance, six, sur des recours introduits par des épouses de déchus.

b) rendus d'arrêts par la Cour d'Appel de Liège ?

Réponse. — A la connaissance du département, aucun.

5° Combien de recours sont encore pendants devant le tribunal de Verviers ?

Réponse. — 930 recours étaient introduits à la date du 25 octobre 1947. Le nombre de déclarations d'option souscrites par des femmes ou des enfants de déchus s'élevait à 365.

6° Envisage-t-on la publication de listes supplémentaires ?

Réponse. — La publication de listes supplémentaires ne peut être envisagée qu'en cas d'omissions graves; jusqu'à présent, aucun cas semblable n'a été signalé.

7° Est-il exact que du fait de la déchéance les intéressés ne perdent pas seulement la qualité de Belge, mais qu'on leur attribue la nationalité allemande ?

Réponse. — Les déchus de la nationalité belge se voient reconnaître la nationalité allemande, la seule qu'ils possèdent encore, suivant les dispositions non abrogées du droit allemand.

Il résulte de ces réponses que, pour des raisons que votre commission n'a pas à rechercher, l'application de l'arrêté-loi du 20 juin 1945 n'a pas répondu à ce que le rapport au Régent décrivait comme « une action aussi énergique que rapide et qui, pour atteindre le but visé, devait être immédiate ».

Dans l'esprit et à l'estimation des autorités administratives des cantons de l'Est, il s'agissait de frapper vite un nombre limité d'individus : de quatre à cinq cents.

On atteint à ce jour 1.325 déchus.

Il s'agissait de faire vite.

3° Hoeveel namen kwamen in totaal op die lijsten voor,

Antwoord. — 1.325 namen, met inbegrip van een zeker aantal namen van verdwenen personen doch wier vroeger overlijden sindsdien werd vastgesteld.

4° Na instelling van verhaal of beroep door de belanghebbenden :

a) Hoeveel vonnissen werden er uitgesproken door de rechtbank te Verviers ?

Antwoord. — Bij ons weten, zes, op beroep ingesteld door de echtgenoten van vervallen verklaarde personen;

b) Hoeveel arresten werden gewezen door het Hof van Beroep te Luik ?

Antwoord. — Bij weten van het departement, geen enkel.

5° Hoeveel beroepen zijn nog hangend vóór de rechtbank te Verviers ?

Antwoord. — 930 verhalen waren ingediend op 25 Oktober 1947. Het aantal verklaringen van keuze, getekend door vrouwen of kinderen van vervallenverklaarden, bedroeg 365.

6° Bestaat het inzicht bijkomende lijsten bekend te maken ?

Antwoord. — De bekendmaking van bijkomende lijsten kan slechts in overweging worden genomen in geval van ernstige weglatingen; tot dusver werd van geen enkel dergelijk geval kennis gegeven.

7° Is het waar, dat door het feit van de vervallenverklaring de belanghebbenden niet alleen de hoedanigheid van Belg verliezen, doch dat men hun de Duitse nationaliteit verleent ?

Antwoord. — De van de Belgische nationaliteit vervallen verklaarde personen worden beschouwd als behorend tot de Duitse nationaliteit, de enige die zij nog bezitten volgens de niet ingetrokken bepalingen van het Duits recht.

Uit die antwoorden blijkt dat, om redenen die uw commissie niet moet nagaan, de toepassing van de besluit-wet van 20 Juni 1945 niet heeft beantwoord aan hetgeen in het verslag aan de Regent wordt beschreven als een krachtdadig en tevens snel optreden en dat, om het beoogde doel te bereiken, onmiddellijk moest zijn.

Naar de mening en het oordeel van de bestuursoverheid van de Oostkantons diende snel een beperkt aantal personen getroffen; vier à vijfhonderd.

Tot dusver werden 1.325 personen vervallen verklaard. Het was nodig snel te werk te gaan.

La première liste de déchus a paru onze mois après la date de la loi, et il en a paru une sixième plus de deux ans après cette date.

Six jugements seulement ont été prononcés sur recours. L'honorable Ministre de la Justice vient de déléguer auprès du tribunal de Verviers deux juges et un greffier pour activer les affaires.

Aucun arrêt n'a encore été rendu par la Cour d'Appel de Liège.

On rapporte d'autre part que des ressortissants des cantons de l'est ont été déchus de leur nationalité, alors qu'ils ont été acquittés par les juridictions militaires, ou rayés de la liste des inciviques par les chambres d'épuration civique. On comprend mal ces contradictions.

D'une réponse donnée par l'honorable Ministre de la Justice à notre collègue M. Kofferschlager (14 octobre 1947), il résulte certaines comparaisons qui laissent rêveur sur les critères qui ont servi à l'établissement des listes de déchus. Simple exemple : 177 déchus à Eupen qui comptait 13.157 habitants en 1930, soit un pourcentage de déchéances de l'ordre de 1,3, et 73 déchus à La Calamine qui comptait 4.463 habitants, soit un pourcentage de déchéances de l'ordre de 1,7, alors que La Calamine est comprise dans les neuf communes belges qui ont été annexées par l'Allemagne en même temps que les cantons de l'Est et qui, pendant la guerre, se sont distinguées par un esprit de résistance particulièrement remarquable et méritoire.

Il y a enfin la question de l'attribution, au déchu, de la nationalité allemande.

Notons d'abord que l'article premier de l'arrêté-loi du 20 juin 1945 porte sans plus : « Est déchu de plein droit de la qualité de Belge... »

Rappelons ensuite que le « Belge déchu de sa nationalité reprend, aux yeux de la loi belge, sa situation d'étranger. Cela ne veut pas dire qu'il recouvre de ce fait sa nationalité originelle. Il est permis d'affirmer qu'en règle générale le déchu devient tout simplement apatride. » (R. Standaert, loc. cit., n° 207.)

Dès lors, il paraît à votre commission que l'attribution, au déchu, de la nationalité allemande :

- 1° dépasse ce qu'a voulu le législateur,
- 2° admet la validité de prescriptions ennemies qui ont été formellement contestées pendant la guerre.

Votre commission estime donc abusif le fait d'attribuer la nationalité allemande aux citoyens indignes que la loi a uniquement voulu priver de la qualité de belge.

*
**

De eerste lijst vervallen personen verscheen elf maanden na de datum der wet, en een zesde lijst verscheen meer dan twee jaar na die datum.

Slechts zes vonnissen werden uitgesproken op beroep. De heer Minister van Justitie heeft zo pas bij de rechtbank te Verviers twee rechters en een griffier aangesteld om de zaken te bespoedigen.

Geen enkel arrest werd tot nu toe gewezen door het Hof van Beroep te Luik.

Anderzijds, wordt medegedeeld, dat onderhorigen van de Oostkantons vervallen werden verklaard van hun nationaliteit, ofschoon zij werden vrijgesproken door de kriegsrechtsmachten, of van de lijst der incivieken werden afgevoerd door de kamers voor epuratie inzake burgertrouw. Men kan die tegenstrijdigheden moeilijk begrijpen.

Uit een antwoord verstrekt door de heer Minister van Justitie aan onze collega, de heer Kofferschlager (14 Oktober 1947), kunnen sommige verbluffende vergelijkingen worden afgeleid over de criteria die in aanmerking werden genomen voor het opmaken van de lijsten der vervallen verklaarde personen. Een enkel voorbeeld : 177 vervallen verklaarden te Eupen, dat, in 1930, 13.157 inwoners telde, hetzij een percentage vervallenverklaringen van 1,3, en 73 vervallenverklaringen te Kelmis, dat 4.463 inwoners telde, hetzij een percentage vervallenverklaringen van 1,7, ofschoon Kelmis deel uitmaakt van de negen Belgische gemeenten die door Duitsland tegelijkertijd met de Oostkantons werden ingelijfd, en die zich, gedurende de oorlog, hebben onderscheiden door een bijzonder merkwaardige en lofwaardige geest van verzet.

Ten slotte, nog het geval van de toekenning, aan de vervallen verklaarde persoon, van de Duitse nationaliteit.

Vooreerst weze aangestipt, dat het eerste artikel van de besluitwet van 20 juni 1945 eenvoudig zegt : « Is van rechtswege vervallen van de staat van Belg... »

Vervolgens past het in herinnering te brengen, dat de Belg die van zijn nationaliteit wordt vervallen verklaard, ten opzichte van de Belgische wet zijn toestand van vreemdeling herneemt. Dit wil niet zeggen, dat hij door dit feit zijn oorspronkelijke nationaliteit terugkrijgt. Zelfs mag worden beweerd, dat de vervallen verklaarde persoon in 't algemeen eenvoudig een vaderlandloze wordt. (R. Standaert, loc cit., n° 207.)

Derhalve komt het uw Commissie voor, dat de toekenning, aan de vervallen verklaarde persoon, van de Duitse nationaliteit :

- 1° de bedoeling van de wetgever te buiten gaat;
- 2° de geldigheid aanneemt van vijandelijke voorschriften die gedurende de oorlog uitdrukkelijk werden betwist.

Uw Commissie beschouwt het, derhalve, als een misbruik, dat de Duitse nationaliteit wordt toegekend aan onwaardige burgers die de wet alléén van de hoedanigheid van Belg heeft willen beroven.

*
**

En conclusion de ces considérations, votre commission :

1° reconnaît le caractère de disposition générale à l'arrêté-loi du 20 juin 1945 et, à ce titre, est d'avis qu'il ne viole pas le principe de l'égalité des Belges devant la loi;

2° déplore que l'application de cet arrêté-loi ne se soit pas faite dans les limites et avec la célérité qui étaient de rigueur pour qu'il atteignît pleinement son but;

3° émet l'avis que l'attribution de la nationalité allemande au déchu, que la loi a simplement entendu priver de la qualité de belge, dépasse la volonté du législateur et attribue d'inadmissibles effets juridiques à la législation de l'ennemi;

4° souhaite que les recours introduits par application de la loi soient rapidement vidés, avec priorité pour tous les cas où en raison des mêmes faits il a déjà été statué en faveur du déchu par les juridictions militaires ou les chambres d'épuration civile.

5° propose à la Chambre l'adoption d'un texte nouveau (amendement Parisi) de l'article 1^{er}, 2°, suivant lequel, dès la remise de l'armée sur pied de paix, la liste des déchéances de nationalité sera définitivement close; le régime des déclarations d'option sera assoupli et étendu; de nouveaux délais seront ouverts pour la consignation de la pension destinée à couvrir les frais de publicité et de procédure (Voir article 16 nouveau).

L'adoption des amendements de M. Parisi implique le retrait, par M. le Ministre de la Justice, du projet de loi modifiant les délais fixés par l'article 3 de l'arrêté-loi du 20 juin 1945 (Chambre des Représentants. Session 1947-1948. Document N° 15).

ART. 1, 3°.

Arrêté-loi des 22 juin et 20 septembre 1945 relatif aux actes accomplis en vue de soutenir la résistance.

Aux termes de l'article 2 de l'arrêté-loi du 22 juin 1945, article auquel l'arrêté-loi subséquent du 20 septembre 1945 n'a rien modifié, la demande à introduire en application de cet arrêté devait l'être dans le délai d'un an à dater de l'entrée en vigueur de celui-ci, soit avant le 12 juillet 1946.

Ce délai étant largement révolu, il pourrait sembler que cet arrêté n'ait plus de raison d'être.

A la suite des précisions qui lui furent demandées, M. le Ministre de la Justice a fourni, le 12 novembre 1947, les renseignements suivants :

Le nombre des demandes régulièrement introduites devant les Cours d'Appel s'élève à 161 (Bruxelles, 96; Gand, 2; Liège, 63).

Uw Commissie, als besluit op die overwegingen :

1° erkent het kenmerk van algemene beschikking aan de besluitwet van 20 Juni 1945 en is, derhalve, van oordeel dat deze niet het beginsel miskent van de gelijkheid van de Belgen voor de wet;

2° betreurt, dat de toepassing van deze besluitwet niet is geschied binnen de perken en met de snelheid die vereist waren opdat zij ten volle haar doel zou hebben bereikt.

3° is van oordeel, dat de toekenning van de Duitse nationaliteit aan de vervallen verklaarde persoon die de wet enkel van de hoedanigheid van Belg heeft willen beroven, de bedoeling van de wetgever voorbijstreeft en onaannemelijke juridische uitwerkselen toekent aan de wetgeving van de vijand;

4° spreekt de wens uit, dat de bij toepassing van de wet ingestelde verhalen snel zouden worden afgedaan met voorrang voor alle gevallen waarin, wegens dezelfde feiten, ten gunste van de vervallen verklaarde persoon reeds uitspraak werd gedaan door de kriegsrechtsmachten of de kamers voor epuratie inzake burgertrouw;

5° stelt aan de Kamer voor een nieuwe tekst (amendement Parisi) van artikel 1, 2° aan te nemen, volgens welke, van het terugbrengen van het leger op vredesvoet af, de lijst van de vervallenverklaringen van nationaliteit definitief zal worden afgesloten; het regime van de verklaringen van keuze leniger worden gemaakt en uitgebreid; nieuwe termijnen worden geopend voor het in consignatie geven van de provisie welke moet dienen om de kosten van bekendmaking en van rechtspleging te dekken (zie artikel 16 nieuw).

De aanneming van de amendementen van de heer Parisi sluit de intrekking in, door de Minister van Justitie, van het wetsontwerp tot wijziging van de bij artikel 3 van de besluitwet van 20 Juni 1945 bepaalde termijnen (Kamer der Volksvertegenwoordigers, zittingsjaar 1947-1948, Stuk n° 15).

ART. 1, 3°.

Besluitwet van 22 Juni en 20 September 1945 betreffende de daden die werden gesteld om de weerstand te steunen.

Luidens artikel 2 van de besluitwet van 22 Juni 1945, artikel waaraan de latere besluitwet van 20 September 1945 niets heeft gewijzigd, moest de in toepassing van dit besluit in te dienen aanvraag gedaan worden binnen de termijn van één jaar, te rekenen van de datum van inwerkingtreding van dit besluit, hetzij vóór 12 Juli 1946.

Daar die termijn ruimschoots verlopen is, zou het kunnen schijnen, dat dit besluit geen reden van bestaan meer heeft.

Ingevolge een vraag om nadere inlichtingen, verstrekte de Minister van Justitie, op 12 November 1947, volgende gegevens :

Het aantal regelmatig bij de Hoven van Beroep ingediende aanvragen bedraagt 161 (Brussel 96; Gent, 2; Luik, 63).

Sur les 37 demandes qui n'ont pas fait l'objet d'un arrêt définitif dans le ressort de la Cour d'Appel de Bruxelles, 2 sont en information, 20 sont considérées comme manifestement non fondées, 7 ont fait l'objet d'un désistement, 8 sont fixées devant la Cour.

Diverses raisons militent en faveur du maintien en vigueur des arrêts susvisés, pour une durée indéterminée :

a) Ces textes n'ont pas pour seul objet d'organiser une procédure nouvelle permettant de réviser certaines condamnations ayant force de chose jugée. Ils introduisent également dans notre droit pénal une cause de justification nouvelle, qui supprime le caractère délictuel ou criminel de tout acte commis après le 9 mai 1940, uniquement en vue de la résistance à l'ennemi. Il serait peu logique qu'après la remise de l'armée sur pied de paix cette cause de justification ne puisse plus être invoquée.

b) les applications de cette cause de justification seront relativement nombreuses dans un avenir assez proche. Il en sera ainsi notamment du cas où les juridictions sont amenées à statuer sur l'opposition à une décision rendue par défaut, ou du cas de découverte des auteurs d'un des nombreux meurtres commis pendant l'occupation dans des circonstances restées parfois obscures.

c) La possibilité doit rester ouverte aux intéressés (d'ailleurs fort rares) d'introduire une demande en révision s'ils démontrent l'existence d'un cas de force majeure.

Votre Commission s'est ralliée à ces considérations, et propose le maintien de ces arrêts.

ART. 1, 4°.

*Arrêté-loi du 19 septembre 1945
complétant par un article 67bis la loi du 15 juin 1899.*

Sans observations.

ART. 1, 5°.

*Arrêté-loi du 19 septembre 1945
relatif à l'épuration civique.*

Au moment du vote définitif du présent projet de loi, cet arrêté aura très vraisemblablement été abrogé par la loi appelée à le remplacer.

ART. 1, 6°.

Arrêté-loi du 20 septembre 1945 interprétant l'article 123ter du Code Pénal et complétant ce Code Pénal par un article 123decies.

Cet arrêté est appelé à être modifié par le projet trans-

Op de 37 aanvragen die in het rechtsgebied van het Hof van Beroep van Brussel niet het voorwerp hebben uitgemaakt van een eindarrest, zijn er twee in onderzoek, twintig worden beschouwd als klaarblijkelijk ongegrond, zeven hebben het voorwerp uitgemaakt van een afstand en acht zijn vóór het Hof gebracht.

Verschillende redenen pleiten voor de handhaving, voor onbepaalde duur, van bovengenoemde besluiten :

a) Die teksten hebben niet alleen ten doel een nieuwe procedure in te richten, die toelaat sommige veroordelingen die kracht van gewijsde hebben, te wijzigen. Zij voeren eveneens in ons strafrecht een nieuwe grond van rechtvaardiging in, die het delictueel of crimineel kenmerk ontleemt aan elke daad die na 9 Mei 1940, uitsluitend met het oog op de weerstand aan de vijand, werd begaan. Het zou weinig logisch zijn, dat die grond van rechtvaardiging niet meer zou kunnen worden ingeroepen na het terugbrengen van het leger op vredesvoet.

b) Die grond van rechtvaardiging zal in een nabije toekomst een veelvuldige toepassing vinden. Dit zal, inzonderheid, het geval zijn wanneer de rechtsmachten uitspraak moeten doen over het verzet tegen een bij verstek gewezen beslissing, of in geval van ontdekking van de daders van een van de talrijke moorden die tijdens de bezetting, in soms duister gebleven omstandigheden, werden gepleegd.

c) Aan de belanghebbenden (overigens, zeer weinig talrijk) moet de mogelijkheid gelaten worden een eis tot herziening in te dienen, zo zij het bestaan bewijzen van een geval van overmacht.

Uw Commissie heeft zich bij die overwezigingen aangesloten en stelt voor die besluiten te handhaven.

ART. 1, 4°.

Besluitwet van 19 September 1945 tot aanvulling van de wet van 15 Juni 1899 met een artikel 67bis.

Zonder opmerkingen.

ART. 1, 5°.

*Besluitwet van 19 September 1945
betreffende de epuratie in zake burgertrouw.*

Op het ogenblik dat dit wetsontwerp definitief zal worden aangenomen, zal dit besluit waarschijnlijk ingetrokken zijn door de wet die het zal vervangen.

ART. 1, 6°.

Besluitwet van 20 September 1945 waarbij artikel 123ter van het Wetboek van Strafrecht wordt geïnterpreteerd en dit Wetboek door toevoeging van een artikel 123decies wordt aangevuld.

Dit besluit zal gewijzigd worden door het door de Se-

mis par le Sénat (Doc. Chambre, session 1946-1947, n° 494).

La modification affectera l'arrêté-loi dont votre Commission propose le maintien.

ART. 1, 7°.

L'article 4 de l'arrêté-loi du 20 septembre 1945 sur l'organisation et le service des justices de paix.

Le vote de cet article permettra, après la remise de l'armée sur pied de paix, que, moyennant l'autorisation du Ministre de la Justice, le procureur général près de la Cour d'Appel puisse charger un substitut du Procureur du Roi de remplir les fonctions d'officier du Ministère public près un tribunal de police.

ART. 1, 8°.

Arrêté-loi du 20 septembre 1945 accordant amnistie pour certaines infractions.

Les Cours et Tribunaux pourront être appelés à faire application de cet arrêté aussi longtemps qu'ils pourront être saisis de faits qui, commis antérieurement au 1^{er} novembre 1944, ne sont pas susceptibles d'entraîner une condamnation supérieure à deux ans d'emprisonnement.

Or, en matière correctionnelle, la prescription de l'action publique qui est de trois ans peut être interrompue par des actes de poursuite ou d'instruction faits dans le dit délai. Il en résulte que le jugement peut intervenir jusqu'à l'expiration de la sixième année, s'il s'agit d'un délit.

D'autre part, en cas de jugement par défaut, la prescription de l'action publique est suspendue pendant le délai extraordinaire qui est accordé au condamné pour faire opposition lorsqu'il n'a pas été touché personnellement par la signification, et qu'il n'est pas établi qu'il en a eu connaissance. Le délai extraordinaire d'opposition a la même durée que la prescription de la peine.

Il ressort de ce qui précède que ce n'est qu'à une date relativement éloignée que les tribunaux n'auront plus à faire application des dispositions contenues dans l'arrêté-loi d'amnistie du 20 septembre 1945.

Ces cas deviendront évidemment de plus en plus rares, mais justifient le maintien de cet arrêté.

ART. 2.

La question suivante fut posée à M. le Ministre de la Justice au sujet de cet article :

« L'article 2 propose le maintien en vigueur de cinq arrêtés-lois ou articles d'arrêtés-lois, notamment l'arrêté-loi du 18 septembre 1944 et l'article 1^{er} de l'arrêté-loi du 9 janvier 1945, tous deux pris en vertu de la loi des 7 septembre 1939/14 décembre 1944. Par conséquent ces arrêtés-

naat overgemaakt ontwerp. (Stuk. Kamer, zittingsjaar 1946-1947, n° 494.).

De wijziging zal slaan op de besluitwet waarvan uw Commissie de handhaving voorstelt.

ART. 1, 7°.

Artikel 4 van de besluitwet van 20 September 1945, betreffende de inrichting en de dienst der vrederechten.

De aanneming van dit artikel zal, na het terugbrengen van het leger op vredesvoet, aan de procureur-generaal bij het Hof van Beroep toelaten om, met machtiging van de Minister van Justitie, een substituuut van de Procureur des Konings te belasten met de uitoefening van de functies van ambtenaar van het openbaar ministerie bij een rechtbank van politie.

ART. 1, 8°.

Besluitwet van 20 September 1945 waarbij amnestie wordt verleend voor zekere misdrijven.

De Hoven en Rechtbanken zullen kunnen er toe gebracht worden dit besluit toe te passen zolang hun de behandeling kan worden opgedragen van handelingen die, vóór 1 November 1944 gepleegd, geen veroordeling van meer dan twee jaar gevangenisstraf kunnen ten gevolge hebben.

Welnu, in correctionele zaken kan de verjaring van de strafvordering, welke drie jaar bedraagt, worden gestuit door binnen genoemde termijn gestelde daden van vervolging en van onderzoek. Daaruit volgt dat, wanneer het over een wanbedrijf gaat, het vonnis kan geveld worden tot het einde van het zesde jaar.

Anderzijds wordt, in geval van vonnis bij verstek, de verjaring van de strafvordering gestuit gedurende de buitengewone termijn welke aan de veroordeelde wordt toegestaan, om verzet te doen wanneer de betekening hem niet persoonlijk heeft bereikt en niet bewezen is, dat hij kennis er van heeft gehad. De duur van de buitengewone termijn van verzet is dezelfde als die van de verjaring van de straf.

Uit wat voorafgaat blijkt, dat de rechtbanken de toepassing van de bepalingen, vervat in de amnestiebesluitwet van 20 September 1945, nog betrekkelijk lange tijd zullen moeten voortzetten.

Die gevallen zullen natuurlijk steeds zeldzamer worden, maar wettigen de handhaving van dit besluit.

ART. 2.

In verband met dit artikel, werd aan de Minister van Justitie volgende vraag gesteld :

« Artikel 2 stelt de handhaving voor van vijf besluitwetten of artikelen van besluitwetten, inzonderheid de besluitwet van 18 September 1944 en het eerste artikel van de besluitwet van 9 Januari 1945, beide genomen krachtens de wet van 7 September 1939/14 December 1944. Bijge-

lois n'ont pas une validité limitée par le temps de guerre, comme l'est celle des arrêtés-lois pris en vertu de la loi du 20 mars 1945.

» Estimez-vous, dans ces conditions, qu'il faille proposer la prorogation de l'arrêté-loi du 18 septembre 1944 et de l'article 1^{er} de l'arrêté-loi du 9 janvier 1945 ? »

M. le Ministre a répondu :

« La remarque paraît à première vue justifiée et elle le serait tout autant en ce qui concerne les articles 1 à 3 de l'arrêté-loi du 18 décembre 1945 et de l'arrêté-loi du 30 janvier 1946.

» Les dispositions mentionnées à l'article 2 ont la même durée d'application que l'arrêté-loi du 26 mai 1944 qu'elles ont modifié, à la seule exception de celles des alinéas 3 et 4 de l'article 2 et des articles 4 et 5 de l'arrêté-loi du 4 mai 1945 qui ne peuvent plus être appliquées au moment où l'armée sera remise sur pied de paix pour le motif qu'elles ont été prises en vertu de la loi du 20 mars 1945.

» C'est pour ces raisons que l'article 2 du projet avait été originairement rédigé comme suit par le Département :

« Les alinéas 1 et 4 de l'article 2 et les articles 4 et 5 de l'arrêté-loi du 4 mai 1945 modifiant et complétant, quant à l'organisation des juridictions militaires, l'arrêté-loi du 26 mai 1944 relatif à la compétence et à la procédure en matière de crimes et délits contre la sûreté de l'Etat, sont maintenus en vigueur pour la durée d'application dudit arrêté-loi du 26 mai 1944. »

« Mais M. l'Auditeur général nous fit remarquer qu'il serait utile de préciser que les dispositions de l'arrêté-loi du 9 janvier 1945 avaient une durée égale à la période de compétence des juridictions militaires envisagées par l'article 11 de l'arrêté-loi du 26 mai 1944. Il lui paraissait qu'on pourrait craindre en l'absence de pareille disposition, qu'après la date de la remise de l'armée sur pied de paix, on estimât, en raison des termes employés par le texte de l'arrêté-loi du 9 janvier 1945, que les infractions connexes à une infraction contre la sûreté de l'Etat et qui sont normalement de la compétence des juridictions ordinaires, devraient provoquer la saisie de ces dernières juridictions pour l'ensemble de ces infractions.

» C'est ainsi que pour éviter toute difficulté d'interprétation éventuelle, il fut décidé de mentionner l'arrêté-loi du 9 janvier 1945 et on a cru dès lors rendre le texte plus clair en précisant que d'une façon générale, toutes les dispositions qui modifiaient ou complétaient l'arrêté-loi du 26 mai 1944 auraient la même durée d'application que lui, car la raison pour laquelle certaines dispositions étaient spécialement visées n'apparaissait plus avec évidence, et on estima qu'une mention inutile qui ne pouvait nuire présentait moins d'inconvénient qu'un laconisme qui eût pu prêter à interprétations diverses. »

Votre Commission s'est rangée à cet avis.

volg, is de geldigheidsduur van die besluitwetten niet door de oorlogstijd beperkt, zoals die van de besluitwetten genomen krachtens de wet van 20 Maart 1945.

» Is U in die omstandigheden van oordeel, dat de verlenging van de besluitwet van 18 September 1944 en van artikel 1 van de besluitwet van 9 Januari 1945 moet worden voorgesteld ? »

De Minister heeft geantwoord :

« Op het eerste gezicht, lijkt die opwerping gewettigd en zij zou het evenzeer zijn, wat betreft de artikelen 1 tot 3 van de besluitwet van 18 December 1945 en de besluitwet van 30 Januari 1946.

» De in artikel 2 vermelde bepalingen hebben dezelfde toepassingsduur als de besluitwet van 26 Mei 1944 welke zij gewijzigd hebben, alleen uitgezonderd de alinea's 3 en 4 van artikel 2 en de artikelen 4 en 5 van de besluitwet van 4 Mei 1945, die niet meer mogen toegepast worden op het ogenblik van het terugbrengen van het leger op vredesvoet, omdat zij genomen werden krachtens de wet van 20 Maart 1945.

» Het is om die redenen, dat het Departement artikel 2 van het ontwerp oorspronkelijk als volgt had opgesteld :

« De alinea's 1 en 4 van artikel 2 en de artikelen 4 en 5 van de besluitwet van 4 Mei 1945 tot wijziging en aanvulling, wat de inrichting van de militaire rechtbanken betreft, van de besluitwet van 26 Mei 1944 betreffende de bevoegdheid en rechtspleging in zake misdaden en wanbedrijven tegen de veiligheid van de Staat, blijven van kracht zolang genoemd besluit van 26 Mei 1944 van toepassing blijft. »

« De heer Auditeur-Generaal deed ons echter opmerken, dat het nuttig zou zijn nader te bepalen, dat de wettelijke duur van de beschikkingen van de besluitwet van 9 Januari 1945 gelijk was aan de duur van de bevoegdheid van de bij artikel 2 van de besluitwet van 26 Mei 1944 voorziene kriegsrechtsmachten. Het scheen hem toe dat men, bij gebreke van een dergelijke beschikking, na de datum van het terugbrengen van het leger op vredesvoet, wegens de bewoordingen die door de tekst van de besluitwet van 9 Januari 1945 worden gebruikt, zou kunnen vrezen dat de misdrijven samenhangend met een misdrijf tegen de veiligheid van de Staat die, normaal gesproken, onder de bevoegdheid van de gewone rechtsmachten vallen, naar laatstgenoemde rechtsmachten zouden moeten verwezen worden voor die misdrijven in hun geheel.

» Derhalve werd, om iedere eventuele moeilijkheid bij de interpretatie te vermijden, besloten de besluitwet van 9 Januari 1945 te vermelden en men meende dan ook de tekst duidelijker te maken door nader te bepalen dat, in het algemeen, alle beschikkingen die de besluitwet van 26 Mei 1944 zouden wijzigen of aanvullen dezelfde toepassingsduur zouden hebben als de besluitwet, want de reden waarom zekere beschikkingen in het bijzonder werden bedoeld bleek niet meer duidelijk, en men meende dat een onnodige vermelding die niet kon schaden, minder nadeel opleverde dan een laconisme dat aanleiding zou kunnen geven tot diverse interpretaties. »

Uw Commissie heeft zich bij die mening aangesloten.

ART. 3 à 9.

Sans observations.

ART. 10.

Votre Commission a demandé à M. le Ministre de la Justice si le 2° de cet article permettait d'envisager qu'il pût procéder à des réquisitions nouvelles.

M. le Ministre a fait savoir qu'après réexamen de la situation en matière de réquisitions, il estimait suffisant, en principe, que les réquisitions des biens en location, faites pour les besoins des services de la Justice militaire et de Sûreté de l'Etat, puissent être maintenues jusqu'à une date qui sera fixée par arrêté royal (art. 10, 1°).

Toutefois, il estime opportun de maintenir le 2° de l'article 10, car il peut se présenter des cas où des biens meubles réquisitionnés en location auront nécessité le paiement de nombreuses indemnités de location, dont la somme approchera de l'indemnité due pour une réquisition en propriété, ou y équivaldra. L'intérêt du Trésor commanderait dès lors la transformation de la réquisition en location en réquisition en propriété.

Votre commission n'ignore pas le système des réquisitions en location, ni les conséquences auxquelles elles peuvent aboutir lorsque le montant des indemnités atteint celui que représente une réquisition en propriété. Mais elle estime ne pas pouvoir s'associer à la prolongation d'un régime par lequel le transfert de propriété s'effectue plus d'une fois contre le gré du propriétaire.

Elle vous propose donc de ne pas maintenir le 2° de l'article 10.

ART. 11.

Votre Commission propose de rédiger comme suit le premier alinéa de cet article :

« Les dispositions de l'article 1^{er} de la loi du 5 mars 1935 concernant les devoirs des fonctionnaires en temps de guerre sont maintenues jusqu'au jour qui sera fixé par arrêté royal, nonobstant la remise de l'armée sur pied de paix. »

ART. 12.

A la suite de certaines précisions demandées par votre Commission, M. le Ministre de la Justice propose que le premier alinéa de cet article soit amendé comme suit :

« Le mandat des magistrats et fonctionnaires etc... est prorogé jusqu'à l'expiration du troisième mois qui suivra la date fixée par arrêté royal pour la remise de l'armée sur pied de paix, sans préjudice des dispositions de l'arrêté-loi du 1^{er} février 1947 prorogeant les mandats des magistrats consulaires. »

ART. 13 à 15.

Sans observations.

ART. 3 tot 9.

Geen opmerkingen.

ART. 10.

Uw Commissie heeft aan de Minister van Justitie gevraagd of het 2° van dit artikel hem de mogelijkheid toeliet over te gaan tot nieuwe opeisingen.

De Minister liet weten dat hij het, na een nieuw onderzoek van de toestand in zake opeisingen, in beginsel voldoende achtte dat de opeisingen van verhuurde goederen, die werden gedaan ten behoeve van de diensten van het Krijggerecht en van de Staatsveiligheid, zouden kunnen gehandhaafd worden tot op een bij Koninklijk besluit vast te stellen datum (art. 10, 1°).

Hij acht het, evenwel, geraden het 2° van artikel 10 te handhaven daar er zich gevallen kunnen worden waarin in huur opgeëiste roerende goederen de betaling van talrijke huurvergoedingen nodig zullen hebben gemaakt, waarvan de som ongeveer het bedrag zal bereiken van de vergoeding verschuldigd wegens opeising in eigendom of er aan gelijk zal zijn. In het belang van de Schatkist zou dus de opeising in huur moeten omgezet worden in opeising in eigendom.

Het stelsel van de opeisingen in huur is uw Commissie niet onbekend, en zij weet tevens tot welke gevolgen dit kan leiden wanneer het bedrag van de vergoedingen de som van een opeising in eigendom bereikt. Maar zij is van mening, dat zij zich niet kan aansluiten bij de verlenging van een regime waardoor de overdracht van eigendom meer dan eens tegen de wil van de eigenaar geschiedt.

Zij stelt U dus voor het 2° van artikel 10 weg te laten.

ART. 11.

Uw Commissie stelt voor de eerste alinea van dit artikel te doen luiden als volgt :

« De bepalingen van artikel één der wet van 5 Maart 1935 betreffende de plichten der ambtenaren in oorlogstijd worden, niettegenstaande het terugbrengen van het leger op vredesvoet, gehandhaafd tot op de datum die bij Koninklijk besluit zal worden bepaald. »

ART. 12.

Ingevolge zekere nadere inlichtingen die door uw Commissie werden gevraagd, stelt de Minister van Justitie voor de eerste alinea van dit artikel te wijzigen als volgt :

« Het mandaat van de voor een tijd benoemde magistraten en ambtenaren enz... wordt verlengd tot na het verstrijken van de derde maand na de datum, bij Koninklijk besluit vastgesteld voor het terugbrengen van het leger op vredesvoet, onverminderd de beschikkingen van de besluitwet van 1 Februari 1947 tot verlenging van de mandaten der consulaire magistraten. »

ART. 13.

Geen opmerkingen.

CHAPITRE II.

**Dispositions relevant de la compétence
du Ministère des Communications.**

ART. 16.

*Arrêté-loi du 14 septembre 1945
relatif au statut de l'Institut national belge de radiodiffusion.*

Sans observations, sinon que la Commission exprime le désir que le statut définitif de l'Institut d'émission soit réglé au plus tôt par voie législative normale.

CHAPITRE III.

**Dispositions relevant de la compétence
du Ministère de la Défense Nationale.**

ART. 17.

Sans observations, sauf en ce qui concerne le 4°, que votre Commission estime mal rédigé.

Il se lit comme suit :

« (Est maintenu en vigueur pendant six ans à dater de la promulgation de la présente loi :) l'article 21 de la loi du 15 septembre 1924, en tant qu'il suspend l'application de l'article 13 de la même loi en ce qui concerne les officiers, médecins ou pharmaciens (ou élèves), sous-lieutenants ou lieutenants à promouvoir au grade immédiatement supérieur. »

L'article 13 de la loi du 15 septembre 1924 fixe la durée minima à accomplir effectivement dans chaque grade pour être promu au grade immédiatement supérieur.

L'article 21 porte que *lorsque l'armée est mobilisée pour la guerre*, les règles établies par l'article 13 ne sont pas applicables.

Maintenir l'article 21 en vigueur après la remise de l'armée sur pied de paix, c'est *confirmer* que *lorsque l'armée est mobilisée pour la guerre*, les règles de l'article 13 visant les promotions ne sont pas applicables.

Or ce que désire M. le Ministre de la Défense nationale, c'est que ces règles de l'article 13 ne soient pas applicables, malgré la restriction de l'article 21 : « *lorsque l'armée est mobilisée pour la guerre* ».

Votre Commission propose donc d'amender le texte de l'article 17, 4° comme suit :

HOOFDSTUK II.

**Bepalingen die tot de bevoegdheid
van het Ministerie van Verkeerswezen behoren.**

ART. 16.

Besluitwet van 14 September 1945 betreffende het statuut van het Belgisch Nationaal Instituut voor Radio-Omroep.

Geen opmerkingen, tenzij dat de Commissie de wens uitspreekt, dat het definitief statuut van het Instituut zo spoedig mogelijk langs de normale wetgevende weg zou geregeld worden.

HOOFDSTUK III.

**Bepalingen die tot de bevoegdheid
van het Ministerie van Landsverdediging behoren.**

ART. 17.

Geen opmerkingen, behalve wat het 4° betreft, dat naar de mening van uw Commissie slecht opgesteld is.

Het luidt als volgt :

« (Blijft van kracht gedurende zes jaar, met ingang van de uitvaardiging van onderhavige wet :) artikel 21 der wet van 15 September 1924, in zover het de toepassing van artikel 13 derzelfde wet opschort wat betreft de officieren-dokters of -apothekers (of leerlingen), onderluitenanten of luitenanten die tot de naasthogere graad dienen bevorderd. »

Artikel 13 der wet van 15 September 1924 stelt de minimum-duur vast van de diensten die in iedere graad werkelijk dienen te worden vervuld om tot de onmiddellijk hogere graad te worden bevorderd.

Artikel 21 bepaalt, dat de bij artikel 13 vastgestelde regelen niet van toepassing zijn *wanneer het leger met het oog op oorlog wordt gemobiliseerd*.

Artikel 21 handhaven na het terugbrengen van het leger op vredesvoet, is *bevestigen* dat de regelen van artikel 13 aangaande de bevorderingen niet toepasselijk zijn *wanneer het leger met het oog op oorlog wordt gemobiliseerd*.

Welnu, de Minister van Landsverdediging wenst dat die regelen van artikel 13 niet zouden van toepassing zijn, niettegenstaande de beperking van artikel 21 : « *wanneer het leger met het oog op oorlog wordt gemobiliseerd* ».

Uw Commissie stelt derhalve voor de tekst van artikel 17, 4° te wijzigen als volgt :

« 4° la disposition de l'article 21 de la loi du 15 septembre 1924, en tant seulement qu'elle suspend, etc... »

CHAPITRE IV.

Dispositions relevant de la compétence du Ministère des Finances.

ART. 18.

Sans observations.

CHAPITRE V.

Dispositions relevant de la compétence du Ministère de l'Instruction Publique.

ART. 19 à 22

Sous la date du 1^{er} décembre 1947, M. le Ministre de l'Instruction Publique a déposé un amendement au projet n° 442, tendant à ne maintenir que jusqu'au 31 août 1948 le régime des écoles complémentaires dans les cantons et communes rattachés au III^e Reich (article 19).

En conséquence de cet amendement à l'article 19, M. le Ministre de l'Instruction Publique propose la suppression des articles 20 à 22 du projet.

Votre Commission s'est ralliée à ces amendements.

CHAPITRE VI.

Dispositions relevant de la compétence du Ministère de l'Intérieur.

ART. 23, 1°.

Arrêté-loi du 27 avril 1945 modifiant ou abrogeant les dispositions de l'arrêté-loi du 8 mai 1944 relatif aux fonctions publiques.

Article premier. — Le pouvoir conféré au Ministre de suspendre et remplacer les titulaires de certaines fonctions publiques, civiles ou militaires, ne pouvait originairement être exercé que jusqu'à l'expiration des six mois suivant la libération totale du territoire; donc jusqu'au 15 août 1945. L'arrêté-loi du 27 avril 1945 porte ce délai à douze mois, soit jusqu'au 15 février 1946.

Ce dernier délai est largement expiré.

L'article premier est donc caduc, et par conséquent non susceptible de prorogation.

« 4° de bepaling van artikel 21 der wet van 15 September 1924, alleen in zover zij de toepassing enz... »

HOOFDSTUK IV.

Bepalingen die tot de bevoegdheid van het Ministerie van Financiën behoren.

ART. 18.

Geen opmerkingen.

HOOFDSTUK V.

Bepalingen die tot de bevoegdheid van het Ministerie van Openbaar Onderwijs behoren.

ART. 19 tot 22.

Op datum van 1 December 1947, heeft de Minister van Openbaar Onderwijs een amendement ingediend op het ontwerp n° 442, dat er toe strekt de scholen voor voortgezet onderwijs in de bij het Derde Rijk ingelijfde kantons en gemeenten (art. 19) te handhaven tot 31 Augustus 1948.

Ingevolge dit amendement op artikel 19, stelt de Minister van Openbaar Onderwijs voor artikelen 20 tot 22 van het ontwerp weg te laten.

Uw Commissie heeft zich bij die amendementen aangesloten.

HOOFDSTUK VI.

Bepalingen die tot de bevoegdheid van het Ministerie van Binnenlandse Zaken behoren.

ART. 23, 1°.

Besluitwet van 27 April 1945 tot wijziging of opheffing van de bepalingen van de besluitwet van 8 Mei 1944 betreffende de openbare ambten.

Art. 1. — De aan de Minister verleende macht om de titularissen van sommige openbare, burgerlijke of militaire, ambten te schorsen en te vervangen, kon aanvankelijk slechts worden uitgeoefend gedurende de zes maanden die volgden op de algehele bevrijding van het grondgebied, dus tot op 15 Augustus 1945. Door de besluitwet van 27 April 1945 werd die termijn op twaalf maanden gebracht, hetzij tot op 15 Februari 1946.

Die laatste termijn is lang verstreken.

Het eerste artikel is dus vervallen en kan, derhalve, niet worden verlengd.

M. le Ministre de l'Intérieur est d'accord pour le laisser tomber.

Art. 2. — M. le Ministre de l'Intérieur reconnaît que le maintien en vigueur de cet article n'offre plus d'intérêt.

Art. 3. — Votre rapporteur a fait valoir à M. le Ministre de l'Intérieur que l'article 10 de l'arrêté-loi du 8 mai 1944 prescrivait au Roi, au Ministre et au Gouverneur de recueillir l'avis des commissions d'enquête pour tous arrêtés à prendre en vertu des articles 5, 7 et 8 du même arrêté-loi.

L'arrêté-loi du 27 avril 1945 a supprimé cet article 10.

En quoi se justifie encore l'article 3 de l'arrêté-loi du 27 avril 1945 ?

M. le Ministre de l'Intérieur a répondu que le Gouvernement avait voulu éviter le recours à des commissions en ces matières, et qu'on pourrait craindre qu'au moment où l'article 3 de l'arrêté-loi du 27 avril 1945 cessera d'être en vigueur, la disposition abrogée (article 10 de l'arrêté-loi du 8 mai 1944) ne revive.

M. le Ministre reconnaît que la doctrine semble admettre qu'une disposition abrogée ne reprend vie par le rapport de loi abrogative, qu'à condition qu'il résulte de la loi nouvelle, soit expressément, soit implicitement, que l'intention du législateur a été de remettre en vigueur la loi ancienne abrogée. (P. B. V° Abrogation, n° 99).

Mais en l'espèce, continue M. le Ministre, l'hypothèse n'est pas identique. L'arrêté-loi portant abrogation n'est pas abrogé à son tour, mais cesse automatiquement d'être en vigueur. Or, il faut éviter que la disposition abrogée ne reprenne vie.

M. le Ministre estime donc que le maintien en vigueur de l'article 3 semble s'indiquer, à moins que le législateur ne marquât de façon expresse que la cessation de la force obligatoire de cette disposition ne peut, d'aucune manière, faire revivre l'article 10 de l'arrêté-loi du 8 mai 1944 qu'elle a abrogé.

Votre Commission estime que l'abrogation est un état définitif. Ce qui a été abrogé n'existe plus. Le cas serait différent s'il s'agissait d'une suspension d'application d'une disposition légale; il est évident que, dans ce dernier cas, une disposition suspendue redeviendrait applicable le jour où cesserait d'être en vigueur une autre disposition légale qui a porté cette suspension.

Dans ces conditions, votre Commission est donc d'accord pour préciser, pour autant que de besoin, que l'article 10 de l'arrêté-loi du 8 mai 1944 ne pourra rentrer en vigueur le jour où cessera d'être d'application l'article 3 de l'arrêté-loi du 27 avril 1945.

En résumé, votre Commission estime donc que l'arrêté-loi du 27 avril 1945 peut intégralement cesser d'être en

De Minister van Binnenlandse Zaken is het eens om het te laten wegvallen.

Art. 2. — De Minister van Binnenlandse Zaken geeft toe, dat het behoud van dit artikel geen belang meer oplevert.

Art. 3. — Uw verslaggever heeft de Minister van Binnenlandse Zaken opmerkzaam gemaakt op het feit, dat artikel 10 van de besluitwet van 8 Mei 1944 aan de Koning, aan de Minister en aan de Gouverneur voorschreef, het advies in te winnen van de onderzoekscommissie voor alle krachtens artikelen 5, 7 en 8 van diezelfde besluitwet te nemen besluiten.

Dit artikel 10 werd door de besluitwet van 27 April 1945 opgeheven.

Hoe is artikel 3 van de besluitwet van 27 April 1945 nog te rechtvaardigen ?

De Minister van Binnenlandse Zaken heeft geantwoord, dat de Regering op dit gebied de toevlucht tot commissiën heeft willen voorkomen, en dat zou kunnen worden gevreesd dat wanneer artikel 3 van de besluitwet van 27 April 1945 zal ophouden van kracht te zijn, de ingetrokken bepaling (art. 10 van de besluitwet van 8 Mei 1944) opnieuw zou van kracht zijn.

De Minister geeft toe, dat de leer schijnt aan te nemen, dat een ingetrokken bepaling niet opnieuw van kracht wordt wanneer de intrekkinge wet wordt opgeheven, tenzij uit de nieuwe wet, hetzij uitdrukkelijk, hetzij impliciet blijkt, dat het de bedoeling van de wetgever was de ingetrokken vroegere wet opnieuw van kracht te doen worden (P. B. V° Abrogation N° 99).

In het onderhavig geval echter, zo vervolgt de Minister, is de onderstelling niet dezelfde. De besluitwet tot intrekking wordt, op haar beurt, niet ingetrokken, doch houdt automatisch op van kracht te zijn. Welnu, men moet vermijden dat de ingetrokken bepaling opnieuw van kracht wordt.

De Minister is dus van oordeel, dat het behoud van artikel 3 aangewezen lijkt, ten ware de wetgever op uitdrukkelijke wijze te kennen gaf, dat het ophouden van de bindende kracht van die bepaling op generlei wijze artikel 10 van de besluitwet van 8 Mei 1944, dat zij heeft ingetrokken, opnieuw van kracht kan doen worden.

Uw Commissie is van oordeel, dat de intrekking een onherroepelijke toestand is. Wat werd ingetrokken, bestaat niet meer. Het geval zou anders zijn, indien het een schorsing gold van de toepassing van een wetsbepaling; het ligt voor de hand, dat in dit laatste geval een geschorste bepaling opnieuw toepasselijk zou worden van de dag af waarop een andere wetsbepaling waarbij die schorsing werd ingevoerd, zou ophouden van kracht te zijn.

Onder die voorwaarden, is uw Commissie het dus eens om nader te bepalen, voor zover dit nodig is, dat artikel 10 van de besluitwet van 8 Mei 1944 niet opnieuw van kracht zal worden de dag waarop artikel 3 der besluitwet van 27 April 1945 zal ophouden van toepassing te zijn.

Kortom, uw Commissie is dus van oordeel, dat de besluitwet van 27 April 1945 in haar geheel kan ophou-

vigueur le jour où l'armée sera remise sur pied de paix, et qu'il n'y a pas lieu de le maintenir parmi les dispositions légales à prévoir dans le projet.

ART. 23, 2°.

Arrêté-loi du 7 mai 1945 modifiant l'arrêté-loi du 21 décembre 1944, tendant à mettre fin au mandat des conseillers provinciaux et communaux indignes.

M. le Ministre de l'Intérieur reconnaît qu'il n'y a plus d'intérêt au maintien en vigueur de cet arrêté-loi après la remise de l'armée sur pied de paix.

ART. 23, 3°.

Arrêté-loi du 7 juin 1945 autorisant la nomination de bourgmestres-fonctionnaires dans les cantons d'Eupen, Malmédy et Saint-Vith.

Un amendement a été présenté à cet article par notre honorable collègue, M. Kofferschläger, visant à supprimer cet arrêté-loi de la liste de ceux qui doivent être maintenus en vigueur après la remise de l'armée sur pied de paix.

Cet amendement a été adopté par votre Commission.

ART. 23, 4°.

Arrêté-loi du 15 juin 1945 relatif aux bourgmestres et échevins qui ont été membres des collèges des bourgmestre et échevins des grandes agglomérations.

M. le Ministre de l'Intérieur est d'accord pour estimer qu'il n'y a pas lieu au maintien de cet arrêté-loi dans le projet.

ART. 23, 5°.

Arrêté-loi du 5 septembre 1945 relatif à la régularisation de certains actes accomplis durant l'occupation ennemie et au recouvrement des impositions communales pour l'exercice 1944.

Le délai prévu par l'article 2 de cet arrêté-loi est expiré depuis le 20 septembre 1946.

Les délais prévus par l'article 4 sont depuis longtemps expirés.

M. le Ministre est d'accord pour estimer que ces deux articles ne doivent pas être maintenus.

Il fait observer, par contre, que les dispositions des articles 1 et 3 tendent à un règlement de nature permanente, et manqueraient leur but si leur force obligatoire était limitée dans le temps.

L'article premier n'a pas permis au Roi ou à une autre autorité de valider les actes radicalement nuls qu'il énumère, mais il les valide lui-même. Ces actes ne tiennent

den van kracht te zijn, de dag waarop het leger op vredesvoet wordt teruggebracht en dat zij niet moet behouden worden onder de wetsbepalingen die in het ontwerp moeten worden voorzien.

ART. 23, 4°.

Besluitwet van 7 Mei 1945 tot wijziging van de besluitwet van 21 December 1944 strekkende tot vervallenverklaring van de mandaten der onwaardige provincie- en gemeenteraadsleden.

De Minister van Binnenlandse Zaken erkent, dat het behoud van die besluitwet, na het terugbrengen op vredesvoet van het leger, geen belang meer oplevert.

ART. 23, 3°.

Besluitwet van 7 Juni 1945 waarbij machtiging wordt verleend om burgemeesters-ambtenaars te benoemen in de kantons Eupen, Malmédy en Sankt-Vith.

Op dit artikel werd door onze collega, de heer Kofferschläger, een amendement ingediend tot weglating van die besluitwet op de lijst van deze die van kracht moeten blijven na het terugbrengen van het leger op vredesvoet.

Dit amendement werd door uw Commissie aanvaard.

ART. 23, 4°.

Besluitwet van 15 Juni 1945, betreffende de burgemeesters en schepenen die van het college van burgemeester en schepenen ener grote agglomeratie hebben deel uitgemaakt.

De Minister is eveneens van oordeel, dat die besluitwet niet in het ontwerp moet worden behouden.

ART. 23, 5°.

Besluitwet van 5 September 1945 betreffende de regularisatie van sommige onder de vijandelijke bezetting verrichte handelingen en omtrent de invordering der gemeentebeastingen voor het dienstjaar 1944.

De door artikel 2 van die besluitwet voorziene termijn is sedert 20 September 1946 verstreken.

De door artikel 4 voorziene termijnen zijn sedert lang verstreken.

De Minister is eveneens van oordeel, dat die beide artikelen niet moeten behouden blijven.

Daarentegen, wijst hij er op, dat de beschikkingen van artikelen 1 en 3 strekken tot een regeling van blijvende aard en dat zij hun doel zouden missen indien hun bindende kracht in tijdsopzicht werd beperkt.

Het eerste artikel heeft de Koning noch een andere overheid gemachtigd om de volstrekt nietige daden geldig te verklaren waarvan het de opsomming geeft, doch het

donc leur valeur juridique que de cette disposition, qui ne peut disparaître.

Des considérations analogues doivent être admises au sujet de l'article 3, lequel couvre l'illégalité dont sont entachées les décisions par lesquelles les députations permanentes ont rendu exécutoires les rôles des impôts communaux après les dates fixées par la loi. Cette disposition ne pourrait sans inconvénient cesser d'être en vigueur que si tous les recouvrements sur ces rôles avaient déjà été effectués, ce qui n'est pas le cas.

Votre Commission propose donc de ne maintenir en vigueur que les articles 1 et 3 de l'arrêté-loi du 5 septembre 1945.

ART. 24.

Cet article n'a fait l'objet d'aucune observation de la part de votre Commission.

CHAPITRE VII.

Dispositions relevant de la compétence du Ministère du Ravitaillement.

ART. 25.

L'arrêté-loi du 7 mai 1945 autorise le Ministre du Ravitaillement à prescrire certaines investigations.

Si son maintien en vigueur est voté, il porte sur l'intégralité de l'arrêté-loi en question, et donc aussi sur son article 2 appliquant aux investigations visées à l'article premier les dispositions des articles 2, 4, 5bis et 6bis de l'arrêté-loi du 31 janvier 1945, modifié et complété par celui du 5 mai 1945, donnant droit d'investigation au Ministre des Affaires Economiques.

L'arrêté-loi du 31 janvier 1945 a été pris sous le régime de la loi de pouvoirs extraordinaires des 7 septembre 1939/14 décembre 1944. Il a donc le caractère d'une loi ordinaire, et sa validité est indéfinie. Il n'a pas besoin d'être prorogé par une loi pour continuer à être d'application après la remise de l'armée sur pied de paix. Il n'y a donc pas lieu de proposer que soient maintenus en vigueur ses articles 2 et 4.

Par contre, il a été ajouté à cet arrêté-loi du 31 janvier 1945 deux articles (5bis et 6bis), par arrêté-loi du 5 mai 1945 pris, lui, sous le régime de la loi de pouvoirs extraordinaires du 20 mars 1945.

C'est donc de cet arrêté-loi du 5 mai 1945 qu'il conviendrait éventuellement de proposer également le maintien en vigueur après la remise de l'armée sur pied de paix.

maakt ze zelf geldig. Die daden ontleen dus hun juridische waarde aan die beschikking alleen, die niet mag verdwijnen.

Gelijkaardige overwegingen moeten in aanmerking worden genomen, in verband met artikel 3, dat de onwettelijkheid dekt van de beslissingen waardoor de bestendige deputaties de kohieren van de gemeentebelastingen uitvoerbaar hebben verklaard na de door de wet gestelde termijnen. Die bepaling zou niet zonder bezwaar kunnen ophouden van kracht te zijn tenzij alle invorderingen op die kohieren reeds werden uitgevoerd, wat niet het geval is.

Uw Commissie stelt dus voor, slechts de artikelen 1 en 3 van de besluitwet van 5 September 1945 van kracht te laten.

ART. 24.

Dit artikel gaf geen aanleiding tot opmerkingen vanwege uw Commissie.

HOOFDSTUK VII.

Bepalingen die tot de bevoegdheid van het Ministerie van Ravitaillering behoren.

ART. 25.

De besluitwet van 7 Mei 1945 machtigt de Minister van Ravitaillering om zekere onderzoeken voor te schrijven.

Zo de handhaving er van wordt aangenomen, dan slaat deze op de besluitwet in haar geheel, en dus ook op haar artikel 2, waarbij de bepalingen van artikelen 2, 4, 5bis en 6bis van de besluitwet van 31 Januari 1945, gewijzigd en aangevuld door deze van 5 Mei 1945, waarbij het recht van onderzoek aan de Minister van Economische Zaken wordt toegekend, van toepassing worden gemaakt op de in artikel 1 bedoelde onderzoeken.

De besluitwet van 31 Januari 1945 werd genomen onder het stelsel van de wet op de buitengewone machten van 7 September 1939/14 December 1944. Zij heeft dus het kenmerk van een gewone wet en haar geldigheid is onbepaald. Om na het terugbrengen op vredesvoet van het leger verder van toepassing te blijven, dient zij niet verlengd te worden door een wet. Er is dus geen reden om voor te stellen, dat de artikelen 2 en 4 zouden worden gehandhaafd.

Twee artikelen (5bis en 6bis), daarentegen, werden aan die besluitwet van 31 Januari 1945 toegevoegd door de besluitwet van 5 Mei 1945, die wel genomen werd onder het stelsel van de wet op de buitengewone machten van 20 Maart 1945.

Men zou dus, in voorkomend geval, ook het behoud, na het terugbrengen van het leger op vredesvoet, dienen voor te stellen van die besluitwet van 5 Mei 1945.

Votre Commission propose donc de libeller l'article 25 comme suit :

« Sont maintenus en vigueur, pour une durée indéterminée, nonobstant la remise de l'armée sur pied de paix :

» 1° L'arrêté-loi du 5 mai 1945 complétant et modifiant l'arrêté-loi du 31 janvier 1945 donnant au Ministre des Affaires Economiques, seul ou conjointement avec le ou les Ministres intéressés, le pouvoir de procéder à certaines investigations.

» 2° L'arrêté-loi du 7 mai 1945 donnant au Ministre du Ravitaillement le pouvoir de procéder à certaines investigations. »

M. le Ministre du Ravitaillement a marqué son accord sur ce nouveau texte.

*
**

CHAPITRE VIII.

Dispositions relevant de la compétence du Ministère de la Reconstruction.

ART. 26, 1°.

Arrêté-loi du 25 avril 1945 accordant aux prisonniers politiques rapatriés une allocation d'aide immédiate.

En principe on peut concevoir le maintien en vigueur de cet arrêté-loi, des prisonniers politiques pouvant encore rentrer au pays.

Toutefois, aux termes de l'arrêté-loi du 19 septembre 1945 repris sub 26, 5° ci-après, les prisonniers politiques non encore rentrés au pays à l'heure actuelle sont considérés comme décédés, et à ce titre leurs ayants-droit bénéficient des allocations prévues par un autre arrêté-loi du 19 septembre 1945, attribuant des allocations mensuelles aux ayants droit des prisonniers politiques décédés.

Il paraît donc illogique que d'une part les ayants droit d'un prisonnier politique non rentré au pays reçoivent des allocations parce qu'il est présumé décédé, et que d'autre part si ce prisonnier politique revient au pays, il reçoive en outre les allocations attribuées au prisonnier politique vivant.

Il ne paraît pas raisonnable de cumuler les deux situations.

A cette objection, M. le Ministre de la reconstruction répond qu'il est des prisonniers politiques qui n'ont pas d'ayants-droit, et que dans l'éventualité du retour d'un pa-

Uw Commissie stelt dus voor de tekst van artikel 25 als volgt te doen luiden :

« Blijven voor onbepaalde duur van kracht, niettegenstaande het leger op vredesvoet teruggebracht werd :

» 1° De besluitwet van 5 Mei 1945, tot aanvulling en wijziging van de besluitwet van 31 Januari 1945 waarbij aan de Minister van Economische Zaken de bevoegdheid verleend wordt, alleen of gemeenschappelijk met de betrokken Minister(s), tot zekere onderzoeken over te gaan.

» 2° De besluitwet van 7 Mei 1945 waarbij aan de Minister van Ravitaillering de bevoegdheid wordt verleend tot zekere onderzoeken over te gaan. »

De heer Minister van Ravitaillering heelt zijn instemming met die tekst betuigd.

*
**

HOOFDSTUK VIII.

Bepalingen die tot de bevoegdheid van het Ministerie van Wederopbouw behoren.

ART. 26, 1°.

Besluitwet van 25 April 1945 betreffende het verlenen van een onmiddellijke hulp aan de gerepatrieerde politieke gevangenen.

In beginsel, kan men het van kracht blijven van die besluitwet begrijpen, daar politieke gevangenen nog in het land kunnen terugkeren.

Nochtans, luidens de besluitwet van 19 September 1945, die verder onder 26, 5°, wordt aangehaald, worden de politieke gevangenen die thans nog niet in het land zijn teruggekeerd, als overleden beschouwd en hun rechthebbenden genieten in die hoedanigheid de toelagen die worden voorzien door een andere besluitwet van 19 September 1945, tot toekenning van maandelijks toelagen aan de rechthebbenden van overleden politieke gevangenen.

Het schijnt derhalve onlogisch dat, enerzijds, de rechthebbenden van een politiek gevangene die niet in het land is teruggekeerd, toelagen ontvangen omdat hij als overleden wordt beschouwd terwijl, anderzijds, de politieke gevangene, indien hij in het land terugkeert, bovendien de toelagen ontvangt die aan de levende politieke gevangene worden toegekend.

Het schijnt niet redelijk beide toestanden samen te voegen.

Op deze opwerping antwoordt de Minister van Wederopbouw, dat er politieke gevangenen zijn die geen rechthebbenden bezitten en dat men aan een dergelijk gevan-

reil prisonnier, il y aurait lieu de lui payer les sommes auxquelles l'arrêté-loi du 25 avril 1945 lui donne droit.

Cette double considération a amené votre Commission à maintenir l'arrêté-loi du 25 avril 1945 dans le projet, en y ajoutant à l'article 1^{er}: « ...les personnes de nationalité belge, sans ayants-droit, etc... »

ART. 26, 2^o.

Arrêté-loi du 19 septembre 1945 accordant à certains prisonniers politiques libérés avant le 15 septembre 1944 une triple allocation de 2.500 francs.

Il résulte des termes de cet arrêté-loi que cela vise en fait tous ceux qui avaient été emprisonnés ou internés dans le pays, et que la libération du territoire a délivrés sur place.

Il pourrait paraître que tous les intéressés, se trouvant dans le pays dès la libération, ont eu le temps de faire valoir leurs droits, et que par conséquent le maintien en vigueur de cet arrêté-loi n'aurait plus de raison d'être.

M. le Ministre de la Reconstruction fait toutefois valoir que la Commission consultative qui a tranché jusqu'à présent à titre provisoire sur les cas litigieux, a refusé la qualité de prisonnier politique à un certain nombre de personnes qui, nonobstant cette décision, présentent leur dossier aux Commissions d'agrément. Si ces dernières accordaient à certains des intéressés la qualité de prisonnier politique, on serait tenu de leur payer les sommes prévues par l'arrêté-loi du 25 avril 1945 qui, à ce titre, doit être maintenu en vigueur.

Votre Commission s'est ralliée à ces considérations.

ART. 26, 3^o.

Arrêté-loi du 19 septembre 1945 accordant à certains prisonniers politiques rapatriés une nouvelle allocation mensuelle.

Cet arrêté-loi est le corollaire et le complément de l'arrêté-loi repris sub 1^o.

Il appelle les mêmes observations.

Votre Commission est d'avis de maintenir cet arrêté-loi en vigueur, sous réserve d'y ajouter à l'article 1^{er} les mots:

« ...l'arrêté-loi du 25 avril 1945, modifié par la loi du (date de la loi faisant l'objet du présent projet)... »

gene, wanneer hij in het land zou terugkeren, de sommen zou moeten uitbetalen waarop de besluitwet van 25 April 1945 hem recht geeft.

Die tweevoudige overweging heeft uw commissie er toe aangezet de besluitwet van 25 April 1945 in het ontwerp te handhaven en er, in het 1^{ste} artikel, aan toe te voegen: « ... de personen van Belgische nationaliteit, zonder rechthebbenden, enz. ».

ART. 26, 2^o.

Besluitwet van 19 September 1945 betreffende het verlenen van een drievoudige toelage van 2.500 frank aan zekere politieke gevangenen die in vrijheid gesteld werden vóór 15 September 1944.

Uit de bewoordingen van deze besluitwet blijkt, dat zij in feite slaat op allen die in het land werden gevangen-gezet of geïnterneerd en die door de bevrijding van het grondgebied ter plaatse werden bevrijd.

Het zou den schijn kunnen hebben, dat alle belanghebbenden die zich van de bevrijding af in het land bevonden, de tijd hebben gehad om hun rechten te doen gelden en dat het, derhalve, geen zin meer zou hebben, dat die besluitwet van kracht blijft.

De Minister van Wederopbouw doet evenwel gelden, dat de Commissie van advies die tot dusver voorlopig over de betwiste gevallen heeft beslist, de hoedanigheid van politiek gevangene geweigerd heeft aan een zeker aantal personen die, niettegenstaande die beslissing, hun dossiers aan de aannemingscommissiën voorleggen. Zo deze laatste aan sommige belanghebbenden de hoedanigheid van politiek gevangene mochten toekennen, zou men hun de door de besluitwet van 25 April 1945 voorzien bedragen betalen; die besluitwet moet dan ook van kracht blijven.

Uw Commissie heeft zich bij die overwegingen aangesloten.

ART. 26, 3^o.

Besluitwet van 19 September 1945 betreffende het verlenen van een nieuwe maandelijkse toelage aan zekere gerepatrieerde politieke gevangenen.

Deze besluitwet is het gevolg en de aanvulling van de onder 1^o vermelde besluitwet.

Dezelfde opmerkingen zijn er op van toepassing.

Uw Commissie is van oordeel, dat deze besluitwet moet worden gehandhaafd, mits aan het eerste artikel de woorden worden toegevoegd:

« ... de besluitwet van 25 April 1945, gewijzigd door de wet van (datum van de wet die het voorwerp van dit ontwerp uitmaakt)...

ART. 26, 4°.

Arrêté-loi du 19 septembre 1945 attribuant des allocations mensuelles aux ayants-droit de fusillés ou de prisonniers politiques décédés.

Il s'agissait de dispositions provisoires « en attendant la mise en vigueur d'un statut légal déterminant d'une manière définitive et adéquate les droits de diverses catégories de victimes de la guerre et de leurs ayants-droit. » (Rapport au Régent).

Interpellé sur la nécessité du maintien en vigueur de cet arrêté-loi après la remise de l'armée sur pied de paix, M. le Ministre de la reconstruction a fait savoir qu'il fallait prévoir la prorogation de cet arrêté-loi jusqu'au 31 décembre 1947 pour éviter une solution de continuité dans le paiement des avances sur pension aux ayants droit, le Ministère du Budget (Direction générale des pensions) devant reprendre le paiement de ces allocations à partir du 1^{er} janvier 1948.

L'arrêté-loi en question devant rester d'application jusqu'à la date prévue par M. le Ministre (31 décembre 1947) par le fait que le présent projet ne sera pas voté par le Parlement avant cette date, votre Commission estime qu'il n'y a pas lieu de la maintenir en vigueur après la remise de l'armée sur pied de paix, qui sera postérieure au 1^{er} janvier 1948.

ART. 26, 5°.

Arrêté-loi du 19 septembre 1945 assimilant aux ayants droits des fusillés et prisonniers politiques décédés les ayants droits des prisonniers politiques non encore rentrés au pays.

Cet arrêté-loi se rattache au précédent.

Pour les mêmes raisons, votre Commission estime qu'il n'y a pas lieu de le maintenir en vigueur après la remise de l'armée sur pied de paix, puisqu'en fait il restera d'application jusqu'au 31 décembre 1947, date après laquelle M. le Ministre de la Reconstruction signale que la prise en charge des dépenses qui en résultent sera assumée par le Ministère du Budget.

ART. 26, 6°.

Arrêté-loi du 23 avril 1945 concernant l'octroi d'un secours spécial aux familles des travailleurs déportés.

Cet arrêté-loi a été abrogé par l'arrêté-loi du 19 décembre 1946 (*Moniteur* du 2 janvier 1947).

On ne pourrait donc point en proroger la validité.

ART. 26, 4°.

Besluitwet van 19 September 1945 betreffende het verlenen van maandelijksse toeslagen aan de rechthebbenden van gefusilleerden of overleden politieke gevangenen.

Het ging over overgangsbepalingen « in afwachting dat de rechten der verschillende categorieën van oorlogsgetroffenen en hun rechthebbenden in hun wettelijk statuut op definitieve en passende wijze bepaald worden ». (Verslag aan de Regent.)

Over de noodzakelijkheid die besluitwet te handhaven na het terugbrengen van het leger op vredesvoet geïnterpelleerd, antwoordde de Minister van Wederopbouw, dat de verlenging van die besluitwet tot 31 December 1937 moest worden voorzien, ten einde een onderbreking te vermijden in de betaling aan de rechthebbenden van de voorschotten op pensioen, daar de Minister van Begroting (Algemene directie van de pensioenen) de betaling van die toeslagen moet overnemen op 1 Januari 1948.

Daar bedoelde besluitwet van toepassing zal blijven tot de door de Minister voorziene datum (31 December 1947) door het feit, dat dit ontwerp niet vóór die datum zal zijn aangenomen, is uw Commissie van oordeel, dat er geen reden bestaat om ze te handhaven na het terugbrengen van het leger op vredesvoet, wat na 1 Januari 1948 zal gebeuren.

ART. 26, 5°.

Besluitwet van 19 September 1945 betreffende het gelijkstellen van de rechthebbenden der nog niet in het land teruggekeerde politieke gevangenen met de rechthebbenden der gefusilleerden en der overleden politieke gevangenen.

Deze besluitwet houdt verband met de vorige.

Om dezelfde redenen, oordeelt uw Commissie, dat er geen aanleiding bestaat om ze te handhaven na het terugbrengen van het leger op vredesvoet, daar zij in feite van toepassing zal blijven tot 31 December 1947, datum waarop, zoals de Minister van Wederopbouw er op wees, de uitgaven die er uit voortvloeien zullen worden ten laste genomen door het Ministerie van Begroting.

ART. 26, 6°.

Besluitwet van 23 April 1945 betreffende het verlenen van een speciale steun aan de gezinnen van gedeporteerde arbeiders.

Deze besluitwet werd ingetrokken door de besluitwet van 19 December 1946. (*Staatsblad* van 2 Januari 1947).

Men kan de geldigheid er van dus onmogelijk verlenen.

ART. 26, 7°.

Arrêté-loi du 27 avril 1945 transférant au Ministère des Victimes de la Guerre le Commissariat Belge au Rapatriement.

Ce dernier n'est pas dissous, mais est en liquidation. Cette liquidation va encore se prolonger, attendu qu'il y a lieu de récupérer auprès des Gouvernements étrangers et même auprès de nombreuses autorités publiques du pays, des sommes avancées par le Commissariat.

Le maintien en vigueur de cet arrêté-loi s'indique donc.

ART. 26, 8°.

Arrêté-loi du 9 février 1945 instituant un régime provisoire d'avances sur pension au bénéfice de certaines victimes de dommages physiques issus de faits de guerre.

Cet arrêté-loi a été pris sur base de la loi du 7 septembre 1939, complétée par la loi du 14 décembre 1944, et non sur base de la loi du 20 mars 1945.

Il ne cesse donc pas d'être en vigueur le jour de la remise de l'armée sur pied de paix, et n'a pas besoin d'être prorogé pour rester applicable après cette date.

ART. 26, 9°.

Arrêté-loi du 15 juin 1945 accordant une allocation-secours aux grands invalides civils de la guerre.

Cet arrêté-loi disposait que ces derniers toucheraient pour 1945 une allocation mensuelle que l'article premier dudit arrêté déterminait.

Cet arrêté-loi avait une durée de validité déterminée par les stipulations mêmes de son texte: l'année 1945.

Il n'y a pas lieu de le proroger puisqu'il est sans effet depuis 1946.

ART. 26, 10°.

Arrêté-loi du 19 septembre 1945 comportant des mesures transitoires relatives aux allocations et pensions pour victimes civiles de la guerre.

Cet arrêté-loi prorogeait, par mesure transitoire, jusqu'au 31 décembre 1945, divers arrêtés pris par les Secrétaires Généraux, appliquant la législation de 1914-1918 aux victimes civiles de la guerre 1940-1945. Il prolongeait égale-

ART. 26, 7°.

Besluitwet van 27 April 1947 waarbij het Belgisch Commissariaat voor Repatriëring naar het Ministerie voor Oorlogsgetroffenen wordt overgebracht.

Dit laatste is niet ontbonden, maar in vereffening. Die vereffening zal nog voortduren, aangezien de door het Commissariaat voorgeschoten sommen moeten teruggevorderd worden bij de buitenlandse regeringen en zelfs bij talrijke openbare besturen in het land.

Die besluitwet dient dus gehandhaafd.

ART. 26, 8°.

Besluitwet van 9 Februari 1945 tot invoering van een voorlopig stelsel van voorschotten op vergoedingspensioenen ten bate van sommige slachtoffers van uit oorlogshandelingen voortvloeiende lichamelijke schade.

Deze besluitwet werd genomen op grond van de wet van 7 September 1939, aangevuld door de wet van 14 December 1944, en niet op grond van de wet van 20 Maart 1945.

Zij houdt dus niet op van kracht te zijn op de dag dat het leger wordt teruggebracht op vredesvoet, en zij moet niet verlengd worden om na die datum van toepassing te blijven.

ART. 26, 9°.

Besluitwet van 15 Juni 1945 betreffende het verlenen van een hulpvergoeding aan de burgerlijke groot-oorlogsinvaliden.

Die besluitwet bepaalde dat laatstgenoemden voor 1945 een maandelijks vergoeding zouden ontvangen, waarvan het bedrag door artikel 1 van vermelde besluitwet zou worden bepaald.

Die besluitwet had een geldigheidsduur, bepaald door de bewoordingen zelf van haar tekst, zijnde het jaar 1945.

Zij moet niet worden verlengd daar zij zonder uitwerking is sedert 1946.

ART. 26, 10°.

Besluitwet van 19 September 1945 houdende overgangsmaatregelen betreffende de vergoedingen en pensioenen voor de burgerlijke oorlogsslachtoffers.

Die besluitwet verlengde, bij overgangsmaatregel, tot op 31 December 1945, verschillende door de Secretarissen-generaal genomen besluiten, waarbij de wetgeving van 1914-1918 werd toegepast op de burgerlijke slachtoffers

ment, jusqu'au 31 décembre 1945, le délai d'introduction des demandes.

Ce délai (31 décembre 1945) est depuis longtemps expiré.

Le maintien en vigueur de cet arrêté-loi ne peut donc se concevoir.

M. le Ministre de la Reconstruction signale qu'un projet de loi séparé sera déposé incessamment, ayant pour objet de « reconduire ces dispositions jusqu'au vote de la loi réglant définitivement la situation des victimes civiles de la guerre 1940-1945. Le fait de ne pas reconduire cet arrêté du 19 septembre 1945 empêcherait toute liquidation de pensions aussi longtemps que la loi de pensions aux victimes civiles n'a pas été votée par le Parlement ».

Votre Commission ne peut que constater que, depuis le 1^{er} janvier 1946, cet arrêté-loi a cessé d'être applicable par expiration du terme formellement fixé pour sa validité, et qu'à ce titre il n'est pas possible de le proroger ou « reconduire ».

Puisqu'un projet de loi doit être déposé, il devra remettre en vigueur les dispositions de l'arrêté-loi du 19 septembre 1945 et rouvrir les délais qu'il avait fixés, et cela dans les formes légales ordinaires.

Quant aux « effets acquis » de cet arrêté-loi (sous forme de droit à la pension), ils subsistent du chef de toutes les demandent valablement introduites.

ART. 26, 11°.

Arrêté-loi du 19 septembre 1945 permettant l'octroi d'avances sur pensions à certaines victimes accidentelles de la guerre.

Cet arrêté-loi doit être maintenu jusqu'à ce qu'une loi définitive ait réglé la matière.

ART. 26, 12°.

Arrêté-loi du 19 septembre 1945 relatif à la réparation de dommages résultant des accidents de travail dans les causes desquels est intervenu un fait de guerre.

Cet arrêté-loi porte erronément la date du 19 septembre 1945 dans le projet. Il faut lire : 19 mai 1945.

Un arrêté du Régent, en date du 25 novembre 1947 (Moniteur du 3 déc. 1947), fixe au 1^{er} janvier 1948 le point de départ du délai de trois ans à l'expiration duquel — sauf prolongation — cessera l'activité du Fonds spécial créé par l'arrêté-loi du 19 mai 1945.

van de oorlog 1940-1945. Zij verlengde insgelijks, tot op 31 December 1945, de termijn voor het indienen der aanvragen.

Die termijn (31 December 1945) is sedert lang verstreken.

Het behoud van die besluitwet is dus niet denkbaar.

De Minister van Wederopbouw deelt mede, dat eerlang een afzonderlijk wetsontwerp zal worden ingediend dat ten doel heeft die bepalingen te « verlengen tot aan de stemming van de wet waarbij de toestand van de oorlogsgetroffenen van de oorlog 1940-1945 voorgoed wordt geregeld. Verlengt men dit besluit van 19 September 1945 niet, dan zou het onmogelijk zijn nog één pensioen uit te betalen zolang de pensioenwet voor de oorlogsgetroffenen niet door het Parlement werd gestemd. »

Uw Commissie kan slechts vaststellen, dat die besluitwet sedert 1 Januari 1946 opgehouden heeft van toepassing te zijn wegens het verstrijken van de uitdrukkelijk bepaalde geldigheidstermijn, en dat het aldus niet mogelijk is haar te verlengen of te « hernieuwen ».

Daar een wetsontwerp moet worden ingediend, zal dit de bepalingen van de besluitwet van 19 September 1945 opnieuw van kracht moeten doen worden en de door haar bepaalde termijnen opnieuw openstellen, en dit in de gewone wettelijke vormen.

Wat de « verworven uitwerkselen » van die besluitwet betreft (in de vorm van recht op pensioen), deze blijven bestaan, wegens al de aanvragen die geldig werden ingediend.

ART. 26, 11°.

Besluitwet van 19 September 1945 betreffende het verlenen van voorschotten op pensioen aan zekere toevallige oorlogsgetroffenen.

Die besluitwet moet worden behouden totdat die gelegenheid door een definitieve wet zal zijn geregeld.

ART. 26, 12°.

Besluitwet van 19 September 1945 betreffende de vergoeding der schade voortvloeiende uit arbeidsongevallen in welke oorzaak een oorlogshandeling voorkomt.

Die besluitwet is in het ontwerp bij vergissing 19 September 1945 gedagtekend. De datum is 19 Mei 1945.

Een besluit van de Regent van 25 November 1947 (Staatsblad van 3 December 1947) stelt op 1 Januari 1948, het vertrekpunt van de termijn van drie jaar na het verstrijken waarvan — behoudens verlenging — de werking ophoudt van het Bijzonder Fonds opgericht door de besluitwet van 19 Mei 1945.

ART. 26, 13°.

Arrêté-loi du 27 avril 1945 transférant au ministère des victimes de la guerre le haut commissariat à la défense de la population civile.

Ce haut commissariat est en liquidation. Il y est procédé par un collège de liquidateurs composé de fonctionnaires de différents départements. Le service financier du département de la reconstruction est chargé de l'exécution.

ART. 26, 14°.

Arrêté-loi du 19 septembre 1945 relatif à la déclaration des dommages de guerre aux biens privés.

Cet arrêté-loi est devenu sans objet depuis le vote de la loi sur les dommages de guerre aux biens privés.

ART. 26, 15°.

Arrêté-loi du 12 juin 1945 complétant l'arrêté du 19 octobre 1940 (et non du 19 octobre 1944 comme le porte erronément le projet) relatif aux prêts et avances à consentir aux agriculteurs.

Cet arrêté-loi n'a pas été pris sur base de la loi du 20 mars 1945, mais bien sur base de la loi des 7 septembre 1939, 14 décembre 1944.

Les arrêtés-loi pris en exécution de cette dernière loi ne sont pas limités dans leur durée d'application.

L'arrêté-loi du 12 juin 1945 est dans ce cas, et il est donc superflu de demander son maintien en vigueur, qui est de droit.

ART. 26, 16°.

Arrêté-loi du 12 juin 1945 étendant à certains dommages dus à l'occupation le régime des crédits prévus pour les dommages résultant de faits de guerre.

Même observation que sub 15°.

ART. 26, 17°.

Arrêté-loi du 31 août 1945 complétant la loi du 5 mars 1935 concernant les citoyens appelés par engagements volontaires ou par réquisitions pour le fonctionnement des services publics en temps de guerre.

Sans observations.

ART. 26, 13°.

Besluitwet van 27 April 1945 waarbij het Hoog Commissariaat voor Bescherming der Burgerbevolking naar het Ministerie voor Oorlogsgetroffenen wordt overgebracht.

Dit Hoog Commissariaat wordt vereffend: Daartoe wordt overgegaan door een college van vereffenaars samengesteld uit ambtenaars van verschillende departementen. De financiële dienst van het Departement voor Wederopbouw is met de uitvoering belast.

ART. 26, 14°.

Besluitwet van 19 September 1945 betreffende de aangifte van oorlogsschade aan private goederen.

Die besluitwet heeft geen reden meer van bestaan sedert de goedkeuring van de wet op de oorlogsschade aan private goederen.

ART. 26, 15°.

Besluitwet van 12 Juni 1945 ter aanvulling van het besluit van 19 October 1940 (en niet van 19 October 1944 zoals verkeerdelijk in het ontwerp vermeld) betreffende de leningen en voorschotten, toe te staan aan landbouwers.

Die besluitwet werd niet uitgevaardigd op grond van de wet van 20 Maart 1945, doch wel op grond van de wet van 7 September 1939/14 December 1944.

De ter uitvoering van deze laatste wet genomen besluitwetten behelzen geen beperking wat hun toepassingsduur betreft.

De besluitwet van 12 Juni 1945 bevindt zich in dit geval, en het is, derhalve, overbodig er het behoud van te vragen daar dit rechte geschiedt.

ART. 26, 16°.

Besluitwet van 12 Juni 1945 houdende uitbreiding tot bepaalde aan de bezetting te wijten schade, van het regime der kredieten voor het herstel van door oorlogshandelingen veroorzaakte schade.

Zelfde opmerking als sub 15°.

ART. 26, 17°.

Besluitwet van 31 Augustus 1945 tot aanvulling van de wet van 5 Maart 1935 betreffende de Staatsburgers die bij vrijwillige dienstneming of bij opeising in oorlogstijd de werking der openbare diensten moeten verzekeren.

Geen opmerkingen.

CHAPITRE IX.

Dispositions relevant de la compétence
du Ministère du Rééquipement National.

ART. 27.

L'article 27 tend à maintenir en vigueur pour une durée indéterminée l'arrêté royal n° 81 du 28 novembre 1939 portant organisation de l'aide aux industries nouvelles.

Le rapport au Régent porte à son sujet : « Avant que ces dispositions ne reçoivent une application, il y a lieu de valider l'arrêté en question, qui n'a pas été ratifié par les Chambres comme l'aurait voulu la loi du 1^{er} mai 1939 en vertu de laquelle il a été édicté. »

En réalité cette ratification a fait l'objet de la loi du 16 juin 1947, publiée au *Moniteur* du 14 août 1947.

Dans ces conditions il n'y a pas lieu de maintenir l'article 27 du projet.

M. le Ministre de la coordination économique et du rééquipement national est d'accord.

CHAPITRE X.

Dispositions relevant de la compétence
du Ministère de la Santé Publique
et de la Famille.

ART. 28.

Monsieur le Ministre ne demande plus que le maintien du 1^o de cet article, visant l'arrêté-loi du 14 avril 1945 relatif à l'octroi de prêts à faible intérêt aux ouvriers mineurs en vue de l'achat ou de la construction d'une habitation, tel qu'il a été modifié par l'arrêté-loi du 12 décembre 1945.

Peut donc disparaître le 2^o du même article visant l'arrêté-loi du 14 juin 1945 organisant l'examen médical des Belges déportés ou emprisonnés par l'ennemi, tel qu'il a été modifié par l'arrêté-loi du 1^{er} juin 1946. (La loi du 26 août 1947 sur les pensions de réparation a réglé le sort des Belges emprisonnés par l'ennemi; les droits des déportés vont faire l'objet, de la part du Ministre de la Reconstruction, d'autres dispositions fondées sur des principes différents.)

HOOFDSTUK IX.

Bepalingen die tot de bevoegdheid
van het Ministerie van 's Lands Wederuitrusting behoren.

ART. 27.

Artikel 27 strekt er toe het Koninklijk besluit n° 81 van 28 November 1939, houdende inrichting van de steunverlening aan de nieuwe nijverheden, voor een onbepaalde duur te handhaven.

Het verslag aan de Regent zegt dienaangaande : « Vooral eer deze bepalingen in toepassing worden gesteld, blijkt het nodig het besluit waarvan sprake, dat niet door de Kamers bekrachtigd werd alhoewel de wet van 1 Mei 1939 zulks voorschreef, opnieuw geldig te maken ».

In werkelijkheid heeft die bekrachtiging het voorwerp uitgemaakt van de wet van 16 Juni 1947, bekendgemaakt in het *Staatsblad* van 14 Augustus 1947.

In die omstandigheden is er geen reden om artikel 27 van het ontwerp te behouden.

De Minister van Economische Coördinatie en van 's Lands Wederuitrusting heeft zijn instemming daarmede betuigd.

HOOFDSTUK X.

Bepalingen die tot de bevoegdheid
van het Ministerie van Volksgezondheid
en van het Gezin behoren.

ART. 28.

De Minister vraagt alleen nog de handhaving van het 1^o van dit artikel, dat doelt op de besluitwet van 14 April 1945 betreffende het toestaan van leningen tegen lage rente aan mijnwerkers voor het aankopen of bouwen van een woning, zoals ze gewijzigd werd door de besluitwet van 12 December 1945.

Het 2^o van hetzelfde artikel, dat doelt op de besluitwet van 14 Juni 1945 tot inrichting van het geneeskundig onderzoek van de door de vijand gedeporteerde of gevangengezette Belgen, zoals ze gewijzigd werd door de besluitwet van 1 Juni 1946, kan dus verdwijnen. (De wet van 26 Augustus op de vergoedingspensioenen heeft het lot geregeld van de door de vijand gevangengezette Belgen; de rechten van de gedeporteerden zullen, vanwege de Minister van Wederophouwing, het voorwerp uitmaken van op andere grondbeginselen steunende beschikkingen.

ART. 29.

L'arrêté du Régent du 12 février 1946 proroge certains arrêtés pris sous l'occupation, concernant la salubrité des denrées alimentaires.

Il s'agit d'arrêtés nuls, mais temporairement valables jusqu'au 15 février 1946, par application de l'article 3 de l'arrêté-loi du 5 mai 1944 relatif aux arrêtés pris par les Secrétaires Généraux.

L'arrêté du 12 juin 1946, sous réserve de dispositions énumérées en son article 2, met en vigueur une série de ces arrêtés (il eût mieux valu dire qu'il les maintenait en vigueur) pour une période de dix-huit mois à dater du 16 février 1946, ce qui, en termes moins compliqués, signifie le 16 août 1947.

Ces arrêtés ont donc cessé d'être applicables depuis cette dernière date.

Aux termes de l'article 29 du présent projet, il est proposé de proroger les dispositions de l'article premier de l'arrêté du 12 février 1946 jusqu'au 31 décembre 1948.

Mais ces dispositions étant devenues caduques par expiration de la durée pour laquelle leur maintien en vigueur avait été prévu (16 août 1947), il n'y a pas possibilité de les proroger, — la prorogation ne pouvant s'entendre que pour des dispositions encore en vigueur au moment où il est décidé de prolonger leur validité.

D'autre part, il résulte d'une communication de M. le Ministre de la Santé Publique que ce dernier souhaiterait que ces dispositions restassent applicables après le 31 décembre 1948 et pour une durée indéterminée, car il craint que ne soit pas votée avant longtemps une loi sur les denrées alimentaires dont le projet n'est pas encore déposé.

Pour que ces dispositions « restent » applicables, il faut qu'elles le soient encore. Or, il a été signalé à M. le Ministre de la Santé Publique qu'elles ne l'étaient plus.

Il propose d'amender le second alinéa de l'article 29 comme suit : « Sous réserve des modifications prévues à l'article 2, sont *remises* en vigueur pour une durée indéterminée, les dispositions... »

Votre Commission estime que les dispositions visées étant devenues caduques par expiration du terme prévu pour leur validité, elles ne peuvent être « remises en vigueur », mais doivent faire l'objet d'une loi nouvelle.

Elle vous propose donc de ne pas retenir l'article 29, ni l'amendement qui y a été proposé par M. le Ministre de la Santé publique.

ART. 29.

Het besluit van de Regent van 12 Februari 1946 verlengt sommige onder de bezetting genomen besluiten betreffende de salubriteit der eetwaren.

Het betreft hier nietigverklaarde besluiten, die echter, in toepassing van artikel 3 van de besluitwet van 5 Mei 1944 betreffende de door de Secretarissen-generaal genomen besluiten, tijdelijk geldig waren tot 15 Februari 1946.

Het besluit van 12 Juni 1946 maakt, onder voorbehoud van de bepalingen in zijn artikel 2 opgesomd, een reeks van die besluiten van kracht (men had beter gezegd, dat het die besluiten handhaafde) voor een tijdperk van achttien maanden, te rekenen van 16 Februari 1946 wat, in minder ingewikkelde bewoordingen, betekent tot 26 Augustus 1947.

Van die laatste datum af, hebben die besluiten dus opgehouden van kracht te zijn.

Luidens artikel 29 van onderhavig ontwerp, wordt voorgesteld de bepalingen van artikel 1 van het besluit van 12 Februari 1946, tot 31 December 1948 te verlengen.

Maar, daar die bepalingen vervallen zijn door het verstrijken van de termijn voor welke hun handhaving was voorzien (16 Augustus 1947), is het niet mogelijk ze te verlengen, daar slechts van verlenging kan worden gesproken voor bepalingen die nog van kracht zijn op het ogenblik, dat men beslist hun geldigheid te verlengen.

Anderzijds blijkt uit een mededeling van de Minister van Volksgezondheid, dat deze laatste wenst die bepalingen, ook na 31 December 1948, voor een onbepaalde tijd van kracht te zien blijven, daar hij vreest, dat een wet op de eetwaren, waarvan het ontwerp nog niet is ingediend, niet vóór afzienbare tijd zal worden gestemd.

Opdat die bepalingen toepasselijk zouden « blijven », is het nodig dat zij het nog zijn. Welnu, de aandacht van de Minister werd er op gevestigd dat zij het niet meer waren.

Hij stelt voor de tweede alinea van artikel 29 als volgt te wijzigen : « Onder voorbehoud van de wijzigingen voorzien bij artikel 2, worden de volgende bepalingen voor onbepaalde tijd terug van kracht gemaakt... »

Daar de bewuste bepalingen vervallen zijn, ingevolge het verstrijken van de voor hun geldigheid voorziene termijn, is uw Commissie van oordeel, dat zij niet « terug van kracht » kunnen worden gemaakt, maar het voorwerp moeten uitmaken van een nieuwe wet.

Zij stelt U dus voor artikel 29 niet aan te houden, noch het daarop door de Minister van Volksgezondheid voorgesteld amendement.

CHAPITRE XI.

Dispositions relevant
de la compétence du Ministère du Travail
et de la Prévoyance Sociale.

ART. 30, 1°.

Arrêté-loi du 18 septembre 1945 modifiant la loi du 7 août 1922 sur le contrat d'emploi, la loi du 9 juillet 1926 organique des conseils de prud'hommes, la loi du 18 août 1887 sur la cessibilité et l'insaisissabilité des salaires, ainsi que la loi du 16 décembre 1851 sur les privilèges et hypothèques.

D'après le *Moniteur* du 3 octobre 1945, l'arrêté du 18 septembre a été pris sur base de la loi des 7 septembre 1939/14 décembre 1944. Sa validité n'aurait donc pas lieu d'être prorogée et serait indéfinie, sauf abrogation légale.

M. le Ministre du Travail a toutefois fait observer que cet arrêté était aussi pris sur pied de la loi du 20 mars 1945, ainsi qu'il résultait d'un erratum publié au *Moniteur* du 21 novembre 1945.

Il importait donc de rechercher si cet erratum traduisait la rectification d'une erreur matérielle évidente, consistant en ce que la mention de la loi du 20 mars 1945 figure sur l'original de l'arrêté-loi du 18 septembre 1945, et aurait été accidentellement omise lors de la publication de cet arrêté-loi au *Moniteur* du 3 octobre 1945; ou si au contraire, la mention de la loi du 20 mars 1945 ne figurait pas dans l'arrêté original, l'erratum constituant *post factum* une adjonction au dit arrêté.

L'erratum corrigeant une erreur matérielle évidente peut éventuellement s'admettre; un erratum constituant une adjonction à un arrêté-loi déjà publié ne peut évidemment se concevoir et son irrégularité serait manifeste.

Il résulte de la production de l'arrêté-loi original du 18 septembre 1945 que ce dernier porte bien la référence à la loi du 20 mars 1945, et que l'erratum publié au *Moniteur* du 21 novembre 1945 est donc justifié.

Votre Commission est d'avis de maintenir en vigueur l'arrêté-loi du 18 septembre 1945 en tant qu'il est basé sur la loi du 20 mars 1945.

ART. 30, 2° à 5°.

Sans observations.

HOOFDSTUK XI.

Bepalingen die tot de bevoegdheid
van het Ministerie van Arbeid en Sociale Voorzorg
behoren.

ART. 30, 1°.

Besluitwet van 18 September 1945 tot wijziging der wet van 7 Augustus 1922 op de bediendenarbeidsovereenkomst, der organieke wet van 9 Juli 1926 op de werk-rechtersraden, der wet van 18 Augustus 1887 op de onafstaanbaarheid en onaantastbaarheid van het loon en der wet van 16 December 1851 op de voorrechten en hypotheeken.

Volgens het *Staatsblad* van 3 October 1945, werd het besluit van 18 September genomen op grond van de wet van 7 September 1939/14 December 1944. De geldigheid er van zou dus niet moeten worden verlengd en zou van onbepaalde duur zijn, behoudens wettelijke intrekking.

De Minister van Arbeid heeft echter verklaard, dat dit besluit insgelijks werd genomen op grond van de wet van 20 Maart 1945, zoals is gebleken uit een erratum verschenen in het *Staatsblad* van 21 November 1945.

Het kwam er dus op aan te onderzoeken of dit erratum het gevolg was van de herstelling van een klaarblijkende materiële vergissing, bestaande in het feit, dat de vermelding van de wet van 20 Maart 1945 voorkomt op het origineel van de besluitwet van 18 September 1945 en toevallig zou zijn vergeten bij de bekendmaking van die besluitwet in het *Staatsblad* van 3 October 1945, of zo, integendeel, de vermelding van de wet van 20 Maart 1945 niet voorkwam in het oorspronkelijk besluit, zodat het erratum een toevoeging, *post factum*, aan dit besluit zou uitmaken.

Het erratum waardoor een klaarblijkende materiële vergissing wordt hersteld kan, in voorkomend geval, worden aanvaard; een erratum dat een toevoeging zou uitmaken aan een reeds verschenen besluitwet is, natuurlijk, niet denkbaar en zou klaarblijkelijk onregelmatig zijn.

Uit het voorleggen van de oorspronkelijke besluitwet van 18 September 1945 blijkt, dat in deze wel de verwijzing naar de wet van 20 Maart 1945 voorkomt, en dat het in het *Staatsblad* van 21 November 1945 verschenen erratum dus wel is gerechtvaardigd.

Uw Commissie is van oordeel, dat de besluitwet van 18 September 1945 van kracht moet blijven, voor zover zij steunt op de wet van 20 Maart 1945.

ART. 30, 2° tot 5°.

Geen opmerkingen.

ART. 30, 6°.

La demande de prorogation de l'arrêté-loi du 19 mai 1945 relatif à la réparation des dommages résultant des accidents du travail dans lesquels est intervenu un fait de guerre, fait double emploi avec la demande formulée par M. le Ministre de la reconstruction sub article 26, 12°.

Il y a donc lieu de supprimer le 6° de l'article 30.

ART. 30, 7°.

L'arrêté-loi du 5 septembre 1945 (portant par erreur la date du 5 juillet 1945 au *Moniteur*, voir *Moniteur* du 1^{er} décembre 1945, p. 2137), modifie et complète le chapitre VI de l'arrêté-loi du 19 mai 1945 visé sub 6° ci-dessus.

Il n'a pas fait l'objet d'observations de la part de votre Commission.

ART. 30, 8° à 16°.

Sans observations.

ART. 30, 17° et 18°.

Votre Commission a demandé à M. le Ministre du Travail si étaient encore appliqués l'arrêté-loi du 12 avril 1945 relatif à l'inscription obligatoire en vue de la mise au travail (art. 30, 17°) et l'arrêté-loi du 21 mai 1945 complétant et modifiant cet arrêté-loi (art. 30, 18°).

M. le Ministre a répondu que jusqu'à nouvel ordre ces arrêtés-loi étaient encore appliqués, et qu'il y avait lieu de demander leur maintien en vigueur.

ART. 30, 19°.

Arrêté-loi du 14 avril 1945 relatif à la fermeture des entreprises qui enfreignent la réglementation concernant l'approvisionnement du pays.

M. le Ministre du Travail a fait savoir à votre Commission que son Département n'avait jamais fait usage des prérogatives que lui accordait cet arrêté-loi, mais que ce dernier intéressait spécialement les Ministres de l'Agriculture, des Affaires économiques et du Ravitaillement.

M. le Ministre de l'Agriculture, de son côté, a signalé que le chef du Département de l'Agriculture n'avait jamais fait usage de la faculté que lui donnait l'arrêté-loi en question, la fermeture d'entreprises agricoles ne se concevant d'ailleurs pas dans la pratique.

M. le Ministre des Affaires Economiques a fait observer qu'actuellement il ne faisait pas usage des droits que lui conférait cet arrêté-loi, qui est d'une application malaisée; la durée de fermeture est obligatoirement fixée à six mois; il faut qu'il s'agisse d'un « cas grave »; la procédure de recours est très lourde (arrêté royal délibéré en conseil des Ministres); enfin il y a interdiction provisoire de cession

ART. 30, 6°.

Het verzoek tot verlenging van de besluitwet van 19 Mei 1945 betreffende de vergoeding der schade voortvloeiende uit arbeidsongevallen in welke oorzaak een oorlogshandeling voorkomt, is de herhaling van hetgeen door de Minister van Wederopbouw wordt gevraagd sub artikel 26, 12°.

Het 6° van artikel 30 moet dus wegvallen.

ART. 30, 7°.

Door de besluitwet van 5 September 1945 (die bij vergissing de datum van 5 Juli 1945 draagt in het *Staatsblad*, zie *Staatsblad* van 1 December 1945, blz. 2137), wordt hoofdstuk VI van de besluitwet van 19 Mei 1945 bedoeld sub hoger vermeld 6°, gewijzigd en aangevuld.

Zij gaf geen aanleiding tot opmerkingen vanwege uw Commissie.

ART. 30, 8° tot 16°.

Geen opmerkingen.

ART. 30, 17° tot 18°.

Uw Commissie heeft aan de Minister van Arbeid gevraagd of de besluitwet van 12 April 1945 betreffende de verplichte inschrijving met het oog op de tewerkstelling (art. 30, 17°) en de besluitwet van 21 Mei 1945 houdende aanvulling en wijziging van die besluitwet (art. 30, 18°) nog werden toegepast.

De Minister heeft geantwoord, dat die besluitwetten nog tot nader aankondiging worden toegepast en dat het nodig was het van kracht blijven er van aan te vragen.

ART. 30, 19°.

Besluitwet van 14 April 1945 betreffende het sluiten van de bedrijven die de regeling in verband met 's lands bevoorrading overtreden.

De Minister van Arbeid heeft aan uw Commissie medegedeeld, dat zijn departement nooit gebruik had gemaakt van de hem door die besluitwet verleende bevoegdheden, doch dat die besluitwet bijzonder de Ministers van Landbouw, van Economische Zaken en van Ravitaillering aanbelangt.

De Minister van Landbouw, zijnerzijds, deelde mede dat het hoofd van het departement van Landbouw nooit gebruik had gemaakt van de bevoegdheid die hem door bedoelde besluitwet werd verleend, daar het sluiten van landbouwbedrijven trouwens practisch niet denkbaar is.

De Minister van Economische Zaken heeft er op gewezen, dat hij thans geen gebruik maakt van de rechten die hem door die besluitwet worden toegekend, daar deze bezwaarlijk kan worden toegepast: de sluitingsduur is verplicht vastgesteld op zes maanden; het moet gaan over een « ernstig geval »; de beroepsprocedure is zeer zwaar (in ministerraad overlegd Koninklijk besluit); ten

du fonds de commerce dont le propriétaire, détenteur, administrateur ou gérant a fait l'objet d'un procès-verbal ayant entraîné la fermeture.

Aussi a-t-il jugé préférable, jusqu'à présent, de recourir à l'article 3 de l'arrêté-loi du 22 janvier 1945.

Toutefois M. le Ministre des Affaires économiques signale que l'arrêté-loi du 14 avril 1945 a été modifié par l'arrêté-loi du 14 mai 1946 qui restera applicable après la remise de l'armée sur pied de paix, et permet de placer sous l'administration de l'Office des Séquestres les entreprises qui enfreignent la réglementation concernant l'approvisionnement du pays. Il ajoute que pour sauvegarder la possibilité de mettre ces entreprises sous administration de l'Office des Séquestres, le maintien de l'arrêté-loi du 14 avril 1945 paraît nécessaire. En effet, explique M. le Ministre, la fermeture pure et simple d'entreprises d'une certaine importance peut entraîner de graves conséquences sur les plans économique et social : arrêt de la production, chômage du personnel.

M. le Ministre des Affaires économiques propose donc le maintien de l'arrêté-loi du 14 avril 1945, tout en suggérant de le modifier :

1° en faisant de la durée de fermeture de six mois non plus une durée fixe, mais maxima, ce qui permettrait des fermetures d'une durée moins longue ;

2° en supprimant les mots « dans les cas graves », ce qui impliquerait la possibilité de fermeture pour des cas ne revêtant pas le caractère de gravité requis par l'arrêté-loi originaire ;

3° en stipulant que sur le recours des intéressés il serait statué par simple arrêté royal, et non plus par arrêté délibéré en Conseil des Ministres.

Ces propositions, amendant l'arrêté-loi du 14 avril 1945 dans le sens ci-dessus indiqué, confirment d'autre part le principe de cet arrêté-loi autorisant la fermeture d'établissement par voie administrative, et ce, sans préjudice de l'application de l'arrêté-loi du 22 janvier 1945.

Ce dernier arrêté-loi, édicté à une époque où les problèmes du ravitaillement étaient cruciaux et qui restera en vigueur après la remise de l'armée sur pied de paix, permet déjà aux ministres compétents de fermer les établissements dont l'activité leur apparaît superflue ou nuisible. Il permet aux Cours et tribunaux de prononcer la fermeture d'établissements pour une durée n'excédant pas un an. Il permet au Procureur du Roi ou au juge d'instruction d'ordonner une fermeture provisoire jusqu'à la date à laquelle il est statué sur l'infraction, il commine en outre des peines d'emprisonnement (un mois à cinq ans) et de prison (100 francs à un million de francs) ; il permet la confis-

caté, bestaat er voorlopig verbod tot afstand van de handelszaak waarvan de eigenaar, bezitter, beheerder of zaakvoerder het voorwerp heeft uitgemaakt van een proces-verbaal die de sluiting heeft medegebracht.

Daarom heeft hij het tot nu toe verkieslijker geacht, zijn toevlucht te nemen tot artikel 3 van de besluitwet van 22 Januari 1945.

De Minister van Economische Zaken wijst er evenwel op, dat de besluitwet van 14 April 1945 werd gewijzigd door de besluitwet van 14 Mei 1946, die van toepassing zal blijven nadat het leger op vredesvoet werd teruggebracht en die toelaat de bedrijven die de regeling in verband met 's lands bevoorrading overtreden, onder de het beheer van de Dienst van het Sequester te stellen. Hij voegt er aan toe dat, om de mogelijkheid te waarborgen die ondernemingen onder het beheer van de Dienst van het Sequester te stellen, het noodzakelijk blijkt de besluitwet van 14 April 1945 te behouden. Inderdaad, verklaart de Minister, de sluiting zonder meer van min of meer belangrijke ondernemingen kan ernstige gevolgen hebben op economisch en maatschappelijk gebied : stopzetten van de productie, werkloosheid van het personeel.

De Minister van Economische Zaken stelt dus het behoud voor van de besluitwet van 14 April 1945, maar stelt tevens voor ze te wijzigen :

1° door de sluitingstermijn niet meer vast op zes maanden te bepalen, maar door hem te beschouwen als een maximum termijn, wat zou toelaten sluitingen te bevelen voor een minder lange termijn ;

2° door de woorden « in ernstige gevallen » weg te laten, waardoor de mogelijkheid zou geboden worden ondernemingen te sluiten in minder ernstige gevallen dan door de oorspronkelijke besluitwet werd vereist ;

3° door te bepalen, dat over het beroep van de belanghebbenden zal uitspraak gedaan worden bij eenvoudig Koninklijk besluit, en niet meer bij in de ministerraad overlegd besluit.

Die voorstellen tot wijziging van de besluitwet van 14 April 1945 in de hierboven aangeduide zin, bevestigen anderzijds het grondbeginsel van die besluitwet waarbij de sluiting van ondernemingen wordt toegelaten langs administratieve weg, en dit onverminderd de toepassing van de besluitwet van 22 Januari 1945.

Deze laatste besluitwet, die uitgevaardigd werd op een tijdstip dat de ravitaillingsvraagstukken van overwegend belang waren, en die van kracht zal blijven na het terugbrengen van het leger op vredesvoet, laat reeds aan de bevoegde ministers toe de inrichtingen te sluiten waarvan de bedrijvigheid hun overbodig of schadelijk voorkomt. Zij laat aan de Hoven en Rechtbanken toe de sluiting van inrichtingen uit te spreken voor de duur van niet meer dan één jaar ; zij laat aan de Procureur des Konings en aan de onderzoeksrechter toe, een voorlopige sluiting te bevelen tot de dag waarop over het misdrijf uitspraak is gedaan : zij stelt tevens gevangenisstraffen (van één maand

cation des produits, matières, denrées, marchandises ou animaux ayant fait l'objet de l'infraction, etc.

La question s'est posée à votre Commission de savoir s'il fallait maintenir le cumul de cette double législation, alors que l'arrêté-loi du 22 janvier 1945 est effectivement appliqué par M. le Ministre des Affaires économiques, et que d'autre part MM. les Ministres du Travail et de l'Agriculture déclarent ne pas faire usage de l'arrêté-loi du 14 avril 1945.

Votre Commission est d'avis qu'en tout cas il n'est pas possible de maintenir en vigueur tel quel l'arrêté-loi du 14 avril 1945. Elle estime d'autre part que dans la mesure où il s'indiquerait qu'une législation spéciale s'ajoutât à l'arrêté-loi du 22 janvier 1945, il faudrait que cette législation soit notablement plus souple et que surtout l'organisation du recours contre la décision ministérielle fasse l'objet de dispositions précises garantissant les droits de la défense.

Votre Commission n'ayant pas à se substituer au Gouvernement en ce domaine, il appartiendra le cas échéant à l'Exécutif de soumettre au Parlement le projet de loi qu'il estimerait nécessaire à cette fin.

CHAPITRE XII.

Dispositions relatives à la compétence du Ministère des Travaux publics.

ART. 31.

Sans observations.

*
**

Conclusion.

Après un examen que la Chambre se plaira vraisemblablement à reconnaître minutieux des divers articles de ce projet de loi complexe, votre Commission propose un nouveau texte de projet, tenant compte des observations formulées ci-avant.

Votre Commission croirait manquer à un devoir si, à la suite de l'étude à laquelle elle s'est livrée à cette occasion, elle ne formulait pas en conclusion deux considérations générales qu'elle soumet à l'attention du Parlement, du Gouvernement et du Conseil d'Etat :

1° *Il est urgent de coordonner les lois.*

La multiplicité des mesures de caractère législatif prises, spécialement depuis la libération; les nombreuses modifications apportées à des textes existants, rendent particulièrement ardue, tant pour les justiciables que pour les pra-

tot vijf jaar) en geldboeten (100 fr. tot één miljoen fr.) ; zij laat de verbeurdverklaring toe van de producten, grondstoffen, eet- en koopwaren of dieren, die het voorwerp van het wanbedrijf uitmaken, enz.

Uw Commissie heeft zich afgevraagd of de samenvoeging van die dubbele wetgeving diende behouden, daar de besluitwet van 22 Januari 1945 werkelijk door de Minister van Economische Zaken wordt toegepast, en daar, anderzijds, de Ministers van Arbeid en van Landbouw verklaren geen gebruik te maken van de besluitwet van 14 April 1945.

Uw Commissie is van oordeel dat het, in ieder geval, niet mogelijk is de Besluitwet van 14 April 1945, zoals ze is, van kracht te laten. Zij is, anderzijds, van mening, dat voor zover nodig mocht blijken een bijzondere wetgeving toe te voegen aan de besluitwet van 22 Januari 1945, deze wetgeving werkelijk soepeler zou zijn en vooral, dat de inrichting van het verhaal tegen de ministeriële beslissing het voorwerp zou uitmaken van nauwkeurige bepalingen waarbij de rechten van de verdediging gevrijwaard worden.

Daar uw Commissie zich, op dat gebied, niet in plaats van de Regering moet stellen, zal het, indien daartoe aanleiding bestaat, aan de Regering toebehoren het wetsontwerp, dat zij daartoe nodig mocht achten, aan het Parlement voor te leggen.

HOOFDSTUK XII.

Bepalingen die tot de bevoegdheid van het Ministerie van Openbare Werken behoren.

ART. 31.

Geen opmerkingen.

*
**

Besluit.

Na een onderzoek, dat door de Kamer ongetwijfeld als nauwkeurig zal worden bestempeld, van de verschillende artikelen van dit ingewikkeld wetsontwerp, stelt uw Commissie een nieuwe tekst van ontwerp voor waarbij rekening wordt gehouden met de hierboven aangehaalde opmerkingen.

Uw Commissie is van oordeel, dat ze aan haar plicht zou te kort komen zo zij, na de studie welke zij heeft ondernomen, als besluit niet twee algemene beschouwingen formuleerde en aan de aandacht van het Parlement, van de Regering en van de Raad van State onderwierp.

1° *Het is dringend noodzakelijk de wetten samen te ordenen.*

De menigvuldigheid van de, inzonderheid sedert de bevrijding genomen wetgevende maatregelen; de talrijke wijzigingen die aan de bestaande teksten werden aangebracht, maken het bijzonder moeilijk, zowel voor de rechts-

ticiens du droit, la connaissance aisée des règles qui régissent actuellement les activités des citoyens dans une foule de domaines.

Nul n'est censé ignorer la loi. En fait celui qui, aujourd'hui, n'ignore rien des lois est un prodige.

On pourra aider à une moindre ignorance de la loi en coordonnant les dispositions légales en nombre de domaines où l'éparpillement des textes fait, de la recherche juridique, un véritable puzzle.

2° Dans la mesure où le recours à un régime de pouvoirs spéciaux peut encore se révéler nécessaire, il est temps de prévoir à quelle formule de délégation de pouvoirs le législatif va s'arrêter.

Le type de lois de pouvoirs spéciaux — ou extraordinaires; leur portée, leur extension, leur durée; le caractère des arrêtés pris en exécution de ces lois, l'obligation ou non de les ratifier pour leur conférer le caractère légal —, tout cela a été éminemment variable depuis l'usage qu'on en a fait.

A l'occasion de l'examen du présent projet, nous avons pu rappeler par exemple que les arrêtés pris en application de la loi du 7 septembre 1939/14 décembre 1944 avaient une validité de durée indéterminée, tandis que ceux qui furent pris en exécution de la loi du 20 mars 1945 avaient une durée limitée à celle du temps de guerre. La loi du 7 septembre 1939/14 décembre 1944 a été suspendue pendant la période de validité (24 mars au 24 septembre 1945) de la loi du 20 mars 1945; convention artificielle, d'ordre purement politique, mais malgré laquelle pendant cette période certains arrêtés-lois ont néanmoins été pris sur seule base de la loi du 7 septembre 1939/14 décembre 1944, etc...

Tout cela paraît quelque peu cahotique.

Là aussi il serait sage de prévoir, sur base de l'expérience passée, à quelle formule définitive s'arrêter éventuellement à l'avenir.

*
**

L'ensemble du projet de loi, tel qu'il a été amendé par votre Commission, a été adopté par celle-ci à l'unanimité.

Le Rapporteur,

Ch. DU BUS DE WARNAFFE.

Le Président,

L. JORIS.

onderhorigen als voor de rechtsgeleerden, voldoende de beschikkingen te kennen die thans de bedrijvigheden van de burgers op zoveel gebieden regelen.

Ieder wordt geacht de wet te kennen. In feite, is hij die tegenwoordig alles van de wetten afweet, een wonder.

Men kan bijdragen tot een betere kennis van de wet, door de wetsbepalingen samen te ordenen in een aantal gebieden waar de verspreiding van de teksten van de juridische opzoeken een werkelijke puzzle maken.

2° Het is tijd, zover het nog noodzakelijk blijkt zijn toevlucht te nemen tot een regime van bijzondere machten, te voorzien tot welke formule van machtsoverdracht de Wetgevende macht zal besluiten.

Het type van de wetten van bijzondere of buitengewone machten — hun betekenis, hun uitbreiding en hun duur; de aard van de besluiten genomen in uitvoering van die wetten, en de verplichting die, ja dan neen, te bekrachtigen om haar het wettelijk kenmerk te verlenen —, dit alles is in de hoogste mate veranderlijk geweest sedert het gebruik dat men er van heeft gemaakt.

Naar aanleiding van het onderzoek van dit ontwerp, hebben wij er bij voorbeeld kunnen aan herinneren, dat de bij toepassing van de wet van 7 September 1939/14 December 1944 genomen besluiten een onbepaalde geldigheidsduur hadden, terwijl diegene die in uitvoering van de wet van 20 Maart 1945 werden genomen een tot de oorlogsperiode beperkte duur hadden. De wet van 7 September 1939/14 December 1944 werd gedurende de geldigheidsduur (24 Maart tot 24 September 1945) van de wet van 20 Maart 1945 geschorst; dit geschiedde ingevolge een kunstmatige overeenkomst, louter van politieke aard, doch desondanks werden gedurende dit tijdperk sommige besluitwetten niettemin genomen op de enige grondslag van de wet van 7 September 1939/14 December 1944, enz.

Dit alles lijkt een weinig chaotisch.

Bovendien, zou het wijselijk zijn te voorzien, aan de hand van de opgedane ondervinding, aan welke definitieve formule men zich eventueel in de toekomst zou houden.

*
**

Het wetsontwerp, zoals gewijzigd door de Commissie, werd door deze laatste eenparig aangenomen.

De Verslaggever,

Ch. DU BUS DE WARNAFFE.

De Voorzitter,

L. JORIS.

TEXTE PROPOSE PAR LA COMMISSION.

CHAPITRE PREMIER.

**Dispositions relevant de la compétence
du Ministère de la Justice.**

ARTICLE PREMIER.

Sont maintenus en vigueur pour une durée indéterminée, nonobstant la remise de l'armée sur pied de paix :

1° l'arrêté-loi du 25 mai 1945 précisant l'application de l'alinéa 4 de l'article 115 du Code Pénal en cas d'occupation ennemie;

2° l'arrêté-loi des 22 juin et 20 septembre 1945 relatif aux actes accomplis en vue de soutenir la résistance;

3° l'arrêté-loi du 19 septembre 1945 complétant par un article 67*bis* la loi du 15 juin 1899;

4° l'arrêté-loi du 19 septembre 1945 relatif à l'épuration civique;

5° l'arrêté-loi du 20 septembre 1945 interprétant l'article 123*ter* du Code Pénal et complétant ce Code par un article 123*decies*;

6° l'article 4 de l'arrêté-loi du 20 septembre 1945 sur l'organisation et le service des justices de paix;

7° l'arrêté-loi du 20 septembre 1945 accordant amnistie pour certaines infractions.

ART. 2.

Sont maintenus en vigueur, pour la durée d'application de l'arrêté-loi du 26 mai 1944 relatif à la compétence et à la procédure en matière de crimes et délits contre la sûreté de l'Etat, les dispositions qui le modifient et le complètent, à savoir : l'arrêté-loi du 18 septembre 1944, l'article premier de l'arrêté-loi du 9 janvier 1945, les alinéas 3 et 4 de l'article 2 et les articles 4 et 5 de l'arrêté-loi du 4 mai 1945, les articles 1 à 3 de l'arrêté-loi du 18 décembre 1945, l'arrêté-loi du 30 janvier 1946.

ART. 3.

Les dispositions, ci-après indiquées, sont modifiées comme suit :

§ 1^{er} — A l'article premier de l'arrêté-loi du 28 septembre 1939, sur la police des étrangers, sont supprimés les mots « pour la remise de l'armée sur pied de paix ».

TEKST DOOR DE COMMISSIE VOORGESTELD.

EERSTE HOOFDSTUK.

**Bepalingen die tot de bevoegdheid
van het Ministerie van Justitie behoren.**

EERSTE ARTIKEL.

Blijven voor een onbepaalde duur van kracht, niettegenstaande het leger op vredesvoet teruggebracht werd :

1° de besluitwet van 25 Mei 1945 waarbij de toepassing van de 4° alinea van artikel 115 van het Wetboek van Strafrecht in het geval van vijandelijke bezetting nader wordt bepaald;

2° de besluitwet van 22 Juni en 20 September 1945 betreffende de daden die werden gesteld om de weerstand te steunen;

3° de besluitwet van 19 September 1945 tot aanvulling van de wet van 15 Juni 1899 met een artikel 67*bis*;

4° de besluitwet van 19 September 1945 betreffende de epuratie in zake burgertrouw;

5° de besluitwet van 20 September 1945 waarbij artikel 123*ter* van het Wetboek van Strafrecht wordt geïnterpreteerd en dit Wetboek door toevoeging van een artikel 123*decies* wordt aangevuld;

6° artikel 4 van de besluitwet van 20 September 1945, betreffende de inrichting en de dienst der vrederechten;

7° de besluitwet van 20 September 1945 waarbij amnestie wordt verleend voor zekere misdrijven.

ART. 2.

Blijven van kracht zolang de besluitwet van 26 Mei 1944 betreffende de bevoegdheid en de rechtspleging in zake misdaden en wanbedrijven tegen de veiligheid van de Staat van toepassing blijft, de bepalingen die bedoelde besluitwet wijzigen en aanvullen, namelijk : de besluitwet van 18 September 1944, artikel één van de besluitwet van 9 Januari 1945, de alinea's 3 en 4 van artikel 2 en de artikelen 4 en 5 van de besluitwet van 4 Mei 1945, de artikelen 1 tot 3 van de besluitwet van 18 December 1945, de besluitwet van 30 Januari 1946.

ART. 3.

De navermelde bepalingen worden gewijzigd als volgt :

§ 1. — In artikel één van de besluitwet van 28 September 1939 op de vreemdelingenpolitie vallen de woorden « waarop het leger op vredesvoet wordt teruggebracht » weg.

§ 2. — A l'alinéa premier de l'article 3 de l'arrêté-loi du 30 janvier 1940 relatif à la signification de la mise en gage de certains connaissements à personne dénommée, les mots « trentième jour qui suivra celui fixé par l'arrêté royal pour la remise de l'armée sur pied de paix » sont remplacés par les mots « trentième jour qui suivra celui fixé par arrêté royal ».

§ 3. — A l'article 1^{er} de l'arrêté-loi du 9 mai 1940 créant temporairement la fonction de premier substitut de l'Auditeur Général, modifié par l'arrêté-loi du 10 novembre 1944, sont supprimés les mots « pour la remise de l'armée sur pied de paix ».

§ 4. — A l'article 1^{er} de l'arrêté-loi du 14 février 1944 créant la fonction de premier substitut de l'Auditeur militaire, sont supprimés les mots « pour la remise de l'armée sur pied de paix ».

§ 5. — A l'article premier de l'arrêté-loi du 29 mai 1944 relatif au statut militaire du juge aux conseils de guerre en campagne, sont supprimés les mots « Jusqu'à la date qui sera fixée par arrêté royal et au plus tard jusqu'à la remise de l'armée sur pied de paix ».

§ 6. — A l'article 2 de l'arrêté-loi du 29 mai 1944 relatif à la prestation de serment des magistrats, des greffiers et greffiers adjoints des juridictions militaires sont supprimés les mots « jusqu'à la remise de l'armée sur pied de paix »;

Cet article 2 ainsi modifié formera l'article 132bis de la loi du 15 juin 1899 comprenant le titre II du code de procédure pénale militaire.

ART. 4.

Le ressort des conseils de guerre permanents restera illimité jusqu'à une date qui sera fixée par arrêté royal.

ART. 5.

Si des crimes et délits qui ne sont justiciables de la juridiction militaire qu'en temps de guerre ont été jugés par le conseil de guerre avant l'entrée en vigueur de la présente loi, la cour militaire connaîtra de l'appel.

Les inculpés soumis à la juridiction militaire en temps de guerre seulement et qui sont détenus conformément au Code de procédure pénale militaire, seront mis en liberté, si, dans les quinze jours à partir de l'entrée en vigueur de la présente loi, un mandat d'arrêt n'a pas été décerné contre eux conformément à la loi du 20 avril 1874, relative à la détention préventive.

§ 2. — In alinea één van artikel 3 van de besluitwet van 30 Januari 1940 betreffende de betekening van de inpandgeving van sommige cognossementen aan een aangewezen persoon, worden de woorden « den dertigsten dag na den bij Koninklijk besluit voor het terugbrengen van het leger op vredesvoet nader te bepalen dag » vervangen door de woorden « de dertigste dag na de bij koninklijk besluit bepaalde dag ».

§ 3. — In artikel 1 van de besluitwet van 9 Mei 1940 waarbij tijdelijk de functie van eerste-substituut-auditeur-generaal wordt opgericht, welke besluitwet bij die van 10 November 1944 gewijzigd werd, vallen de woorden « waarop het leger op den voet van vrede zal worden teruggebracht » weg.

§ 4. — In artikel 1 van de besluitwet van 14 Februari 1944 waarbij de functie van eerste-substituut-krijgsauditeur wordt opgericht, vallen de woorden « waarop het leger op voet van vrede zal worden teruggebracht » weg.

§ 5. — In artikel één van de besluitwet van 29 Mei 1944 betreffende het militair statuut van de rechter in de krijgsraden te velde, vallen de woorden « tot den bij koninklijk besluit vast te stellen datum en uiterlijk tot het terugbrengen van het leger op voet van vrede » weg.

§ 6. — In artikel 2 van de besluitwet van 29 Mei 1944 betreffende de eedaflegging van de magistraten, de griffiers en de adjunct-griffiers der militaire rechtbanken, vallen de woorden « tot het leger op vredesvoet wordt teruggebracht » weg.

Dit aldus gewijzigd artikel 2 wordt artikel 132bis van de wet van 15 Juni 1899 inhoudende titel II van het Wetboek van militaire strafvordering.

ART. 4.

Het rechtsgebied van de bestendige krijgsraden blijft onbeperkt tot op een datum die bij koninklijk besluit zal bepaald worden.

ART. 5.

Indien misdaden en wanbedrijven, die enkel in oorlogstijd aan de militaire rechtsmacht onderworpen zijn, door de krijgsraad vóór de inwerkingtreding van deze wet gevonnisst werden, neemt het militair gerechtshof kennis van het beroep.

De alleen in oorlogstijd aan de militaire rechtsmacht onderworpen beklaagden, die overeenkomstig het Wetboek van militaire Strafvordering gedetineerd zijn, worden in vrijheid gesteld indien, binnen vijftien dagen na de inwerkingtreding van deze wet, geen bevel tot aanhouding tegen hen werd verleend overeenkomstig de wet van 20 April 1874 betreffende de voorlopige hechtenis.

ART. 6.

Par dérogation aux dispositions des articles 2 et 3 de l'arrêté-loi du 18 septembre 1944, relatifs aux conseils de guerre permanents, le Ministre de la Justice pourra, jusqu'à une date qui sera fixée par arrêté royal, déléguer des greffiers, greffiers adjoints et commis-greffiers dans les conditions visées par cet article 2 et l'Auditeur Général pourra, jusqu'à la même date, déléguer des auditeurs militaires ou substituts de l'Auditeur militaire en campagne ou permanents, dans les conditions visées par l'article 3 de l'arrêté-loi du 18 septembre 1944.

ART. 7.

Les magistrats et greffiers qui ont été nommés en campagne ou qui ont été délégués pour la durée du temps de guerre sont maintenus de droit en fonctions même après la remise de l'armée sur pied de paix, jusqu'à une date qui sera fixée par arrêté royal.

Les magistrats et greffiers ainsi délégués ou désignés continueront à porter le titre qui leur a été conféré.

Ils continueront, également, à bénéficier des traitements et indemnités afférents aux fonctions qu'ils remplissent. Nonobstant la remise de l'armée sur pied de paix et jusqu'à une date qui sera fixée par arrêté royal, il pourra être procédé, pour les besoins du service, à des nominations de magistrats militaires en campagne et à des délégations aux fonctions de substitut de l'Auditeur Général.

ART. 8.

L'article 102 de la loi du 15 juin 1899 comprenant le titre II du Code de procédure pénale militaire est complété par les dispositions suivantes :

- » Si, en dehors du temps de guerre, des fractions de l'armée occupent un territoire étranger, le Roi peut assigner à une ou plusieurs Chambres temporaires de la Cour militaire un autre siège que celui de Bruxelles.
- » Selon les besoins du service, il désigne, pour présider ces chambres temporaires, un ou plusieurs magistrats réunissant les conditions requises par l'article 103. »

ART. 9.

§ 1^{er}. — L'article 106 de la loi du 15 juin 1899 comprenant le titre II du Code de procédure pénale militaire est remplacé par la disposition suivante :

- » Article 106. — Avant le 20 de chaque mois, le Ministre de la Défense Nationale transmet au Président de la Cour des listes des officiers de grade supérieur à celui

ART. 6.

In afwijking van de bepalingen van de artikelen 2 en 3 der besluitwet van 18 September 1944 betreffende de bestendige krijgsraden, kan de Minister van Justitie, tot op een bij Koninklijk besluit te bepalen datum, griffiers, adjunct-griffiers en griffiersklerken afvaardigen binnen de bij dat artikel 2 bedoelde voorwaarden en de Auditeur-Generaal kan, tot op dezelfde datum, krijgsauditeurs of substituu-krijgsauditeurs te velde of bestendige krijgsauditeurs of substituu-krijgsauditeurs afvaardigen, binnen de voorwaarden bedoeld bij artikel 3 van de besluitwet van 18 September 1944.

ART. 7.

De magistraten en griffiers, die te velde werden benoemd of voor de duur van de oorlogstijd werden afgevaardigd, worden zelfs nadat het leger op vredesvoet is teruggebracht van rechtswege in hun ambt gehandhaafd, tot op een datum die bij Koninklijk besluit zal worden vastgesteld.

De aldus afgevaardigde of aangewezen magistraten en griffiers blijven de titel voeren die hun werd verleend.

Zij blijven eveneens de wedden en vergoedingen ontvangen, welke aan de door hen waargenomen functies verbonden zijn. Niettegenstaande het terugbrengen van het leger op vredesvoet en tot op een bij Koninklijk besluit te bepalen datum, kan er voor de noodwendigheden van de dienst tot benoemingen van militaire magistraten te velde en tot afvaardigingen tot de functies van substituu-auditeur-generaal worden overgegaan.

ART. 8.

Artikel 102 van de wet van 15 Juni 1899 inhoudende titel II van het Wetboek van militaire strafvordering wordt aangevuld door toevoeging van de volgende bepalingen :

- » Indien, buiten de tijd van oorlog, legergedeelten een vreemd grondgebied bezetten, kan de Koning aan een of verschillende tijdelijke kamers van het Militair gerechtshof een andere zetel dan die te Brussel aanwijzen.
- » Volgens de noodwendigheden van de dienst, wijst hij, om die tijdelijke kamers voor te zitten, een of meer magistraten aan die aan de bij artikel 103 vereiste voorwaarden voldoen. »

ART. 9.

§ 1. — Artikel 106 der wet van 15 Juni 1899 houdende titel II van het Wetboek van militaire strafvordering wordt door de volgende bepaling vervangen :

- » Artikel 106. — Voor de 20^e van elke maand doet de Minister van Landsverdediging aan de Voorzitter van het Hof lijsten worden van officieren van een hogere

» de capitaine-commandant de l'armée active ou de la
» réserve qui sont ou non en activité de service.

» Les listes indiquent, pour chaque officier, s'il connaît
» ou ne connaît pas la langue flamande. »

§ 2. — Les deux premiers alinéas de l'article 108 de la
même loi sont remplacés par la disposition suivante :

« Dans la dernière audience de chaque session, le pré-
» sident procède au tirage au sort des membres appelés
» à siéger le mois suivant ».

ART. 10.

Nonobstant la remise de l'armée sur pied de paix, jus-
qu'à une date qui sera fixée par arrêté royal et en vue
d'assurer le fonctionnement des juridictions militaires et
de l'administration de la sûreté de l'Etat, les réquisitions
effectuées par application de l'arrêté royal du 1^{er} février
1938, modifié par arrêté royal du 31 mars 1939, resteront
en vigueur.

ART. 11.

Les dispositions de l'article 1^{er} de la loi du 5 mars 1935
concernant les devoirs des fonctionnaires en temps de
guerre sont maintenues jusqu'au jour qui sera fixé par ar-
rêté royal, nonobstant la remise de l'armée sur pied de
paix.

Les magistrats et fonctionnaires ainsi délégués ou dési-
gnés bénéficieront des traitements et indemnités afférents
aux fonctions qu'ils remplissent.

ART. 12.

Le mandat des magistrats et fonctionnaires nommés à
temps, dont la durée a été prorogée jusqu'au jour fixé par
arrêté royal pour la remise de l'armée sur pied de paix,
par application des dispositions de la loi du 7 septembre
1939, est prorogé jusqu'à l'expiration du troisième mois qui
suivra la date fixée par arrêté royal pour la remise de l'ar-
mée sur pied de paix sans préjudice des dispositions de
l'arrêté-loi du 1^{er} février 1947 prorogeant les mandats des
magistrats consulaires.

Ces magistrats et fonctionnaires bénéficieront des traite-
ments et indemnités afférents aux fonctions qu'ils remplis-
sent.

ART. 13.

Les dispositions créant des places supplémentaires de
magistrats aux cours d'appel de Bruxelles, Gand et Liège
comprises dans les arrêtés-lois du 31 janvier 1945, du
10 décembre 1945 et du 8 juin 1945 sont maintenues en
vigueur, nonobstant la remise de l'armée sur pied de paix,
jusqu'au jour qui sera fixé par arrêté royal.

» graad dan die van kapitein-commandant van het actief
» leger of van de reserve, die al dan niet in actieve
» dienst zijn.

» De lijsten duiden voor ieder officier aan of hij, ja dan
» neen, Nederlands kent. »

§ 2. — De twee eerste alinea's van artikel 108 van be-
doelde wet worden door de volgende bepaling vervangen :

« Op de laatste terechtzitting van ieder zittijd gaat de
» voorzitter over tot de uitloting van de leden die geroe-
» pen zijn om de volgende maand zitting te houden. »

ART. 10.

Niettegenstaande het terugbrengen van het leger op
vredesvoet, en ten einde de werking van de militaire rechts-
colleges en van het Bestuur van de Veiligheid van de
Staat te verzekeren, blijven de opeisingen, gedaan bij toe-
passing van het Koninklijk besluit van 1 Februari 1938,
gewijzigd bij het Koninklijk besluit van 31 Maart 1939,
van kracht tot op de datum die bij Koninklijk besluit zal
worden bepaald.

ART. 11.

De bepalingen van artikel 1 der wet van 5 Maart 1935
betreffende de plichten der ambtenaren in oorlogstijd wor-
den, niettegenstaande het terugbrengen van het leger op
vredesvoet, gehandhaafd tot op de dag die bij Konink-
lijk besluit zal worden bepaald.

De aldus afgevaardigde of aangewezen magistraten en
ambtenaren ontvangen de wedden en vergoedingen die
aan de door hen waargenomen functies zijn verbonden.

ART. 12.

Het mandaat van de magistraten en ambtenaren tijdelijk
benoemd waarvan de duur werd verlengd tot op de dag bij
Koninklijk besluit bepaald voor het terugbrengen van het
leger op vredesvoet bij toepassing van de bepalingen der
wet van 7 September 1939, wordt verlengd tot het verstrij-
ken van de derde maand die volgt op de datum bij konink-
lijk besluit bepaald voor het terugbrengen van het leger op
vredesvoet onverminderd de bepalingen van de besluitwet
van 1 Februari 1947 tot verlenging van de mandaten van
de consulaire magistraten.

Die magistraten en ambtenaren genieten de wedden en
vergoedingen verbonden aan de ambten die ze waarnemen.

ART. 13.

De bepalingen waarbij nieuwe plaatsen van magistrat
bij de Hoven van beroep te Brussel, Gent en Luik, be-
grepen in de besluitwetten van 31 Januari 1945, 10 Decem-
ber 1945 en 8 Juni 1945, worden opgericht, blijven, niet-
tegenstaande het terugbrengen van het leger op vredesvoet,
gehandhaafd tot op de datum die bij koninklijk besluit zal
worden vastgesteld.

ART. 14.

Les dispositions de la loi du 7 septembre 1939, relative à la suppléance des notaires en temps de guerre sont maintenues nonobstant la remise de l'armée sur pied de paix, jusqu'au jour qui sera fixé par arrêté royal.

ART. 15.

Les dispositions ci-après indiquées sont maintenues en vigueur nonobstant la remise de l'armée sur pied de paix et pour une durée égale à celle de l'administration de la Sûreté de l'Etat :

1° l'arrêté-loi du 9 mars 1940 attribuant la qualité d'officier de police judiciaire auxiliaire de l'Auditeur général à l'administrateur de la sûreté de l'Etat, à l'inspecteur général à la sûreté de l'Etat, et aux commissaires et inspecteurs principaux de la sûreté de l'Etat, et la qualité d'agents de police judiciaire auxiliaires de l'Auditeur général aux inspecteurs et agents de la sûreté de l'Etat;

2° l'arrêté-loi du 18 avril 1940 prévoyant le transfert de certains fonctionnaires et agents de police communale à l'administration de la sûreté de l'Etat;

3° l'arrêté-loi du 13 juillet 1944 attribuant la qualité d'officier de police judiciaire auxiliaire de l'Auditeur Général aux officiers de la sûreté de l'Etat.

ART. 16 (nouveau).

Les modifications suivantes sont apportées aux dispositions des articles 3 et suivants de l'arrêté-loi du 20 juin 1945.

1° Après le 1^{er} alinéa de l'article 3 de l'arrêté-loi du 20 juin 1945, il est ajouté un alinéa 2, libellé comme suit :

« Le déchu qui justifie avoir été retenu contre son gré à l'étranger peut introduire un recours dans les formes et conditions prévues au 1^{er} alinéa, dans le délai de 3 mois suivant son retour en Belgique. »

2° L'article 4 de l'arrêté-loi du 20 juin 1945 est remplacé par les dispositions suivantes :

1. La déchéance de nationalité étend ses effets à la femme du déchu, ainsi qu'aux enfants mineurs placés légalement sous sa garde, à l'exception des enfants mineurs émancipés par le mariage.

2. La femme belge par filiation, peut recouvrer cette qualité par une déclaration d'option souscrite devant le Procureur du Roi près le Tribunal de Première Instance de

ART. 14.

De bepalingen van de wet van 7 September 1939 betreffende de plaatsvervangende van notarissen in oorlogstijd blijven, niettegenstaande het terugbrengen van het leger op vredesvoet, gehandhaafd tot op de datum die bij koninklijk besluit zal worden vastgesteld.

ART. 15.

De navermelde bepalingen blijven, niettegenstaande het terugbrengen van het leger op vredesvoet, van kracht en zulks voor een duur gelijk aan die van het Bestuur van de Veiligheid van de Staat :

1° de besluitwet van 9 Maart 1940 waarbij de hoedanigheid van officier van gerechtelijke politie, helper van de Auditeur-generaal, wordt toegekend aan de administrateur van de veiligheid van de Staat, aan de inspecteur-generaal bij de veiligheid van de Staat en aan de commissarissen en eerstaanwezende inspecteurs van de veiligheid van de Staat, en de hoedanigheid van agent van gerechtelijke politie, helper van de auditeur-generaal, aan de inspecteurs en agenten van de veiligheid van de Staat;

2° de besluitwet van 18 April 1940 waarbij de overplaatsing naar het bestuur van de veiligheid van de Staat van sommige ambtenaren en agenten van gemeentelijke politie voorzien wordt;

3° de besluitwet van 13 Juli 1944 waarbij de hoedanigheid van officier van gerechtelijke politie, helper van de Auditeur-generaal, wordt toegekend aan de officieren van de veiligheid van de Staat.

ART. 16 (nieuw).

De volgende wijzigingen worden gebracht aan de beschikkingen van artikel 3 en volgende van de besluitwet van 20 Juni 1945 :

1° Na de eerste alinea van artikel 3 van de besluitwet van 20 Juni 1945 wordt een tweede alinea toegevoegd, die luidt als volgt :

« De vervallenverklarde die te zijner rechtvaardiging aanvoert, dat hij tegen zijn wil in het buitenland werd weerhouden kan, binnen de termijn van drie maanden volgend op zijn terugkeer in België, beroep instellen in de vormen en onder de voorwaarden voorzien in de eerste alinea. »

2° Artikel 4 der besluitwet van 20 Juni 1945 wordt door de volgende bepalingen vervangen :

1. Het verval van de nationaliteit breidt zijn uitwerking uit tot de vrouw van de vervallenverklarde, alsmede tot de wettelijk onder zijn bewaking gestelde minderjarige kinderen, met uitzondering van de door huwelijk ontvoegde minderjarige kinderen.

2. De vrouw, Belg door afstamming, kan die hoedanigheid herkrijgen door een verklaring van nationaliteitskeuze die vóór de Procureur des Konings bij de rechtbank van

Verviers, dans les formes prévues à l'article 10 des lois sur l'acquisition, la perte et le recouvrement de la nationalité, coordonnées par l'arrêté royal du 14 décembre 1932. Cette déclaration est soumise à l'agrément de l'autorité judiciaire,

3. La femme qui a acquis la nationalité belge autrement que par filiation, est admise au bénéfice du paragraphe 2, à la condition d'établir qu'elle a donné des gages d'attachement à la nation belge.

4. Les déclarations d'option prévues aux paragraphes qui précèdent, peuvent être souscrites dès la publication de l'arrêté constatant la déchéance de nationalité du mari jusqu'à l'expiration du troisième mois suivant la date à laquelle la déchéance du mari est devenue définitive.

5. Dans les six mois qui suivent leur majorité, les enfants du déchu peuvent recouvrer cette qualité par une déclaration d'option souscrite devant le Procureur du Roi près le Tribunal de Première Instance de Verviers, dans les formes prévues à l'article 10 des lois sur l'acquisition, la perte et le recouvrement de la nationalité, coordonnées par l'arrêté royal du 14 décembre 1932. Cette déclaration est soumise à l'agrément de l'autorité judiciaire.

3° L'article 5 de l'arrêté-loi du 20 juin 1945 est remplacé par la disposition suivante :

« Lorsque la déchéance de nationalité est définitive, mention de la déchéance est faite en marge de l'acte de naissance et, éventuellement, de l'acte d'option ou de naturalisation de l'intéressé ».

4° Les dispositions transitoires suivantes sont ajoutées à l'arrêté-loi du 20 juin 1945.

1) La personne déchue de la nationalité belge conformément aux dispositions de l'arrêté-loi du 20 juin 1945, qui n'a pas introduit de recours dans les délais fixés avant la mise en vigueur de la présente loi ou qui a omis de consigner au Greffe du tribunal une provision destinée à couvrir les frais de publicité et de procédure est admise dans les trois mois suivant l'entrée en vigueur de la présente loi, à introduire un recours contre la mesure qui la frappe ou à consigner cette provision.

2) Endéans les trois mois suivant l'entrée en vigueur de la présente loi, la femme du déchu, qui a omis de souscrire la déclaration d'option prévue au paragraphe 2 de l'article ci-dessus, ou qui a souscrit une déclaration nulle ou insuffisante, ainsi que celle à laquelle s'applique le paragraphe 3 de l'article 4 ci-dessus, sont admises à faire option pour la nationalité belge. Leur déclaration sera reçue et instruite conformément aux règles de fond et de forme prévues dans les dispositions ci-dessus.

eerste aanleg te Verviers moet ondertekend worden in de vormen voorzien bij artikel 10 van de bij Koninklijk besluit van 14 December 1932 samengeordende wetten op de verwerving, het verlies en de herkrijging van de nationaliteit. Die verklaring wordt ter inwilliging aan de rechterlijke overheid voorgelegd.

3. De vrouw die de Belgische nationaliteit op een andere wijze dan door afstamming heeft verworven, wordt tot genot van paragraaf 2 toegelaten onder voorwaarde dat wordt vastgesteld, dat zij blijken van gehechtheid aan de Belgische natie heeft gegeven.

4. De in de voorgaande paragrafen voorziene verklaringen van keuze kunnen worden ondertekend van af de bekendmaking van het besluit houdende vervallenverklaring van de nationaliteit van de man tot het verstrijken van de derde maand volgend op de datum waarop het verval van de man definitief is geworden.

5. Binnen zes maanden na het bereiken van hun meerderjarigheid, kunnen de kinderen van de vervallenverklaarde de staat van Belg herkrijgen door een verklaring van nationaliteitskeuze die vóór de Procureur des Konings bij de rechtbank van eerste aanleg te Verviers ondertekend wordt in de vormen voorzien bij artikel 10 van de bij Koninklijk besluit van 14 December 1932 samengeordende wetten op de verwerving, het verlies en de herkrijging van de nationaliteit. Die verklaring wordt aan de rechterlijke overheid ter inwilliging voorgelegd.

3° Artikel 5 der besluitwet van 20 Juni 1945 wordt door de volgende bepaling vervangen :

« Wanneer het verval van nationaliteit definitief is, wordt er melding van gemaakt op de kant van de akte van geboorte en, in voorkomend geval, van de akte van keuze of naturalisatie van belanghebbende. »

4° De volgende overgangsbepalingen worden aan de besluitwet van 20 Juni 1945 toegevoegd :

1) De overeenkomstig de beschikkingen der besluitwet van 20 Juni 1945 van de Belgische nationaliteit vervallenverklaarde persoon die geen beroep heeft ingesteld binnen de vóór de inwerkingtreding van deze wet gestelde termijnen of die heeft verwaarloosd ter Griffie van de rechtbank een provisie in consignatie te geven welke moet dienen om de kosten van bekendmaking en van rechtspleging te dekken, kan binnen drie maanden die volgen op de inwerkingtreding van deze wet, tegen de maatregel die hem heeft getroffen, beroep instellen of die provisie in consignatie geven.

2) Binnen drie maanden na de inwerkingtreding van deze wet, kunnen de vrouw van de vervallenverklaarde die heeft nagelaten de in 2° paragraaf van het vorig artikel voorziene verklaring van keuze te ondertekenen of die een nietige of ontoereikende verklaring heeft ondertekend, alsook die waarop paragraaf 3 van het vorig artikel 4 van toepassing is, keuze doen van de Belgische nationaliteit. Hun verklaring wordt overeenkomstig de in de vooraangaande bepalingen voorziene regelen, wat de grond en de vorm betreft, ontvangen en onderzocht.

3) Sont considérées comme valablement introduites les options souscrites par des femmes ayant possédé la qualité de Belge autrement que par filiation, options dont il a été dressé acte, à titre conservatoire, par le Parquet du Tribunal de Première Instance de Verviers avant l'entrée en vigueur de la présente loi.

4) L'enfant qui a perdu la qualité de Belge du fait de la déchéance encourue par son auteur et qui a dépassé l'âge prévu par l'article 4, 2°, § 5, dispose, pour faire option en faveur de la nationalité belge, d'un nouveau délai de 3 mois, prenant cours au jour de l'entrée en vigueur de la présente loi. La déclaration est reçue et instruite conformément aux règles de fond et de forme fixées par le dit article.

5) Sont validées les consignations tardives de provisions destinées à couvrir les frais de publicité et de procédure faites avant l'entrée en vigueur de la présente loi.

CHAPITRE II.

Dispositions relevant de la compétence du Ministère des Communications.

ART. 17 (16).

Est maintenu en vigueur pour une durée indéterminée, nonobstant la remise de l'armée sur pied de paix :

L'arrêté-loi du 14 septembre 1945, relatif au statut de l'Institut National Belge de Radiodiffusion.

CHAPITRE III.

Dispositions relevant de la compétence du Ministère de la Défense Nationale.

ART. 18 (17).

Sont maintenus en vigueur, nonobstant la remise de l'armée sur pied de paix :

Pour une durée indéterminée :

1° l'arrêté-loi du 19 septembre 1945 établissant le statut de la résistance armée;

2° l'arrêté-loi du 19 septembre 1945 relatif aux obligations contractées par des groupements de résistance;

Pendant six ans à dater de la promulgation de la présente loi :

3) De verklaringen van keuze ondertekend door vrouwen die de Belgische nationaliteit op een andere wijze dan door afstamming hebben bezeten, keuze waarvan, ten conservatoire titel, akte werd opgemaakt door het Parket van de Rechtbank van eerste aanleg te Verviers vóór de inwerkingtreding van deze wet, worden als geldig ingediend aangezien.

4) Het kind dat de hoedanigheid van Belg heeft verloren wegens de vervallenverklaring opgelopen door zijn rechtsvoorganger en dat de leeftijd heeft overschreden bepaald bij artikel 4, 2°, § 5, beschikt om keuze van de Belgische nationaliteit te doen, over een nieuwe termijn van 3 maanden, welke ingaat de dag van inwerkingtreding van deze wet. De verklaring wordt ontvangen en onderzocht overeenkomstig de regelen, wat de grond en de vorm betreft, bij dit artikel bepaald.

5) Het laattijdig in consignatie geven van provisies die moeten dienen om de kosten van bekendmaking en van rechtspleging te dekken, wordt geldig gemaakt wanneer dit vóór de inwerkingtreding van deze wet is geschied.

HOOFDSTUK II.

Bepalingen die tot de bevoegdheid van het Ministerie van Verkeerswezen behoren.

ART. 17 (16).

Blijft voor een onbepaalde duur van kracht, niettegenstaande het leger op vredesvoet teruggebracht werd :

De besluitwet van 14 September 1945 betreffende het Statuut van het Belgisch Nationaal Instituut voor Radio-Omroep.

HOOFDSTUK III.

Bepalingen die tot de bevoegdheid van het Ministerie van Landsverdediging behoren.

ART. 18 (17).

Blijven van kracht, niettegenstaande het leger op vredesvoet teruggebracht werd :

Voor een onbepaalde duur :

1° de besluitwet van 19 September 1945, tot vaststelling van het statuut van de gewapende weerstand;

2° de besluitwet van 19 September 1945, betreffende de door de weerstandsgroeperingen aangegane verplichtingen;

Gedurende zes jaar, met ingang van de afkondiging van deze wet :

3° l'arrêté-loi du 10 décembre 1942 relatif au cadre des officiers commissionnés, en tant qu'il peut être appliqué aux miliciens porteurs d'un des diplômes de docteur en médecine, chirurgie et accouchements, de pharmacien ou de licencié en science dentaire;

4° la disposition de l'article 21 de la loi du 15 septembre 1924, en tant seulement qu'elle suspend l'application de l'article 13 de la même loi, en ce qui concerne les officiers, médecins ou pharmaciens (ou élèves), sous-lieutenants ou lieutenants à promouvoir au grade immédiatement supérieur;

Jusqu'à une date à fixer par arrêté royal, les dispositions ci-après dont l'application sera subordonnée à l'acceptation par les intéressés :

5° l'article 4, alinéa 1^{er}, de la loi du 18 avril 1905 déterminant l'état et la position des officiers de réserve;

6° l'arrêté-loi du 13 juin 1940 relatif à l'octroi de commissions et d'assimilations militaires, en tant qu'il peut s'appliquer à des personnes chargées de missions dans les territoires occupés par les armées alliées;

7° l'article 1^{er} du Chapitre II de la loi du 6 juillet 1935 instituant l'octroi de grades par voie de commissionnement dans les cadres de réserve de l'armée;

8° l'arrêté-loi du 10 décembre 1942 relatif au cadre des officiers commissionnés;

Jusqu'au 1^{er} juillet 1948 :

9° l'arrêté-loi du 10 décembre 1942 concernant la démission d'office des officiers de l'armée;

Pendant deux ans à dater de la remise de l'armée sur pied de paix :

10° les effets des réquisitions militaires opérées en vertu de la loi du 12 mai 1927, lorsqu'elles ont pour objet l'usage d'immeubles bâtis ou non bâtis sur lesquels sont établis un champ d'aviation ou ses dépendances.

CHAPITRE IV.

Dispositions relevant de la compétence du Ministère des Finances.

ART. 19 (18).

Sont maintenus en vigueur pour une durée indéterminée nonobstant la remise de l'armée sur pied de paix :

1° l'arrêté-loi du 5 avril 1945 modifiant l'arrêté-loi du 6 octobre 1944 relatif au recensement des titres belges et étrangers et l'arrêté-loi du 31 janvier 1945 relatif au recensement de certains avoirs mobiliers;

2° de de besluitwet van 10 December 1942, betreffende het kader der aangestelde officieren, voor zover ze toepasselijk is op de miliciens, houders van een der diploma's van doctor in de genees-, heel- en vroedkunde, van apotheker of van licentiaat in de tandheelkunde;

4° artikel 21 der wet van 15 September 1924, voor zover het de toepassing van artikel 13 der zelfde wet opschoort wat betreft de officieren-dokters of -apothekers (of leerlingen), onderluitnants of luitnants die tot de naasthogere graad dienen bevorderd;

Tot op een bij Koninklijk besluit te bepalen datum, de onderstaande bepalingen, waarvan de toepassing zal afhankelijk zijn van de aanvaarding vanwege de belanghebbenden :

5° artikel 4, 1^o alinea, der wet van 18 April 1905 op de staat en de stand der reserveofficieren;

6° de besluitwet van 13 Juni 1940, betreffende het verlenen van militaire aanstellingen en gelijkstellingen, voor zover zij kan toegepast worden op personen die belast zijn met opdrachten in de door de geallieerde legers bezette gebieden;

7° artikel 1 van Hoofdstuk II der wet van 6 Juli 1935, waarbij de toekenning van graden bij aanstelling in de reservekaders van het leger wordt ingevoerd;

8° de besluitwet van 10 December 1942, betreffende het kader der aangestelde officieren;

Tot 1 Juli 1948 :

9° de besluitwet van 10 December 1942, betreffende het ontslaan van ambtswege van de officieren van het leger;

Gedurende twee jaar, te rekenen vanaf de datum waarop het leger op vredesvoet teruggebracht wordt :

10° de uitwerkselen van de krachtens de wet van 12 Mei 1927 gedane militaire opeisingen, wanneer zij het gebruik van gebouwde of niet gebouwde onroerende goederen beogen, waarop een luchtvaartterrein of zijn aanhorigheden aangelegd zijn.

HOOFDSTUK IV.

Bepalingen die tot de bevoegdheid van het Ministerie van Financiën behoren.

ART. 19 (18).

Blijven voor een onbepaalde duur van kracht niettegenstaande het leger op vredesvoet teruggebracht werd :

1° de besluitwet van 5 April 1945 tot wijziging van de besluitwet van 6 October 1944 betreffende de telling van de Belgische en vreemde effecten en de besluitwet van 31 Januari 1945, betreffende de telling van sommige roerende activa;

2° l'arrêté-loi du 18 avril 1945 modifiant l'arrêté-loi du 6 octobre 1944 relatif aux contrats d'assurance sur la vie et de capitalisation et l'arrêté-loi du 31 janvier 1945 relatif au recensement de certains avoirs mobiliers;

3° l'arrêté-loi du 18 mai 1945 modifiant l'arrêté-loi du 6 octobre 1944 relatif aux titres belges et étrangers;

4° l'arrêté-loi du 22 juin 1945 relatif à la déclaration de paiements faits, sous l'occupation, par ou au compte des autorités, organismes, entreprises et ressortissants soit allemands, soit établis dans un pays occupé par l'Allemagne;

5° l'arrêté-loi du 19 septembre 1945 relatif à la reprise par l'Etat des billets de 5, 10 et 50 francs, émis à Londres pendant la guerre, par la Banque nationale de Belgique, modifié par l'arrêté-loi du 30 décembre 1946;

6° l'arrêté-loi du 18 mai 1945 portant création d'un Fonds des rentes;

7° l'arrêté-loi du 18 mai 1945 relatif à la dépossession involontaire des titres, au porteur, survenue depuis le 10 mai 1940, par suite d'un événement causé ou rendu possible par des faits ou actes de guerre.

8° l'arrêté-loi du 18 septembre 1945 relatif à l'intervention de l'Etat dans les crédits spéciaux à la restauration des dommages de guerre, consentis par l'Office Central de Crédit Hypothécaire et par la Société Nationale de Crédit à l'Industrie;

9° l'arrêté-loi du 24 août 1945 modifiant l'arrêté-loi du 19 janvier 1945 portant création d'un Office d'Aide Mutuelle;

10° l'arrêté-loi du 20 septembre 1945 relatif à la restitution des sommes et valeurs indûment attribuées à certaines personnes par l'autorité occupante;

11° l'arrêté-loi du 7 juillet 1945 autorisant l'Office des Séquestres à imputer certaines dépenses sur la masse générale des séquestres;

12° l'arrêté-loi du 1^{er} août 1945 interprétatif de l'arrêté-loi du 23 août 1944 relatif au séquestre des biens, droits et intérêts ennemis.

CHAPITRE V.

Dispositions relevant de la compétence du Ministère de l'Instruction Publique.

ART. 20 (19).

L'arrêté-loi du 19 septembre 1945 relatif à l'organisation d'écoles complémentaires dans les cantons ou parties de cantons rattachés à l'Allemagne pendant l'occupation est maintenu en vigueur jusqu'au 31 août 1948.

2° de besluitwet van 18 April 1945 tot wijziging van de besluitwet van 6 October 1944 betreffende de levensverzekerings- en kapitalisatiecontracten en de besluitwet van 31 Januari 1945 betreffende de telling van sommige roerende activa;

3° de besluitwet van 18 Mei 1945 tot wijziging van de besluitwet van 6 October 1944 betreffende de Belgische en vreemde effecten;

4° de besluitwet van 22 Juni 1945 betreffende de aangifte van betalingen verricht onder de bezetting, door of voor rekening van hetzij Duitse, hetzij in een door Duitsland bezet land gevestigde autoriteiten, lichamen, ondernemingen en staatsonderhorigen;

5° de besluitwet van 19 September 1945, betreffende de overneming door de Staat van de onder de oorlog te Londen door de Nationale Bank van België uitgegeven biljetten van 5, 10 en 50 frank, gewijzigd bij de besluitwet van 30 December 1946;

6° de besluitwet van 18 Mei 1945 tot oprichting van een Rentenfonds;

7° de besluitwet van 18 Mei 1945 betreffende de ongewilde buitenbezitstelling van de toondereffecten, ingetreden sedert 10 Mei 1940 ten gevolge van een door oorlogsfeiten of -handelingen veroorzaakte of mogelijk gemaakte gebeurtenis.

8° de besluitwet van 18 September 1945 betreffende de tussenkomst van de Staat in de bijzondere kredieten voor het herstel van oorlogsschade, verleend door het Centraal Bureau voor Hypothecair Krediet en door de Nationale Maatschappij voor Krediet aan de Nijverheid;

9° de besluitwet van 24 Augustus 1945 tot wijziging van de besluitwet van 19 Januari 1945 houdende oprichting van een Dienst voor Onderlinge Hulpverlening;

10° de besluitwet van 20 September 1945 betreffende de teruggave van de aan sommige personen door de bezettende overheid ten onrechte toegekende sommen en waarden;

11° de besluitwet van 7 Juli 1945 waarbij de Dienst van het Sequester gemachtigd wordt zekere uitgaven op de algemene massa der sequesters aan te rekenen;

12° de besluitwet van 1 Augustus 1945 tot uitlegging van de besluitwet van 23 Augustus 1944 betreffende de sequestratie van vijandelijke goederen, rechten en belangen.

HOOFDSTUK V.

Bepalingen die tot de bevoegdheid van het Ministerie van Openbaar Onderwijs behoren.

ART. 20 (19).

De besluitwet van 19 September 1945 betreffende de inrichting van scholen voor voortgezet onderwijs in de tijdens de bezetting bij Duitsland ingelijfde kantons of kantonsgedeelten, behoudt werkende kracht tot 31 Augustus 1948.

CHAPITRE VI.

**Dispositions relevant de la compétence
du Ministère de l'Intérieur.**

ART. 21 (23).

Sont maintenus en vigueur pour une durée indéterminée, nonobstant la remise de l'armée sur pied de paix :

les articles 1 et 3 de l'arrêté-loi du 5 septembre relatif à la régularisation de certains actes accomplis durant l'occupation ennemie et au recouvrement des impositions communales pour l'exercice 1944.

ART. 22 (24).

Les miliciens mineurs du fonds de la mine (ingénieurs, contremaîtres et ouvriers) et les ingénieurs du Corps des Minés obtiendront des sursis à leur demande; ils seront dispensés du service en temps de paix et traités sous tous autres rapports comme les miliciens de la classe à laquelle leur âge les rattache s'ils n'ont pas cessé d'exercer cette profession au moment de l'examen de leur situation dans le courant de l'année où ils atteignent l'âge de 26 ans.

Les Ministres de l'Intérieur et de la Défense Nationale déterminent les formalités à remplir par les intéressés pour obtenir le bénéfice de cette mesure.

CHAPITRE VII.

**Dispositions relevant de la compétence
du Ministère du Ravitaillement.**

ART. 23 (25).

Sont maintenus en vigueur, pour une durée indéterminée, nonobstant la remise de l'armée sur pied de paix :

1° L'arrêté-loi du 5 mai 1945 complétant et modifiant l'arrêté-loi du 31 janvier 1945 donnant au Ministre des Affaires Economiques, seul ou conjointement avec le et les Ministres intéressés, le pouvoir de procéder à certaines investigations;

2° L'arrêté-loi du 7 mai 1945 donnant au Ministre du Ravitaillement le pouvoir de procéder à certaines investigations.

HOOFDSTUK VI.

**Bepalingen die tot de bevoegdheid
van het Ministerie van Binnenlandse Zaken behoren.**

ART. 21 (23).

Blijven, voor een onbepaalde duur van kracht, niet-tegenstaande het leger op vredesvoet teruggebracht werd :

de artikelen 1 en 3 van de besluitwet van 5 September 1945 betreffende de regularisatie van sommige onder de vijandelijke bezetting verrichte handelingen en omtrent de invordering der gemeentebelastingen voor het dienstjaar 1944.

ART. 22 (24).

De militieplichtige ondergrondse mijnwerkers (ingenieurs, meesterknechten en werklieden) en de Rijksmijn-ingenieurs kunnen op hun verzoek uitstel bekomen; indien zij dat beroep nog steeds uitoefenen bij het onderzoek van hun toestand in de loop van het jaar waarin zij de leeftijd van 26 jaar bereiken, worden zij van actieve dienst in vredetijd ontslagen en in alle andere opzichten behandeld als de miliciens van de klasse waartoe zij wegens hun leeftijd behoren.

De Ministers van Binnenlandse Zaken en van Landsverdediging bepalen de formaliteiten welke de belanghebbenden moeten vervullen om met die maatregel begunstigd te worden.

HOOFDSTUK VII.

**Bepalingen die tot de bevoegdheid
van het Ministerie van Ravitaillering behoren.**

ART. 23 (25).

Blijven voor een onbepaalde duur van kracht, niet-tegenstaande het leger op vredesvoet teruggebracht werd :

1° De besluitwet van 5 Mei 1945 tot aanvulling en wijziging van de besluitwet van 31 Januari 1945 waarbij aan de Minister van Economische Zaken alleen of samen met de bevoegde Minister(s) de bevoegdheid wordt verleend tot zekere onderzoekingen over te gaan;

2° De besluitwet van 7 Mei 1945 waarbij aan de Minister van Ravitaillering de bevoegdheid wordt verleend tot zekere onderzoekingen over te gaan.

CHAPITRE VIII.

Dispositions relevant de la compétence
du Ministère de la Reconstruction.

ART. 24 (26).

Sont maintenus en vigueur pour une durée indéterminée, nonobstant la remise de l'armée sur pied de paix :

1° l'arrêté-loi du 25 avril 1945 accordant aux prisonniers politiques rapatriés une allocation d'aide immédiate; à l'article premier dudit arrêté sont ajoutés les mots : « ... les personnes de nationalité belge, *sans ayants-droit*... »;

2° l'arrêté-loi du 19 septembre 1945 accordant à certains prisonniers politiques libérés avant le 15 septembre 1944 une triple allocation de 2.500 francs;

3° l'arrêté-loi du 19 septembre 1945 accordant à certains prisonniers politiques rapatriés une nouvelle allocation mensuelle; à l'article premier dudit arrêté, sont ajoutés les mots : « ... l'arrêté-loi du 25 avril 1945, *modifié par la loi du* (date de la loi faisant l'objet du présent projet) »;

4° l'arrêté-loi du 27 avril 1947 transférant au Ministère des Victimes de la Guerre le Commissariat Belge au rapatriement;

5° l'arrêté-loi du 19 septembre 1945 permettant l'octroi d'avances sur pensions à certaines victimes accidentelles de la guerre;

6° l'arrêté-loi du 19 mai 1945 relatif à la réparation de dommages résultant des accidents du travail dans les causes desquels est intervenu un fait de guerre;

7° l'arrêté-loi du 27 avril 1945 transférant au Ministère des Victimes de la Guerre le Haut Commissariat à la Défense de la population civile;

8° l'arrêté-loi du 31 août 1945 complétant la loi du 5 mars 1935 concernant les citoyens appelés par engagements volontaires ou par réquisitions pour le fonctionnement des services publics en temps de guerre.

CHAPITRE IX.

Dispositions relevant de la compétence
du Ministère du Rééquipement national.

ART. 25 (27).

Dans l'arrêté royal n° 81, du 28 novembre 1939, portant organisation de l'aide aux industries nouvelles, les mots « *Ministre des Affaires Economiques* », « *Ministre des Affaires Economiques et des Classes Moyennes* », et

HOOFDSTUK VIII.

Bepalingen die tot de bevoegdheid
van het Ministerie van Wederopbouw behoren.

ART. 24 (26).

Blijven voor een onbepaalde duur van kracht, niettegenstaande het leger op vredesvoet teruggebracht werd :

1° de besluitwet van 25 April 1945 betreffende het verlenen van een onmiddellijke hulp aan de gerepatrieerde politieke gevangenen; aan het eerste artikel van genoemd besluit worden de woorden toegevoegd : « ... de personen van Belgische nationaliteit, *zonder rechthebbenden*... »;

2° de besluitwet van 19 September 1945 betreffende het verlenen van een drievoudige toelage van 2.500 frank aan zekere politieke gevangenen die in vrijheid gesteld werden vóór 15 September 1944;

3° de besluitwet van 19 September 1945 betreffende het verlenen van een nieuwe maandelijks toelage aan zekere gerepatrieerde politieke gevangenen; aan het eerste artikel van genoemd besluit worden de woorden toegevoegd : « ... de besluitwet van 25 April 1945, *gewijzigd door de wet* (datum van de wet die het voorwerp van dit ontwerp uitmaakt) »;

4° de besluitwet van 27 April 1947 waarbij het Belgisch Commissariaat voor Repatriëring naar het Ministerie voor Oorlogsgetroffenen wordt overgebracht;

5° de besluitwet van 19 September 1945 betreffende het verlenen van voorschot op pensioen aan zekere toevallige oorlogsgetroffenen;

6° de besluitwet van 19 Mei 1945 betreffende de vergoeding der schade voortspruitende uit arbeidsongevallen in welke oorzaak een oorlogshandeling voorkomt;

7° de besluitwet van 27 April 1945 waarbij het Hoog Commissariaat voor Bescherming der Burgerbevolking naar het Ministerie voor Oorlogsgetroffenen wordt overgebracht;

8° de besluitwet van 31 Augustus 1945 tot aanvulling van de wet van 5 Maart 1935 betreffende de Staatsburgers die bij vrijwillige dienstneming of bij opeising in oorlogstijd de werking der openbare diensten moeten verzekeren.

HOOFDSTUK IX.

Bepalingen die tot de bevoegdheid
van het Ministerie van 's Lands Wederuitrusting behoren.

ART. 25 (27).

In het Koninklijk besluit n° 81, van 28 November 1939, houdende inrichting van de hulp aan nieuwe nijverheden, worden de woorden « *Minister van Economische Zaken* », « *Minister van Economische Zaken en Middenstand* » en

« Ministre qui a les Affaires Economiques dans ses attributions » sont remplacés par les mots : « Ministre qui a le rééquipement national dans ses attributions ».

CHAPITRE X.

**Dispositions relevant de la compétence
du Ministère de la Santé Publique et de la Famille.**

ART. 26 (28).

Est maintenu en vigueur, pour une durée indéterminée, nonobstant la remise de l'armée sur pied de paix, l'arrêté-loi du 14 avril 1945 relatif à l'octroi de prêts à faible intérêt aux ouvriers mineurs, en vue de l'achat ou de la construction d'une habitation, tel qu'il a été modifié par l'arrêté-loi du 12 décembre 1945.

CHAPITRE XI.

**Dispositions relevant de la compétence
du Ministère du Travail et de la Prévoyance Sociale.**

ART. 27 (30).

Sont maintenus en vigueur, pour une durée indéterminée, nonobstant la remise de l'armée sur pied de paix :

1° l'arrêté-loi du 18 septembre 1945 modifiant la loi du 7 août 1922 sur le contrat d'emploi, la loi du 9 juillet 1926 organique des conseils de prud'hommes, la loi du 18 août 1887 sur la cessibilité et l'insaisissabilité des salaires, ainsi que la loi du 16 décembre 1851 sur les privilèges et hypothèques;

2° l'arrêté-loi du 3 août 1945 modifiant l'arrêté-loi du 28 décembre 1944 concernant la sécurité sociale des travailleurs;

3° l'arrêté-loi du 9 juin 1945 fixant le statut des commissions paritaires;

4° l'arrêté-loi du 14 avril 1945 relatif à la fixation des salaires et traitements;

5° l'arrêté-loi du 14 septembre 1945 portant majoration du taux des salaires et traitements;

6° l'arrêté-loi du 5 septembre 1945 modifiant et complétant le chapitre VI de l'arrêté-loi du 19 mai 1945 relatif à la réparation des dommages résultant des accidents du travail dans les causes desquels est intervenu un fait de guerre;

« Minister die de Economische Zaken in zijn bevoegdheid heeft » vervangen door de woorden « Minister die 's Lands Wederuitrusting in zijn bevoegdheid heeft ».

HOOFDSTUK X.

**Bepalingen die tot de bevoegdheid
van het Ministerie van Volksgezondheid
en van het Gezin behoren.**

ART. 26 (28).

Blijft voor een onbepaalde duur van kracht, niettegenstaande het leger op vredesvoet teruggebracht werd, de besluitwet van 14 April 1945 betreffende het toestaan van leningen tegen lage rente aan mijnwerkers voor het aankopen of bouwen van een woning, zoals ze gewijzigd werd door de besluitwet van 12 December 1945.

HOOFDSTUK XI.

**Bepalingen die tot de bevoegdheid
van het Ministerie van Arbeid
en Sociale Voorzorg behoren.**

ART. 27 (30).

Blijven voor een onbepaalde duur van kracht, niettegenstaande het leger op vredesvoet teruggebracht werd :

1° de besluitwet van 18 September 1945 tot wijziging der wet van 7 Augustus 1922 op de bediendenarbeidsovereenkomst, der organieke wet van 9 Juli 1926 op de werkrechtscraden, der wet van 18 Augustus 1887 op de onafstaanbaarheid en onaantastbaarheid van het loon en der wet van 16 December 1851 op de voorrechten en hypotheken;

2° de besluitwet van 3 Augustus 1945 tot wijziging van de besluitwet van 28 December 1944 betreffende de maatschappelijke zekerheid der arbeiders;

3° de besluitwet van 9 Juni 1945 tot vaststelling van het statuut der paritaire comité's;

4° de besluitwet van 14 April 1945 tot vaststelling der lonen en wedden;

5° de besluitwet van 14 September 1945 houdende verhoging van de lonen en wedden;

6° de besluitwet van 5 September 1945 houdende wijziging en aanvulling van hoofdstuk VI van de besluitwet van 19 Mei 1945 betreffende de vergoeding der schade voortvloeiende uit arbeidsongevallen in welker oorzaak een oorlogshandeling voorkomt;

7° l'arrêté-loi du 9 juin 1945 modifiant certaines dispositions de la législation sur la réparation des dommages résultant des accidents du travail;

8° l'arrêté-loi du 14 avril 1945 allouant des primes aux ouvriers qui s'embauchent pour le travail du fond de la mine;

9° l'arrêté-loi du 14 avril 1945 relatif à la force obligatoire des décisions de la Commission Nationale mixte des Mines;

10° l'arrêté-loi du 14 avril 1945 sur les congés annuels des mineurs du fond;

11° l'arrêté-loi du 8 mai 1945 modifiant le régime de retraite des ouvriers mineurs;

12° l'arrêté-loi du 21 septembre 1945 complétant et modifiant le régime de retraite des ouvriers mineurs;

13° l'arrêté-loi du 30 juin 1945 portant retrait d'agrément de la Caisse mutuelle d'allocations familiales « Ik Dien » à Malines;

14° l'arrêté-loi du 11 septembre 1945 rendant la loi du 10 juin 1937, relative aux allocations familiales pour travailleurs non salariés, applicable à partir du 1^{er} janvier 1945, en ce qui concerne les régions d'Eupen, de Malmédy et de Saint-Vith ainsi que les communes belges mises sous régime administratif allemand pendant l'occupation;

15° l'arrêté-loi du 4 septembre 1945 modifiant certaines dispositions de la loi du 28 décembre 1926 contenant le budget des Voies et Moyens pour l'exercice 1927;

16° l'arrêté-loi du 12 avril 1945 relatif à l'inscription obligatoire en vue de la mise au travail et à la mobilisation civile de personnes et d'entreprises;

17° l'arrêté-loi du 21 mai 1945 complétant et modifiant l'arrêté-loi du 12 avril 1945 relatif à l'inscription obligatoire en vue de la mise au travail et de la mobilisation civile de personnes et d'entreprises;

CHAPITRE XII.

Dispositions relevant de la compétence du Ministère des Travaux Publics.

ART. 28 (31).

Sont maintenus en vigueur pour une durée indéterminée, nonobstant la remise de l'armée sur pied de paix :

1° Les effets acquis des réquisitions opérées en vertu des lois des 5 mars 1935 et 12 mai 1927 et de l'arrêté du 31 août 1941 et qui sont nécessaires à l'installation et au fonctionnement des services de l'Etat;

2° Les effets acquis des arrêtés d'expropriation pris en exécution de l'arrêté du 11 octobre 1940 des Secrétaires Généraux des Ministères des Travaux publics et des Finances et par ceux qui ont exercé leurs fonctions.

7° de de besluitwet van 9 Juni 1945 tot wijziging van sommige bepalingen der wetgeving betreffende de vergoeding der schade voortvloeiende uit arbeidsongevallen;

8° de besluitwet van 14 April 1945 houdende toekenning van premien aan de arbeiders die zich laten aanwerven voor ondergrondse mijnarbeid;

9° de besluitwet van 14 April 1945 betreffende de bindende kracht van de beslissingen van de Nationale Gemengde Mijncommissie;

10° de besluitwet van 14 April 1945 betreffende het jaarlijks verlof van de ondergrondse mijnwerkers;

11° de besluitwet van 8 Mei 1945 houdende wijziging van het pensioenstelsel der mijnwerkers;

12° de besluitwet van 21 September 1945 houdende aanvulling en wijziging van het pensioenstelsel der mijnwerkers;

13° de besluitwet van 30 Juni 1945 tot intrekking van de machtiging verleend aan de Onderlinge Kas voor Kindertoelagen « Ik Dien » te Mechelen;

14° de besluitwet van 11 September 1945 tot inwerkingstelling van de wet van 10 Juni 1937 betreffende de kindertoelagen voor niet-loontrekkende arbeiders, met ingang van 1 Januari 1945, wat betreft de gemeenten Eupen, Malmédy en St-Vith, alsmede de Belgische gemeenten die gedurende de bezetting onder Duits administratief beheer werden gesteld;

15° de besluitwet van 4 September 1945 tot wijziging van sommige bepalingen der wet houdende vaststelling van de Rijksmiddelenbegroting voor het dienstjaar 1927; 1927;

16° de besluitwet van 12 April 1945 betreffende de verplichte inschrijving met het oog op de tewerkstelling en betreffende de burgerlijke mobilisatie van personen en ondernemingen;

17° de besluitwet van 21 Mei 1945 houdende aanvulling en wijziging van de besluitwet van 12 April 1945 betreffende de verplichte inschrijving met het oog op de tewerkstelling en betreffende de burgerlijke mobilisatie van personen en ondernemingen;

HOOFDSTUK XII.

Bepalingen die tot de bevoegdheid van het Ministerie van Openbare Werken behoren.

ART. 28 (31).

Blijven voor een onbepaalde duur van kracht, niettegenstaande het leger op vredesvoet teruggebracht werd :

1° De verkregen gevolgen van de opeisingen gedaan in uitvoering der wetten van 5 Maart 1935, 12 Mei 1927 en van het besluit van 31 Augustus 1941, en die nodig zijn voor de inrichting en de werking van de Staatsdiensten;

2° De verkregen gevolgen van de onteigeningsbesluiten genomen in uitvoering van het besluit van 11 October 1940 der Secretarissen-Generaal van de Ministeries van Openbare Werken en van Financiën en door degenen die hun functies waargenomen hebben.